2,50 F
BELGIQUE : 20 FB
LUXEMBOURG : 20 FLUX
MAROC : 2.80 DH

Combat

SOCIALISTE

N° 74
MERCREDI 10 JUIN 1981

TAMMOUZ : UN RAID CONTRE LA PAIX

Après le bombardement de la centrale nucléaire de Tammouz, en Irak, par l'aviation israélienne, le premier ministre, Pierre Mauroy, a condamné solennellement ce raid qui « ne peut qu'accroître la tension dans cette région du monde et complique une situation qui était déjà explosive ».

LE premier ministre Pierre Maurcy a condamné en termes énergiques le raid israélien sur la centrale nucléaire de Tammouz, en Irak, qui a notamment causé la mort d'un technicien français. « *C'est un acte inacceptable et très grave* », a déclaré le chef du gouvernement au Club de la presse d'Europe 1, dès qu'il en a pris connaissance.

Le département d'Etat américain n'a pas réagi différemment, lorsqu'il a qualifié cet événement de « *très grave et très préoccupant* ». Le président égyptien Anouar el-Sadate, qui avait rencontré voilà quelques jours le premier ministre israélien Menahem Begin, à Charm el-Cheik, a lui aussi exprimé sa « *vive inquiétude* ». Dans toutes les capitales du monde, et notamment dans celles des pays arabes, les réactions vont de la surprise à l'indignation.

LA décision prise par Begin de bombarder des installations nucléaires en territoire étranger est moralement inadmissible. Il s'agit d'un acte d'agression délibéré qui aggrave dangereusement la situation, déjà extrêmement complexe, au Proche-Orient. Elle constitue de surcroît un précédent qui met en péril les relations internationales. Que dirait-on si, demain, les Soviétiques détruisaient les centrales nucléaires chinoises ou les Américains celles de l'URSS, sous prétexte qu'elles menacent leur sécurité ?

Il n'est pas certain que Begin ait servi les intérêts de son pays. La destruction de la centrale de Tammouz a peut-être retardé la fabrication, par l'Irak, d'une bombe nucléaire qui aurait fait peser de lourdes menaces sur Israël. Mais rien ne prouve que l'Irak ait eu l'intention de mettre au point une telle arme. Plus graves sont les conséquences sur l'avenir du Proche-Orient. Après avoir engagé le dialogue, le président el-Sadate se voit aujourd'hui contraint de condamner l'action israélienne. Les accords de Camp David n'ont jamais été aussi fragiles.

Pour les amis d'Israël, la nouvelle initiative de Begin est affligeante. Elle ne peut servir que les partisans du jusqu'auboutisme dans l'un et l'autre camp. Ce n'est pas en multipliant des incursions aériennes et terrestres dans les pays limitrophes que le gouvernement conservateur du premier ministre israélien favorisera le retour à la paix.

PAR son action spectaculaire, Begin se croit peut-être assuré d'obtenir la majorité parlementaire à l'issue des élections législatives qui auront lieu à la fin du mois en Israël. Certains de ses principaux ministres, en tout cas, se sont opposés à cet acte de guerre contre l'Irak.

Seules la reconnaissance de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et celle du droit du peuple palestinien à une patrie pourront mettre fin au conflit qui ensanglante le Proche-Orient. Begin n'a pas aidé les partisans du dialogue.

Edouard BAILBY



Transat : Tabarly jette l'éponge

Mais qu'est-ce qui fait renoncer Tabarly ? Mardi matin, le trimaran du célèbre navigateur a fait demi-tour. Seule une avarie grave a pu justifier une telle décision qui ôte toute chance à Eric et à son frère Patrick de remporter la transat en double à la voile (voir page 20). (Photo Gamma)

Législatives

LES SOCIALISTES A LA CONQUETE DE L'OUEST

(PAGES 4 et 5)

Radios libres : la grande débrouille

(PAGE 14)

Borg déjà à Wimbledon

Un roi sans divertissement

(PAGE 16)

Ultimatum de Brejnev

Les dirigeants polonais céderont-ils ?

(PAGE 11)

VU DE PROVENCE

«Per las dents...»

S'IL vous prend la fantaisie de suivre, un jour, le cours de l'Argens, petite rivière née près de la Sainte-Baume et qui, grossie de l'Eau-Salée, de la Cassolle, de la Bresque, de l'Aille qui descend des Maures, et de la Florièye, se jette à la Méditerranée sous Fréjus et son aéroport, choisissez de préférence une matinée sans vent. Ainsi serez-vous à peu près assuré de ne pas vous heurter à un barrage de flammes et de... pompiers.

Car, notamment dans le massif des Maures, où se trouve la forêt de La Garde-Freynet, l'incendie éclate au moment où l'on s'y attend le moins, et, si le mistral est de la partie, le pire est toujours sûr...

Du côté de Roquebrune, où l'Argens n'est plus qu'à deux petites lieues de son embouchure, on m'avait parlé naguère d'un berger qui, à lui seul, valait cent cinquante pompiers.

Exagération provençale ? Je n'aime pas qu'on dise des Provençaux qu'ils galèjent, ne serait-ce que parce que je connais des Picards et des Alsaciens qui n'ont pas leur pareil pour vous mener en bateau.

Cent cinquante pompiers, tout de même ! Je ne pus m'empêcher de jeter à mon interlocuteur un regard sceptique.

— *Escotatz-me* (Ecoutez-moi), me dit-il. *Quand je parle de pompiers, ça n'est pas le mot exact. Parce que le berger en question n'éteint pas le feu. Il empêche qu'il prenne. Si vous préférez, il évite à la forêt cent cinquante incendies...*

De mieux en mieux ! Vite, une explication. Voici celle qui me fut donnée.

— *Il a cent cinquante moutons. Chacun nettoie, dans l'année, plus de broussailles qu'il n'en faut pour transformer une étincelle en brasier. C'est ce qu'on appelait, autrefois, en provençal, l'entretien « per las dents ». Oui : « par les dents »... Si vous ne me croyez pas, allez voir le bonhomme et ses bêtes.*

Je ne demandais qu'à croire. Et, si je ne vis pas le berger des Maures, je tombai sur un ingénieur forestier qui, loin de nier les faits, justifia la méthode en déplorant qu'elle soit illégale.

— *Ça se faisait il y a au moins dix siècles. Mais la loi n'autorise plus le pacage de la chèvre ou du mouton en forêt domaniale. Il n'est pas inimaginable que le règlement soit un jour modifié. On pourrait assouplir l'interdiction en ce qui concerne le mouton, car il « choisit », et, pour cela, est moins destructeur que la chèvre, qui, elle arrache tout, aveuglément.*

Je me suis retenu de demander qui, de la chèvre ou du touriste, est le plus dangereux. Les dents de l'une éprouvent la végétation naissante ; mais, tous les étés, les imprudences de l'autre ne transforment-elles pas en cendres des hectares de forêts ?

Il paraît qu'en Californie on applique la recette du berger des Maures. Et qu'on s'en trouve bien.

Ne suffira-t-il pas, pour qu'elles soient en faveur chez nous, que quelque technocrate baptise « américaines » les façons de faire de nos ancêtres ?

Maurice CHAVARDES

AU JOUR LE JOUR

L'envers du Grand Siècle

par Gabrielle ROLIN

ON peut dire que Gabrielle Perreau était née sous une mauvaise étoile. Pourtant son père, astrologue confirmé, lui promettait un avenir éblouissant. Il la voyait princesse, ou pour le moins duchesse, menant grand train à la cour du Roi-Soleil. A une condition : qu'elle épousât le premier Poisson qui se présenterait. Le sort tomba sur un certain Louis Semitte, épicier-apothicaire, barbon et jaloux de surcroît. Il tenait boutique à « *La Corne de cerf* », nom qui le prédestinait à la disgrâce qu'il méritait amplement.

Mais Gabrielle, méfiante, hésitait à sauter le pas et peut-être se serait-elle confite en vertu si son mari, las de la battre, ne l'avait jetée dans les bras d'un banquier auquel il devait de l'argent. Patatras ! La voici prise au piège, condamnée pour adultère, fouettée devant Notre-Dame, expédiée dans un couvent. Son amant lui rend visite, est découvert, le scandale éclate et la coupable se retrouve prisonnière à la Conciergerie. Va-t-elle enfin se tenir tranquille ? Non ! Renvoyée chez les religieuses, elle y recrute un autre galant qui l'aide à s'évader.

Capturée à nouveau, elle finira ses jours sur la paille de l'Hôpital général, à l'âge de vingt-huit ans, infligeant un démenti définitif aux mirifiques prédictions paternelles.

D'où sort cette histoire à dormir debout ? D'archives qu'a scrupuleusement examinées Pierre Darmon, professeur et spécialiste du XVII[e] siècle. S'il a baptisé roman sa reconstitution des faits, c'est par excès de scrupule, car tout y est vrai, ou du moins probable, plausible, comme le prouvent les documents publiés en appendice.

Oui, Gabrielle a bel et bien existé, enduré cet effarant martyre, expié seule les crimes dont elle était l'objet. Les responsables ? Les partenaires-complices ? La justice les ignore.

« Ils paieront dans l'autre monde », affirme le grand vicaire. En attendant, la demoiselle Perreau souffre et meurt dans celui-ci.

Mais son biographe lui a rendu la parole pour accuser ses bourreaux, dénoncer leur ordre établi, crier que le roi est nu, oui, Sa Majesté Louis XIV dont la cour sent l'égout. Ecrit en style d'époque, dans une langue dont l'élégance met en valeur la crudité, ce réquisitoire nous révèle les coulisses du monde de Saint-Simon et de la marquise de Sévigné. C'est la jungle : le fort mange le faible et succombe à son tour, malade de la peste. Un siècle plus tard, la Révolution balaiera d'une chiquenaude cette colossale pourriture. Pauvre Gabrielle, née trop tôt pour être « désembastillée » !

• Gabrielle Perreau, femme adultère, *Grasset, 250 pages.*

Monnaie de singe

Chinaud et Chirac, l'un dans sa controverse avec Claude Estier, l'autre à Libourne, ont parlé, à propos des diverses mesures sociales, en particulier le relèvement du SMIC à 2 900 francs, décidées par le gouvernement de Pierre Mauroy le jour-même, de cadeaux en monnaie de singe.

Passons sur l'incongruité qu'il y a à user du terme de cadeau s'agissant d'un salaire mensuel de 2 900 francs. Elle mesure ce qu'on peut appeler par antiphrase la sensibilité sociale de ces hommes-là.

Reste les cadeaux?

Autre impudente incongruité, toujours.

Je suis retraité depuis quatorze ans. Pendant ce laps de temps, ma retraite a été multipliée environ par trois, mais mon pouvoir d'achat — la seule chose qui compte — n'a pas changé. Avec trois fois plus d'argent, je n'achète pas davantage de marchandises ou de services. Comme on dit ici, je suis « bourru ».

Alors, que ces gens, qui ont présidé, leur clan seul, à l'évolution de la monnaie pendant cette période nous parlent de monnaie de singe, l'impudence confine au cynisme. La monnaie de singe, ils en sont les auteurs. Et les singes, dont les grimaces ne font pas rire, s'il vous plaît, qui c'est?

A. S.
Brive

Notre commun patrimoine

Après sept ans d'atlantisme culturel, de soumission à la langue américaine (l'exemple venait d'en haut !), il est temps de se ressaisir.

Le Parti socialiste qui, à juste titre, est favorable à la défense des patrimoines locaux, des particularismes culturels, des langues régionales de la France, se doit en même temps d'assurer — bien entendu sans chauvinisme, sans esprit de quelque irrédentisme que ce soit, sans aucun impérialisme « grand français » — la sauvegarde et la pérennité de notre langue dans le monde. Non seulement pour favoriser notre propre rayonnement mais pour permettre aux francophones de naissance ou d'adoption de conserver un patrimoine qui leur est propre à travers une langue qui nous est commune.

Bien sûr, dira-t-on, de gros efforts ont été fournis au Québec. Mais dans d'autres régions du Canada, qu'a-t-il été fait pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick au nombre de 250 000 ? Et pour les 600 000 francs-Ontariens ? Pour les communautés francophones du Manitoba ?

Beaucoup plus près de nous, à Jersey, le français, jadis largement connu, est presque moribond. La situation paraît à peine meilleure dans le Val d'Aoste, sur le versant italien du mont Blanc, pourtant théoriquement bilingue depuis 1946, où près de 100 000 francophones ou bilingues courent le risque d'une italianisation totale.

Parfaitement loyale à l'Italie, persécutée par le fascisme, cette petite communauté mal connue, sinon ignorée de ce côté-ci des Alpes, possède un héritage culturel très proche de celui des Savoyards, qui plonge ses racines très loin dans le passé. Une menace réelle de perte totale de son identité se profile pour elle, par manque de moyens appropriés, si notre actuel gouvernement se montre aussi frileux que les précédents quant à un apport culturel aux Valdotains, auquel Rome ne s'oppose pourtant pas, sachant pertinemment que la disparition de la culture française du Val d'Aoste n'enrichira pas la culture italienne mais sera dommageable pour tout le monde.

Il est vrai que les équipes giscardiennes pouvaient peut-être redouter que cette défense d'une culture locale ne donnât des idées à d'autres à l'intérieur de l'Hexagone ! Comme si on pouvait par là les en empêcher !

Aussi conviendrait-il d'aider les organismes culturels valdotains tant financièrement que par la formation ou l'envoi éventuel de maîtres, la faveur donnée aux échanges de toutes sortes, et aux jumelages, à la diffusion d'émissions régionales sur le val par l'audio-visuel, à une plus grande information sur le patrimoine artistique, sportif des Valdotains de ce côté-ci des Alpes.

En tout cas, il est très souhaitable et urgent pour nos amis valdotains comme pour tous les francophones du monde que la nouvelle France qui commence à s'affirmer depuis le 10 mai prenne toutes ses responsabilités dans ce domaine comme dans tous les autres.

J.-L. ROBIN
Hauts-de-Seine

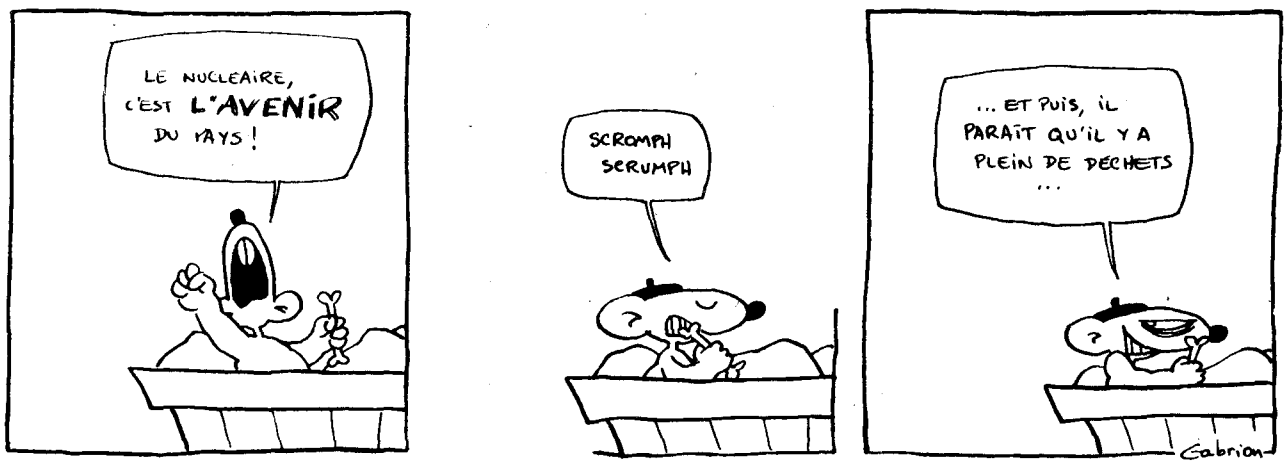
Météo



Toujours pluvieux

Une zone pluvieuse localement orageuse traversera le pays d'ouest en est. Dans la soirée et la nuit elle affectera les régions situées du golfe du Lion au Alpes et aux Vosges. Bel ensoleillement dans le Sud-Est et la Corse. Après les pluies, le temps devrait être plus frais mais restera très variable sur la moitié nord-ouest du pays.

Rat-le-bol



Pierre Mauroy sur tous les fronts

Le premier ministre a effectué au cours du long week-end de la Pentecôte une série de déplacements en province destinés à soutenir les candidats socialistes. Ce voyage l'a conduit successivement, dans le Sud-Ouest, à Bordeaux, et en Bretagne, à Nantes et à Rennes, s'étant terminé dimanche à Lille dans sa propre circonscription.

Pierre Mauroy a évoqué à plusieurs reprises la mise en place de la décentralisation, qui devra être *« la grande affaire de ce septennat »* sur le plan des institutions. A l'hôtel de ville de Nantes, il a déclaré samedi qu'il était *« urgent qu'une nouvelle loi assure une nouvelle répartition des impôts entre l'Etat et les collectivités locales »*. Celles-ci réalisent *« 60 % des équipements collectifs, mais elles ne disposent que de 19 % de l'impôt payé par les Français »*. Cette part sera portée par étape à 25 ou 30 %. D'autre part, il a confirmé que *« les décrets limitant les attributions des établissements publics régionaux seront annulés rapidement »*.

Devant le Club de la presse de Rennes, il a indiqué qu'*« un projet de loi sur la décentralisation sera déposé en octobre. La mise en application de cette réforme devrait se faire sur une période de dix-huit mois à deux ans »*.

Evoquant par ailleurs les problèmes de la médecine, il a précisé à Rennes qu'il n'était *« pas dans les intentions du gouvernement de mettre fin à la médecine libérale »*. Il a également rappelé que *« la querelle artificielle »* de l'enseignement ne doit plus être *« la cause d'une déchirure de la communauté nationale »*. Quant aux enseignants des établissements de l'enseignement libre, *« leurs droits acquis seront scrupuleusement respectés »*.

Le premier ministre, qui avait déclaré à Bordeaux que son gouvernement n'avait *« de leçons à recevoir de personne, ni de Jacques Chirac ni de Roger Chinaud ni de Raymond Barre »*, était l'invité lundi soir du « Club de la presse » d'Europe 1, diffusé en direct de Lille.



LE premier ministre devait, au cours de cette émission, répondre à des questions portant sur la situation économique, les réformes sociales et la politique intérieure. Mais la politique internationale a tenu une grande place en raison de l'actualité. Pierre Mauroy a exprimé la position de la France après le bombardement du centre nucléaire de Tammouz en Irak.

« *S'agissant,* a-t-il déclaré, *d'une attaque menée en territoire étranger, l'initiative du gouvernement israélien constitue un acte inacceptable et très grave, que le gouvernement français condamne. Un tel raid ne peut qu'accroître la tension dans cette région du monde.* » Le premier ministre a également indiqué que cet acte ne pouvait « *que compliquer une situation qui était déjà bien explosive* ».

Le premier ministre a rappelé que la France souhaite « *le rétablissement de la paix au Moyen-Orient par la garantie de la sécurité d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, par le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, par l'unité du Liban* ». Il a précisé que « *la situation y est très difficile depuis bien des années et s'est singulièrement aggravée ces derniers mois* ».

A partir de cet événement, le premier ministre a évoqué la nouvelle position française en matière de vente d'armes. Dans ce domaine, « *la France doit donner l'exemple* », a précisé Pierre Mauroy, rappelant que le gouvernement avait la « *volonté non seulement de ne pas conduire une politique d'armement, mais encore de renforcer le contrôle des centrales nucléaires* ».

La moralisation des ventes d'armes ne peut pas se faire immédiatement car, d'une part, les engagements pris par la France seront respectés et, d'autre part, les usines ne peuvent pas être reconverties du jour au lendemain.

Sur ce chapitre, le chef du gouvernement a conclu que la France souhaitait servir la paix, et que cet objectif serait en contradiction avec le « *fait d'être un des pays au monde qui vendent le plus d'armes à ceux qui se battent* ».

Les 35 heures : la revendication des revendication

Sur le plan intérieur, le chef du gouvernement a évoqué les mesures sociales déjà prises et celles qui seront prises. Il a annoncé que le gouvernement déposerait un projet de loi sur la retraite à soixante ans. Au-delà de cette mesure ponctuelle, l'objectif du gouvernement est la réduction du temps de travail qui « *est la revendication des revendications. Dans la mémoire collective des travailleurs c'est celle qui marque. Au début de ce siècle on a mené le grand combat pour la journée de huit heures.* »

Aujourd'hui c'est la semaine de trente-cinq heures qui est en balance. « *La généralisation des trente-cinq heures par semaine,* a rappelé Pierre Mauroy, *c'est la création de neuf cent mille emplois.* »

Mais la réduction du temps de travail passe aussi par la cinquième semaine de congés et la création de la cinquième équipe dans le cadre du travail posté.

Sur tous ces problèmes le gouvernement va demander aux partenaires sociaux d'ouvrir des négociations. « *Il leur appartient de prendre leurs responsabilités mais ce qui est nouveau c'est que plutôt que d'avoir un gouvernement Ponce Pilate qui joue, juge de touche, j'anime un gouvernement qui veut réellement ouvrir la voie à la réduction du temps de travail.* » A la question de savoir qui paiera, le premier ministre a répliqué en demandant « *qui paie actuellement 1 800 000 chômeurs ?* ».

« *Nous sommes devant une troisième mutation technologique.* » Ou on l'accepte comme la première, celle de la machine à vapeur, ou on tente de la dominer. « *La politique du gouvernement est de faire en sorte que l'homme soit maître de la machine* » a-t-il conclu.

Sur le plan politique, Pierre Mauroy était très attendu sur les relations avec les communistes et leur éventuelle participation au gouvernement. Selon le premier ministre, les communistes « *ont vocation a être au gouvernement* ». Mais « *pendant deux ans ils ont apporté beaucoup de soin à nous montrer les divergences qu'il pourrait y avoir entre les socialistes et les communistes. Ces divergences ont été telles qu'il n'est pas possible de les réduire du jour au lendemain.* »

L'accord qui pourrait être conclu après les élections se fera sur « *les orientations du gouvernement sur lesquelles François Mitterrand a été élu.* »

Plus généralement, Pierre Mauroy a indiqué que « *tous ceux qui se sont rassemblés pour approuver les options du président de la République ont vocation a être au gouvernement.* »

Cour de sûreté : premiers effets

La libération de trente et un détenus inculpés dans des affaires déférées devant la Cour de sûreté de l'Etat découle de la nouvelle politique du gouvernement à l'égard de cette juridiction. Le ministère de la Justice a annoncé que le sort des douze autres détenus serait examiné dans le courant de la semaine. Les détenus libérés vendredi sont dix Corses, cinq Guyanais, cinq Basques, quatre Guadeloupéens, six membres du groupe Action directe et une personne impliquée dans une affaire d'intelligence avec un agent d'une puissance étrangère.



François Mitterrand à Solutré

«Je demande sept ans»

L'ÉLECTION à la présidence de François Mitterrand ne le fera vraisemblablement pas remettre en cause le rythme de sa vie. « *Ma vie personnelle est étroitement imbriquée dans ma vie publique, mais il faut que je protège le minimum. Je ne voudrais pas être obligé de prendre des moments de loisirs à l'abri des regards dans les palaces officiels* », a-t-il ainsi précisé à Solutré (Saône-et Loire) où il a, comme chaque année depuis 1946, passé son week-end de Pentecôte.

Cette journée de repos familial a permis au président de la République de s'entretenir sans protocole avec les journalistes, à qui il a rappelé qu'il demandait sept ans — et non pas cinq cents jours comme son prédécesseur — pour être jugé.

Abordant le problème des élections législatives, François Mitterrand a estimé que « *l'état de grâce* » qui a suivi son élection « *est appelé à durer plusieurs mois. Il n'est pas possible,* a-t-il expliqué, *qu'une telle mobilisation opérée pendant la campagne présidentielle, qu'un tel investissement sentimental, affectif, idéologique et politique s'évanouissent aussitôt* ». Il a enfin rappelé que, s'il intervenait sur ce thème, ce serait dans les délais légaux.

Selon lui, si la gauche remporte la majorité au soir du 21 juin, le gouvernement actuel subira forcément quelques retouches. « *Il y aura alors d'autres taches beaucoup plus diversifiées à remplir, et des ministres seront appelés à d'autres activités.* »

Enfin, à une question sur son comportement pendant les débuts du gouvernement Mauroy, le président de la République a répondu : « *Il y a une période d'adaptation au cours de laquelle je dois remplir un rôle tutélaire plus important, plus constant que je n'aurai à le faire normalement. Cela, afin que les choses s'harmonisent.* »

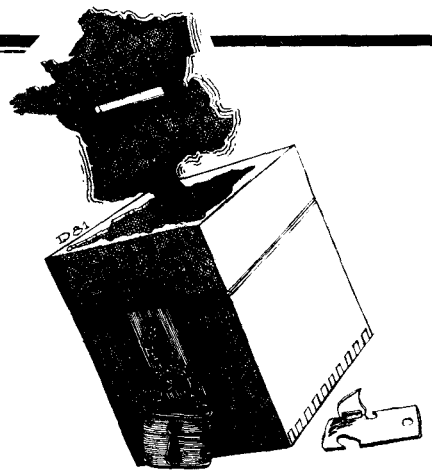
Les visites du président à l'étranger

François Mitterrand, qui a lui-même annoncé qu'il assisterait le 29 juillet au mariage à Londres du prince Charles d'Angleterre, reçu mardi à l'Elysée, effectuera plusieurs visites à l'étranger d'ici à la fin juillet.

Le président de la République devrait se rendre au sommet des pays industrialisés à Ottawa, les 20 et 21 juillet. François Mitterrand aura ainsi l'occasion de s'entretenir pour la première fois avec le président Ronald Reagan. Il aura auparavant reçu à Paris, le 24 juin, le vice-président des Etats-Unis, George Bush. Les chefs d'Etat ou de gouvernement britannique, canadien, ouest-allemand, italien et japonais participent également à ce sommet annuel. Avant cette échéance, François Mitterrand pourrait se rendre aux Pays-Bas et aller en République fédérale d'Allemagne.

Autre voyage en perspective : le Mexique en octobre, où va se tenir à Cancun une conférence sur le développement des pays du tiers monde, à l'invitation du président Lopez Portillo, après l'échec de la conférence Nord-Sud.

François Mitterrand a par ailleurs fait part de son désir de se rendre bientôt en Algérie et en Egypte. Le vice-président égyptien, Hosni Moubarak, qui sera reçu en fin de semaine à l'Elysée, serait porteur d'une invitation du président Sadate au président français à se rendre au Caire.



1981 : à l'ouest,

Cinq jours avant le premier tour des élections législatives, «Combat socialiste» entreprend l'analyse régionale de la carte politique française. C'est par l'Ouest, région clé de la progression socialiste que nous entamerons ce tour de France

Par Gérard LE GALL

Pour décrire l'évolution des suffrages dans l'Ouest au cours des dernières consultations électorales, nous avons retenu les variables régionales et départementales et les circonscriptions législatives des trois régions- programmes : Bretagne (Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine et Morbihan, soit 25 circonscriptions), pays de la Loire (Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe, Vendée, soit 26 circonscriptions), Basse-Normandie (Calvados, Manche, Orne, soit 13 circonscriptions).

Au fil des scrutins, la gauche améliore régulièrement ses positions. Entre 1962 et 1978, l'écart entre ses résultats dans l'Ouest et dans l'ensemble du pays est passé de 18,8 points à 8 points. Le 10 mai dernier, il n'était plus que de 4,9 points.

La gauche électorale dans l'Ouest (1973-1981)

	1973*	1974*	1978	1979	1981 1er tr	1981 2e tr
Bretagne	37,8	41,9	44	42,6	42,9	49,1
Pays de Loire	33,1	40	40,7	38,7	37,8	45,6
B.-Normandie	32,0	39,8	37,1	38,5	39,2	45,8
Total Ouest	35,1	40,7	41,3	40,3	40,1	46,9

Comme dans ses autres « terres de mission » de jadis, on peut penser que les élections présidentielles, en créant des enjeux nationaux et globaux, ont largement contribué à accroître l'influence de la gauche en diminuant les particularismes du poids des réseaux locaux et le jeu des clientèles personnelles. Naturellement d'autres facteurs, comme les mutations économiques, les changements survenus au sein de l'Eglise et le retrait de plusieurs grands notables de droite, ont contribué à accélérer cette tendance institutionnelle.

A l'image du scrutin présidentiel de 1974, celui de 1981 permet à la gauche une progression considérable (*voir* tableau n° 1 ci-joint). Voilà sept ans, François Mitterrand obtenait dans l'Ouest, au second tour, 40,6 % des suffrages exprimés, alors que la gauche législative, un an auparavant, en 1973, n'en rassemblait que 35,1 %. Cette année, il fait encore monter le niveau de l'actuelle majorité présidentielle de plusieurs crans, puisqu'il obtient 46,9 %, tandis qu'elle obtenait 41,3 % au premier tour de 1978.

De 1962 à 1981, la gauche progresse très fortement dans les trois régions-programmes : + 24,7 % en Basse-Normandie, + 23,5 % dans les pays de la Loire, + 18,2 % en Bretagne. Au niveau départemental, la progression est générale et constante. Parmi les plus fortes croissances, entre 1974 et 1981, retenons : le Morbihan (+ 8,1 %), l'Ille-et-Vilaine (+ 7,5 %), le Finistère (+ 7,4 %), la Loire-Atlantique (+ 7,1 %). Ce phénomène de mutation électorale laisse toutefois une implantation contrastée : record pour François Mitterrand dans un fief traditionnel de la gauche dans l'Ouest, 55,8 % dans les Côtes-du-Nord, mais seulement 39,6 % en Vendée et 41,2 % dans la Manche.

Avec 24,4 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de mars 1978 et 27,7 % le 26 avril 1981, le courant socialiste représente la force motrice de la nouvelle majorité. A l'aune des résultats (*voir* tableau ci-joint), il ne convient plus de parler de l'Ouest comme d'une « terre de mission » pour le Parti socialiste, puisque son score, confondu avec celui du MRG, est proche de sa moyenne nationale. Le PS est le principal bénéficiaire des mouvements enregistrés en mars 1978 : + 6,4 % entre 1973 et 1978, + 12,9 % par rapport à 1967. Dans les trois régions, il progresse fortement entre 1973 et 1978, particulièrement en Bretagne, + 7,8 %. En 1978, le PS dépasse sa moyenne nationale dans cinq départements (Côtes-du-Nord, Loire-Atlantique, Calvados, Ille-et-Vilaine, Mayenne). Il ne demeure en deçà des 20 % des suffrages que dans la Vendée et dans la Manche.

Le Parti communiste, pour sa part, réalise, avec 13 % des suffrages exprimés au premier tour des élections législatives de 1978, un score nettement inférieur à son influence nationale (20,6 %). Si l'on considère le vote communiste depuis 1962, on constate qu'il se caractérise, comme dans l'ensemble du pays, par un léger effritement jusqu'en 1978, — 1,4 % entre 1967 et 1973, — 0,5 % entre 1973 et 1978, puis par un recul plus net en 1981, puisque Georges Marchais fait tomber l'influence du PCF au-dessous de la barre des 10 % (9,6 %). Si la chute est moins sévère que dans ses fiefs, elle est cependant sensible en Bretagne (— 4,3 %) et dans les pays de la Loire (— 3,4 %), mais plus faible en Basse-Normandie (— 1,5 %).

Dans le camp d'en face, qui a toujours nettement dominé le grand Ouest, le déclin est à la mesure de la progression de la gauche. Au sein de l'ex-majorité, les résultats du premier tour des législatives de mars 1978 voient l'UDF prendre l'avantage sur le concurrent RPR, qui, en 1973, occupait la position dominante à droite. Si l'on compare les résultats du premier tour de 1981 à ceux de 1974, Valéry Giscard d'Estaing enregistre un recul général dans l'ensemble des douze départements. Le reflux est particulièrement net dans le Morbihan (— 11,6 %), dans le Finistère (— 10,8 %), dans l'Ille-et-Vilaine (— 10,5 %), dans les Côtes-du-Nord (— 8,3 %), en Mayenne (— 8,4 %), dans l'Orne (— 7,8 %), plus faible ailleurs, notamment dans la Sarthe (— 0,3 %).

L'évolution des suffrages socialistes dans l'Ouest (1973-1981)

	1973	1978	1979*	1981**
Bretagne	17,1	24,9	25	28,28
Pays de Loire	19	24,6	23,8	27,88
B.-Normandie	17,7	22,7	22,8	26,44
Total Ouest	18	24,4	24	27,7

* Liste PS-MRG.
** François Mitterrand + Michel Crépeau.

Jacques Chirac, dont les résultats, à l'image de ceux de Giscard, sont difficiles à apprécier par rapport aux dernières législatives (à cause de la politique de présence de la droite, candidatures uniques ou primaires), dépasse le score de l'ex-président en Mayenne (+ 0,8 %) et dans l'Orne (+ 1,4 %) et améliore partout les performances de Jacques Chaban-Delmas : + 8,2 % dans la Mayenne, + 7,9 % dans l'Orne, + 6,6 % dans le Morbihan, + 5,8 % dans le Finistère.

L'appartenance partisane des députés dans l'Ouest (1967-1978)

	1967	1968	1973	1978
Gaull. ou RPR	35	47	35	27
Majorité non gaulliste	10	9	12	25*
Centristes d'opposit.	11	6	8	
Non-inscrits	1	1	1	1
Total droite	57	63	56	53
Parti socialiste	4	1	7	9
PSU	2		1	
Parti communiste	1			2
Total gauche	7	1	8	11
Total	64	64	64	64

* UDF.

En dépit de cette double tendance, progression forte et régulière de la gauche et déclin de la droite, cette dernière demeure hégémonique grâce au mode de scrutin actuel qui ici la favorise lors de la conversion des suffrages en sièges de députés. Avec 57,1 % des voix ne détient-elle pas, en 1978, 53 des 64 circonscriptions, soit près des 83 % de sièges?

Dominée dès 1962 par le gaullisme qui s'est implanté au détriment de l'autre droite (Indépendants et MRP), le mouvement de rééquilibrage entre les deux tenants de l'ex-majorité esquissé en 1973 s'est accentué en 1978 puisque l'UDF conquiert 10 sièges au détriment du RPR (dont deux par ralliement et deux au détriment du PS).

En revanche l'UDF a cette fois-ci perdu 3 circonscriptions : la première au profit du PC (Côtes-du-Nord, 4e), la seconde au profit du PS (Côtes-du-Nord, 5e) et la troisième enfin au profit du RPR (Sarthe, 5e).

A la veille du prochain rendez-vous, l'UDF, comme le RPR, dispose d'au moins un représentant dans chacun des douze départements, et fait, avec 25 députés, jeu égal avec son puissant partenaire. Avec 11 députés, 9 socialistes et 2 communistes, la gauche bat le record absolu de sa représentation parlementaire sous la Ve République. Elle détenait déjà 5 de ces 11 sièges en 1967 : Finistère (4e), Morbihan (5e), Loire-Atlantique (2e et 5e), et Sarthe (2e). En 1973, Louis Mexandeau (Calvados, 1re) et Louis Darinot (Manche, 5e) ont réussi à l'emporter. D'autres, Pierre Jagoret (Côtes-du-Nord, 5e), François Autain (Loire-Atlantique, 3e) et Marie Jacq (Finistère, 4e) réussirent à s'imposer en 1978, tandis que Charles Josselin (Côtes-du-Nord) et Yves Dollo, en charge de la succession d'Yves Le Foll, (Côtes-du-Nord, 1re) durent céder le siège à l'UDF. Le Parti communiste peut l'emporter dans les Côtes-du-Nord (4e) et dans la Sarthe (2e).

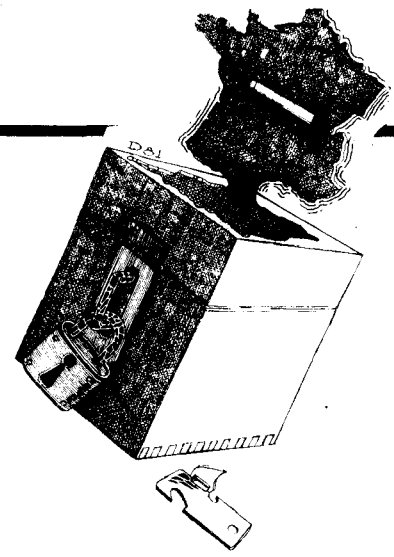
Les socialistes vont-ils engranger cette année une aussi belle moisson de succès que lors des élections municipales de mars 1977? Rappelons-nous qu'ils conquirent 8 communes de plus de 30 000 habitants (Rennes, Saint-Malo, Brest, Nantes, La Roche-sur-Yon, Angers, Alençon, Cherbourg) mais perdirent Quimper, tandis que le PC l'emportait au Mans.

Comme on l'avait observé jusquà présent, les gains en sièges de la gauche ne sont pas proportionnels à l'ampleur de sa croissance électorale. Pour le PC son propre déclin face à la profusion électorale du PS, d'une part, la répartition des voix au sein de la gauche — le PS devance en 1978 le PC dans 57 des 64 circonscriptions et dans la totalité des cas le 26 avril 1981 — d'autre part, ne peut guère le rendre optimiste. Cette fois, le Parti socialiste pourrait recueillir la juste récompense de ses patients efforts d'implantation. François Mitterrand qui ne devance Giscard que dans 7 circonscriptions en 1974, le domine le 10 mai dans 21. Dans la plupart des cas, les candidats socialistes doivent confirmer leur succès de 1978, reprendre des sièges laissés à la droite ou conquérir des sièges perdus de justesse, voire, compte tenu du nouveau rapport de force PC-PS, ravir les deux circonscriptions communistes (Côtes-du-Nord, 4e, et Sarthe, 2e).

Dès lors, il est légitime d'envisager la victoire absolue dans les Côtes-du-Nord avec des conquêtes à Saint-Brieuc, Dinan, Loudéac et Guingamp; des succès à Quimper et à Brest, au Mans (3e, Saint-Calais) et au Mans (2e, Sablé), dans la 1re circonscription de Nantes et pourquoi pas à Châteaulin, Hennebont, La Flèche?

Ainsi, avec une vingtaine de députés socialistes, le paysage politique de l'Ouest, profondément transformé en 1977 subirait-il une seconde profonde mutation? Le vivier parlementaire de la droite serait entamé et pour la première fois depuis 1958 plusieurs circonscriptions connaîtraient l'alternance.

LA SOCIETE DE CREDIT IMMOBILIER DE BRETAGNE SUD
34, Rue Jules Legrand - 56105 LORIENT - Tél. 64.35.18



du nouveau

Côtes-du-Nord : à gauche toute

AVEC L'EVOLUTION DE SAINT-BRIEUX, LOUDEAC ET DINAN

IL a beaucoup plu dans les Côtes-du-Nord, en Bretagne, pendant le mois de mai et ce début de juin, mais les genêts n'en sont pas moins d'un jaune éclatant, et les rochers des grèves pas moins roses. A l'élection présidentielle, alors que pour toute la France, François Mitterrand obtenait 52 % des voix, dans les Côtes-du-Nord la moyenne est de 55,5 %.

« Au niveau cantonal cette progression spectaculaire se traduit par l'arrivée en tête du candidat de la gauche dans 39 des 48 cantons du département. Pour la première fois toutes les circonscriptions législatives ont donné la majorité à François Mitterrand. Saint-Brieuc : 55,59; Dinan : 52,40; Loudéac : 52,72; Guingamp : 61,28; Lannion : 56,15. » C'est ce que l'on constate à la fédération socialiste.

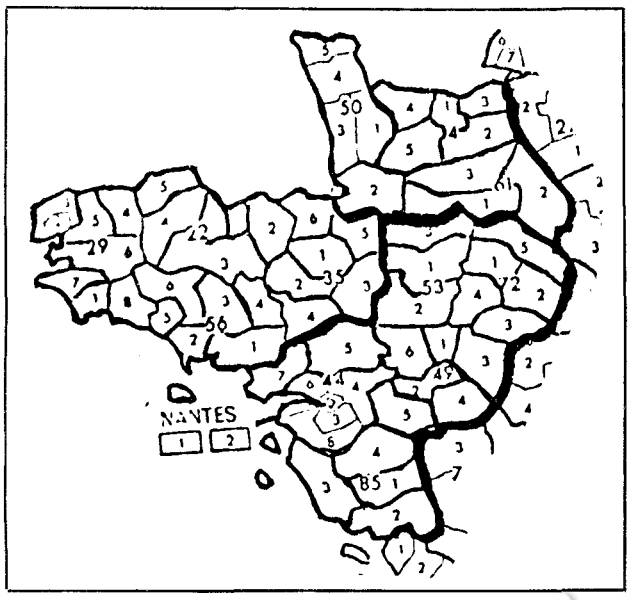
Si bien que dans ce département de la Bretagne qui bouge, trois nouvelles circonscriptions devraient passer à gauche aux prochaines élections législatives.

Loudéac

Dans le sud, tout au long de la frontière du Morbihan, c'est la pleine *« Bretagne centrale »*. La circonscription où se présente Didier Chouat (premier secrétaire fédéral) s'étale sur 110 kilomètres. 90 communes se répartissent en 12 cantons comptant 60 000 électeurs. En 1978, c'est la droite qui l'emportait avec 51,50 % des voix contre 48,50 % à la gauche. Cette fois le basculement s'est opéré avec un 52,7 % pour François Mitterrand.

En face, il y avait naguère Marie-Madeleine Dienesch qui confondait son rôle avec celui d'une *« assistante sociale en chef »*, se contentant de quelques pommades sur les plaies. Elle laisse la place à Michel Denieul, patron de la marine marchande, venu s'échouer sur le continent.

Didier Chouat, trente-six ans, est un amoureux de ce pays rural de Loudéac. *« De toute la Bretagne,* affirme-t-il, *c'est le coin qui a le plus souffert de la crise, celui qui a eu la plus petite part du gâteau. C'est une des zones qui a fourni le plus de Bretons à Paris.*



L'Ouest : la Bretagne, les pays de Loire, la Basse-Normandie, trois régions- programmes clés pour comprendre la progression socialiste.

La désertification va en s'amplifiant. La population vieillit. Il n'y a pas de créations d'emplois. Pour de nombreuses petites entreprises c'est la faillite. »

« Ni grande route ni voie ferrée, les services publics qui ferment comme les écoles, la poste, et comme les commerces. Alors les jeunes s'en vont. »

Ainsi souffle en Bretagne centrale le vent du large, même si on lui a percé bien peu de belles routes pour arriver jusque-là...

Saint-Brieuc

Plus près de la mer, à Saint-Brieuc, c'est Yves Dollo, quarante-sept ans, adjoint au maire, qui part à la conquête de la première circonscription où 105 000 électeurs auront à choisir entre lui et Sébastien Couepel, un UDF sortant.

A Saint-Brieuc, le maire socialiste Yves Le Foll n'avait gagné les municipales qu'avec 58 voix d'avance. A l'élection présidentielle, la gauche avait 6 000 voix de plus que la droite, et le PS a devancé le PC... ce qui a provoqué quelques grincements.

La circonscription est à la fois urbaine, côtière et rurale. Il faut, pour Yves Dollo, tenir compte de cette diversité : *« C'est, d'une part, la concentration urbaine et, de l'autre, les effets de la désertification rurale. Le problème le plus crucial est celui de l'emploi. Le chômage touche 11,7 % de la population active salariée, et 8,9 % de la population active globale. Les difficultés sont fortes dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, l'agriculture et la pêche ».*

Dinan

Dans le secteur de Dinan (120 000 habitants, 77 000 électeurs) c'est Charles Josselin, président du conseil général, qui s'oppose à René Benoît, premier adjoint au maire de Dinan (UDF), pour reprendre le siège à la droite. Fils d'agriculteur, âgé de quarante-trois ans, le candidat socialiste travailla d'abord à la Société centrale pour l'équipement du territoire avant de battre Pleven par 45 voix en 1973. En 1978, au soir du premier tour, la gauche était majoritaire. Cinq ministres, dont Raymond Barre, se mobilisèrent sur le dossier de l'école privée. Il y eut 92 % de votants, et la droite passa avec 700 voix d'avance.

Avec son suppléant, Jean Gaubert, un agriculteur de trente-quatre ans, il s'agit donc de remettre les choses à leur place sur les trois secteurs durs de la circonscription : l'agglomération de Dinan avec sa bourgeoisie traditionnelle; la partie sud, rurale, où il n'y a souvent qu'une école privée; la côte, avec Saint-Cast, et le poids des résidences secondaires.

En 1973 *« c'était la campagne qui avait pris la ville »*. Beaucoup d'agriculteurs évoluaient vers la gauche tandis que se développait le salariat dans les banlieues de Dinan et dans les chefs-lieux de canton. Cette évolution du monde rural s'accompagnait d'un renouvellement du militantisme socialiste.

De 1970 à 1978, le nombre des actifs agricoles avait baissé de 30 %. Mais en dix ans « l'électronique » avait pris le relais avec 1 000 emplois créés par an. C'était insuffisant, mais cela amenait une certaine compensation. Et voilà que la commutation électromécanique a été remplacée par la commutation électronique, et c'est deux tiers de personnels en moins, et donc des licenciements en vagues serrées.

Du côté de la mer, les choses ne vont guère mieux : ce pays fournissait des marins à la grande pêche, les terre-neuvas. Mais il n'y a plus que deux bateaux à Saint-Malo (six en France). Et la crise de la marine marchande ne permet pas d'embauche.

Dans les réunions électorales, les questions portent surtout sur les retraites de marins (le ministère de la Mer est le bienvenu), sur l'agriculture, sur l'avenir du commerce et de l'artisanat, sur le nucléaire, sur les ministres communistes, mais rarement sur l'école privée...

Ph. LERAY

NANTES

L'école privée au centre du débat

« CETTE campagne n'est pas différente de la précédente. On a la conviction de pouvoir l'emporter .» Comme pour la présidentielle, le scrutin sera, dimanche, *« très politique »* en Loire-Atlantique. Calmement, Jean Natiez, candidat socialiste dans la première circonscription (Nantes 1, 2, 3), fait le point. Il devrait pouvoir, en effet, bouter le RPR hors d'un fief tenu par les gaullistes depuis 1958 : Dominique Pervanche, investi, comme il se doit, par l'UNM, qui succéda, en 1980, à Alexandre Bolo (dont il était le suppléant), après la mort de celui-ci. La candidature UNM n'a pas été obtenue sans douleur. On parle, à Nantes, de « fausses primaires » entre Dominique Pervanche et Loïc Le Masne (UDF), challenger du maire socialiste Alain Chenard lors des dernières municipales.

Claude Poperen, membre du bureau politique, défend les couleurs du Parti communiste. Cinq autres candidats sont également en lice : un écologiste soutenu par le PSU, un jobertiste, un LCR et deux « indépendants ».

Située au nord de la Loire (parties est et nord de la ville, regroupant 100 000 électeurs environ), cette circonscription est essentiellement urbaine; très contrastée quant à sa composition sociologique. Les résultats des 26 avril et 10 mai illustrent cette disparité. Les quartiers du centre ayant, en général, accordé leurs suffrages aux candidats de droite, les électeurs des quartiers populaires de la « couronne » s'étant massivement prononcés pour la gauche. Au deuxième tour, François Mitterrand obtenait 51,55 % des voix (46,9 % en 1974; 47,1 % pour le PS en 1978).

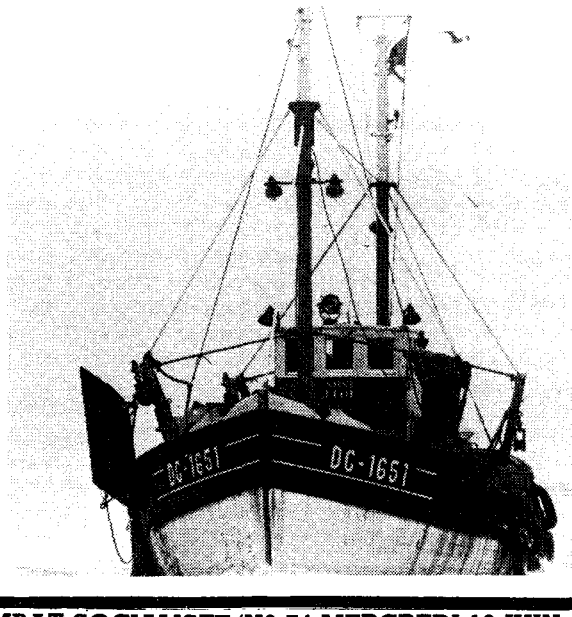
« J'ai passé deux heures, ce matin, sur le plus grand marché de Nantes. Manifestement, les gens ont envie de parler. Les positions sont d'ailleurs plus franches qu'auparavant. On vient, par exemple, au devant de nous, ou bien l'on refuse carrément nos tracts. Quoi qu'il en soit, tout le monde veut discuter. » Originaire du Nord, Jean Natiez est marié à une Nantaise. De formation chrétienne, agrégé d'histoire, il rejoint le PS au congrès d'Epinay. Elu en 1975 au comité directeur, sur la motion du CERES, il est premier secrétaire fédéral depuis le congrès de Metz. *« Nous avons bien réussi à remettre sur ses pieds la fédération, en crise depuis longtemps. La participation socialiste à la municipalité, dirigée à l'époque par la droite, avait laissé des traces... D'autre part, dans cette fédération très marquée par les luttes pour la laïcité, les premiers contacts avec les nouveaux militants d'origine chrétienne ne se firent pas tout de suite aisément. Nous nous sommes connus peu à peu dans le combat commun. »* Désormais, tous courants confondus, avec près de 1 800 adhérents fin 1980, la fédération tourne.

Il est évident qu'avec Eva Gendrault, candidate suppléante, adjointe au maire de Nantes, chargée des problèmes de l'école, Jean Natiez dispose d'une compétence indispensable. Le dossier scolaire étant l'un des plus importants que la future assemblée aura à examiner. De plus, la droite entend ici faire de l'avenir de l'école privée son cheval de bataille. *« Où est la liberté de choix,* réplique Jean Natiez, *lorsque plus de trente communes du département ne disposent que d'une école privée? Quand il n'y a même pas de lycée agricole public? »*

Le candidat socialiste tient encore à préciser qu'il est un adversaire acharné du projet de construction de la centrale nucléaire du Pélerin (à quinze kilomètres de Nantes). D'autant qu'à moins de dix kilomètres de là deux centrales classiques fonctionnent déjà — Cordemais et Cheviré.

« Dominique Pervanche ose parler de libertés quand, en sept ans, le nombre de chômeurs est passé de 4 000 à 7 000, ajoute Jean Natiez. *Il n'a, en fait, pour seul argument que la peur; nous avons pour nous l'élan populaire. »*

Frédéric LINDOR



A TOURS

Reprendre la parole

« *ROYER connais pas* » s'exclame un Tourangeau d'adoption, tout récemment débarqué. Paul Lussault, candidat du PS dans la première circonscription d'Indre-et-Loire, sourit. Il ne cache pas, quant à lui, que « *la personnalité très Ve République* » du député sortant, maire de Tours depuis 1958, soutenu par l'UNM, comptera dimanche prochain. Pour la première fois, depuis longtemps, la gauche, grâce aux candidats socialistes, peut battre la droite dans ce département. « *Mais ici la bataille sera plus chaude que dans les trois autres circonscriptions.* » Arlette Bosh, candidate suppléante, quarante-trois ans, institutrice, conseillère générale du canton de Tours-Est, insiste sur ce point.

La circonscription est très composite. Située au sud de la Loire, elle regroupe le centre historique de la ville, traditionnellement favorable à la droite, Saint-Avertin, quartier d'habitations pavillonnaires, qui a, peu à peu, perdu son image de marque résidentielle, et Saint-Pierre-des-Corps, deuxième gare de triage de France, municipalité communiste depuis 1920.

Le 10 mai, 54,17 % des électeurs donnaient la majorité absolue à François Mitterrand (46,1 % au deuxième tour des législatives en 1978.

« *Sur la lancée, nous sommes parvenus à faire une vraie campagne politique. Auparavant, nous nous sentions par trop contraints de nous déterminer selon Royer. Aujourd'hui, on vient nous voir pour discuter essentiellement des grands problèmes* », souligne Paul Lussault, cinquante-deux ans, Tourangeau d'origine, professeur de l'enseignement technique, ex-secrétaire fédéral (il a démissionné depuis quinze jours pour raison de mandat électoral). Il n'est manifestement pas mécontent de ce renversement des données politiques. Travail de longue haleine pour cette fédération (un peu moins de 1 000 adhérents) qui, depuis longtemps, cultive le débat, pratique une politique d'ouverture et de présence systématique sur le terrain. « *Les gens se sont habitués à considérer les socialistes comme leurs interlocuteurs. D'ailleurs, nous avons toujours été quelque peu en avance sur la progression nationale de notre parti.* » En 1976, en effet, le PS devenait, pour la première fois, la force principale de la gauche, en obtenant plus de 20 % des voix aux élections législatives partielles. En 1978, Royer, pour la première fois également, était mis en ballotage par le candidat socialiste (22,45 %)... « *On veut bien que cela continue,* dit Paul Lussault. *Si l'on tient compte du résultat des européennes (25,5 %) et de celui de la présidentielle, en cinq ans le Parti socialiste a gagné huit points.* »

Quant à la candidature Royer, il semble qu'un problème de succession se pose pour la droite. Ces élections ont visiblement bousculé des opérations en cours. Royer affiche des attitudes pour le moins surprenantes : il a d'abord soutenu discrètement Michel Debré, s'est ensuite montré aux côtés de VGE, il reçoit maintenant l'appui de Chirac. Tout se passe comme si, personne n'ayant confiance en personne, chacun entendait bien jouer, à terme, sa propre carte.

Jacques Vigier, maire de Saint-Pierre-des-Corps, représente le Parti communiste ; P. Olivier, le PSU ; Chantal Sornin, Lutte ouvrière. Se présentent également un candidat royaliste et un émule d'Eric Hinterman.

Les Tourangeaux sont d'un naturel réservé ; un maire comme Jean Royer n'a pas favorisé le dialogue, bien au contraire. Ils veulent, aujourd'hui, reprendre la parole.

Frédéric LINDOR

HENRI DELISLE
DANS LE CALVADOS

La percée des socialistes

HENRI DELISLE, actuel conseiller général et maire de Mézidon, devrait enlever à la droite la deuxième circonscription du Calvados, où Robert Bisson, soixante-douze ans, député RPR sortant, ne se représente pas. André Fanton, ancien secrétaire d'Etat chargé de la Défense nationale, a été envoyé sous l'étiquette UNM-RPR pour essayer de récupérer le siège. Deux candidates se présentent : Huguette Pouteau pour le Parti communiste et Francine Verge pour le PFN.

Essentiellement rurale, avec l'élevage laitier et ses célèbres fromageries, la deuxième circonscription du Calvados, la plus étendue du département, connaît dans le secteur industriel — les machines-outils et l'agro-alimentaire — un taux de chômage de près de 14 %.

Au cours de sa campagne, Henri Delisle visitera la plupart des cent quatre-vingt-six communes à raison de sept ou huit par jour, pour répondre aux questions des agriculteurs, dont l'hostilité envers l'ancien gouvernement n'a pas peu contribué à faire la différence dans la région le 10 mai. Ce jour-là, tout le département du Calvados a basculé en faveur de François Mitterrand, qui passait de 44,4 % en 1974 à 50,4 % en 1981, soit un gain de six points dans un département traditionnellement conservateur. Sur la deuxième circonscription, le Parti socialiste a progressé de 47 % aux élections législatives de 1973, à 48 % en 1978 et 52,4 % le 10 mai dernier. Avec ces résultats, Henri Delisle fait figure de favori.

En face de lui, André Fanton a débarqué de la capitale pour conserver le siège de Robert Bisson. Habitué des candidatures parachutées, André Fanton, alors député sortant de la neuvième circonscription de Paris en 1978, avait tenté sa chance à Poitiers contre le maire socialiste Jacques Santrot. Peine perdue. Le voici maintenant à Lisieux où il n'aura eu que quinze jours pour se faire connaître. Henri Delisle, maire de Mézidon depuis dix ans, devrait donner le siège aux socialistes le 24 juin prochain.

Bruno DELAPALME

DOM-TOM

Trois questions à Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat

LES départements et territoires français d'outre-mer (DOM-TOM) sont représentés à l'Assemblée nationale par 17 députés. 94 candidats se disputent les 11 sièges des DOM et les 6 des TOM. Les « coalitions » se présentent divisées à ce scrutin de la France du bout du monde(1).

Du côté de l'UNM, on ne trouve de candidature unique que dans sept circonscriptions. Du côté de la gauche, les primaires sont généralisées dans les départements, sauf à Saint-Pierre-et-Miquelon et dans les territoires où il y a plusieurs candidats qui se présentent sous l'étiquette « indépendantiste ».

L'électorat est depuis quelques années très largement favorable à la majorité sortante. On peut même parler de retournement. Deux exemples particulièrement significatifs . En Guadeloupe, en 1974, François Mitterrand avait obtenu 56,38 % des voix contre 43,61 % à son adversaire, lequel a obtenu, en 1981, 78,48 %. En Polynésie, Valéry Giscard d'Estaing était minoritaire (48,56 %), il y a sept ans. Le 10 mai dernier, il obtenait 76,71 %. D'autre part, sur les 17 députés sortants, il y a 9 RPR, 3 UDF, 1 PS et 4 non-inscrits. Ce résultat est la conséquence d'une politique dans laquelle le contrôle de l'information est un élément important. Il n'est pas le moindre. Henri Emmanuelli, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, qui vient d'effectuer un voyage en Guadeloupe, en Guyane et à la Réunion — et qui a l'intention de proposer qu'un jour par an soit chômé dans les DOM-TOM pour commémorer l'abolition de l'esclavage —, a répondu aux questions de *Combat socialiste*.

— Quelles conclusions tirez-vous de ce rapide voyage ?

— Il était urgent que j'aille là-bas, car on avait déformé nos positions. On avait parlé d'abandon des DOM-TOM. Je souhaite que le problème du statut cesse de masquer le vrai débat, qui porte sur les problèmes économiques et sociaux. Ce gouvernement représente un espoir de nouveau dialogue.

— Comment se déroule la campagne pour les législatives dans les départements d'outre-mer ?

— J'ai demandé qu'on respecte scrupuleusement la loi, et à ce jour il n'y a pas eu, à ma connaissance, d'incident.

— La gauche a un lourd handicap à remonter en outre-mer ?

— C'est vrai. Cependant le courant est en train de se renverser lentement. Mais cela ne se traduira pas forcément par des gains électoraux lors du scrutin.

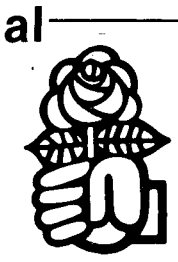
— Plus généralement, quelle va être votre politique en faveur des DOM-TOM ?

— On va essayer de faire en sorte que les gens travaillent chez eux, mais, compte tenu des problèmes démographiques, cela ne se fera pas en un jour.

Propos recueillis par Philippe LAURAND

(1) *Aux îles Wallis et Futuna et en Polynésie, le premier tour aura lieu le 21 juin; le second, le 28 juin pour Wallis et Futuna et le 5 juillet pour la Polynésie.*

Spécial PS



Déroulement de la journée

Léo-Lagrange où s'est tenu le congrès. Le décor de 1971 sera reconstitué.

• Les 11, 12 et 13 juin 1971 se déroulait à Epinay-sur-Seine un congrès qui a marqué l'histoire du socialisme français. Dix ans après, le PS entend célébrer cet événement. C'est pourquoi de nombreuses personnes sont conviées jeudi 11 juin : les membres du comité directeur, tous les parlementaires ayant exercé depuis Epinay, le comité national de soutien à François Mitterrand, les candidats aux législatives, les bureaux exécutifs fédéraux, les élus locaux.

La célébration de cet anniversaire se fera dans la salle

• 10 heures. Accueil des participants.
• Ouverture sous la présidence de Nicole Questiaux.
• Discours de bienvenue de Gilbert Bonnemaison, maire d'Epinay-sur-Seine.
• Intervention de Marcel Debarge, premier secrétaire fédéral de la Seine-Saint-Denis en 1971.
• Prise de parole de Jean Poperen.
• Film : *Dix ans d'histoire du parti.*
• Intervention de Pierre Mauroy.
• Discours de clôture de Lionel Jospin.

De gauche... ...à droite

Chirac devant sa boule de cristal

Jacques Chirac, comme naguère Valéry Giscard d'Estaing, doit regarder la France au fond des yeux et y voir ce que les Français eux-mêmes n'ont pas vu. Il leur apprend que le vote du 10 mai fut « *seulement un vote de circonstance* ». Il a affirmé, lundi, à Guéret dans la Creuse, que les Français n'avaient pas voulu, en élisant un président de la République socialiste, « *dire que tout ce que la Ve République avait réalisé en vingt-cinq ans était globalement condamnable* ». Malheureusement pour lui, depuis le 10 mai, et selon ses dires, il ne voit que du « flou ».

Giscard : « Ne m'oubliez pas ! »

Valéry Giscard d'Estaing a fait savoir, lundi à Chanonat, qu'il « *accompagnerait* » Claude Wolff, candidat de l'UNM, dans sa campagne électorale (deuxième circonscription du Puy-de-Dôme). Il a tenu à préciser que sa participation n'aurait pas un « *caractère public* » et qu'il ne prendrait pas la parole dans des réunions publiques. Cependant, lundi, lors d'un buffet campagnard organisé dans la salle des fêtes de Beaumont, près de Clermont-Ferrand, il a rappelé les idées essentielles qui, selon lui, doivent soutenir une politique. Elles sont au nombre de cinq, et, « *si l'on reste attaché à ces cinq idées comme aux doigts de la main, on pourra tracer sur cette main une ligne de chance* », a-t-il conclu. Les cinq idées : liberté, solidarité, justice, progrès et dignité...

• **Mgr Jean Orichampt**, évêque d'Angers, a désapprouvé l'acte de candidature du père Michel Robichon, vicaire de la paroisse Saint-Serge d'Angers, qui se présente à Cholet sous les couleurs du PSU pour les élections législatives.

• **Michel Rocard** a affirmé vendredi à Millau (Aveyron) que l'arrêt de l'extension du camp du Larzac n'était pas une « *défaite de l'armée française.* »



ET MAINTENANT LE CHANGEMENT

... mais les socialistes n'en parleront-ils qu'à voix basse ?

Depuis le 10 mai, la France s'est éveillée à l'espoir. Dans la victoire pour le changement, les socialistes ont pris la part essentielle. Et avec eux, leur quotidien "Combat socialiste".

Ce changement, il s'agit maintenant de le construire. Jour après jour. Ce sera une bataille longue et difficile. Elle sera l'oeuvre de François Mitterrand, du gouvernement et de la nouvelle Assemblée nationale. Elle sera menée au niveau de l'Etat, mais aussi dans les régions, dans les communes, dans les entreprises. Avec tous les militants et les élus socialistes.

Elle sera également menée sur le plan de l'opinion publique. Le Parti Socialiste doit pouvoir se faire entendre. Chaque jour. Et de sa propre voix. Il ne peut, sans risques pour l'avenir, confier à d'autres le soin d'exprimer ses positions et ses propositions. C'est pour lui donner la parole que "Combat socialiste" a été créé.

Notre quotidien a été voulu par les militants socialistes. Il s'est affirmé en dépit de l'extrême pauvreté de ses moyens. A force de volonté. Il est aujourd'hui devant un choix : grandir, prendre toute sa place, être digne de la première formation politique de France, ou renoncer.

Nous avons gagné le 10 mai. Nous allons gagner les 14 et 21 juin. Nous voulons aussi gagner la bataille du quotidien. Cela dépend de vous. Pour grandir, pour trouver les moyens de son expansion, pour faire sa percée parmi les grands quotidiens nationaux, "Combat socialiste" a besoin, avant la fin du mois de juin, de 5000 abonnés nouveaux. Il le faut, absolument.

Participez dès aujourd'hui à la campagne «5000 abonnés pour l'avenir»

Combat SOCIALISTE

Le quotidien des socialistes

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI

☐ **Abonnement d'un an : 550 francs.**

☐ **Abonnement de soutien : 1 000 francs.**

☐ **Abonnement de 6 mois : 300 francs**

☐ **Abonnement d'un an par paiement trimestriel : payez 150 francs tout de suite pour le premier trimestre ; les trois autres trimestres (150 × 3) seront prélevés automatiquement sur votre compte bancaire ou postal (un formulaire spécial vous sera envoyé).**

ABONNEMENT COUPLÉ :

« COMBAT SOCIALISTE », 5 jours
« L'UNITE », hebdomadaire, le 6e jour.

☐ Un an : 650 francs.
☐ 6 mois : 360 francs

REDIGEZ VOTRE CHEQUE
à l'ordre de *Combat socialiste*
7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris

Nom ..... **Prénom** .....

Adresse.....

.....

LES NOUVELLES DU PAYS

En direct...

• DE NORMANDIE : des journalistes écrivent à François Mitterrand.

Jean-François Baudu, dernier président de la Société des journalistes de *Paris-Normandie*, et Claude Virlouvet, ancien secrétaire général de la section normande du SNJ, ont adressé au président de la République, François Mitterrand, une lettre dans laquelle ils lui rappellent que depuis mai 1972 il a suivi *avec attention les événements qu'a entrainés la prise très contestée du quotidien régional* Paris-Normandie *par Robert Hersant (...) et le combat loyal qu'ont tenté les journalistes pour maintenir une information honnête et diversifiée* ».

« *Dans cet affrontement à armes trop inégales, la rédaction, qui comptait cent onze journalistes professionnels, tomba à soixante-seize membres. Au 31 décembre 1976, un dernier carré de trente journalistes quitta le journal sur clause de conscience, devant la mise en demeure frontale de Robert Hersant : se soumettre à son orientation politique ou partir* ».

Lors de sa venue à Evreux en mars 1977, François Mitterrand fut interrogé par Jean-François Baudu sur l'action qu'il entendait mener face aux concentrations de presse si la gauche arrivait au pouvoir.

« *Votre réponse fut chaleureuse, sans équivoque sur votre décision d'agir pour condamner l'emprise Hersant et redonner toute leur indépendance aux journaux accaparés. Réponse porteuse d'espoir pour des journalistes demandeurs du respect de la loi et d'un concrète liberté de la presse. (...) Aujourd'hui donc, nous venons vous dire que nous même, ainsi que de nombreux journalistes parisiens et de province, en appellent à la justice retrouvée pour que la presse trustée, écrite et audiovisuelle, en Normandie et ailleurs, soit rendue aux citoyens dans sa pluralité, son indépendance et sa liberté.* »

• D'OCCITANIE : l'UPO s'adresse aux candidats députés.

L'Union del poble d'Oc (UPO), ce nouveau « front occitan », qui regroupe 90 % des organisations politiques proprement occitanes, a adressé à tous les candidats aux législatives un texte dans lequel elle exprime ses revendications. Au second tour, les occitanistes « *se rallieront au candidat unique de la nouvelle majorité présidentielle, considérée comme plus capable que l'ancienne majorité giscardienne de satisfaire les aspirations politiques, économiques et culturelles des provinces occitanes* ».

Ce texte demande la reconnaissance officielle de la diversité des peuples de France; la création d'un ministère des Cultures et la mise en place d'une politique linguistique; l'instauration d'un conseil permanent de coordination entre les régions occitanes (elles-mêmes redéfinies et restructurées), conseil domicilié en Occitanie, composé d'élus des régions, disposant de fonctionnaires propres et chargé d'élaborer un plan cohérent de promotion culturelle, économique, sociale et politique pour l'Occitanie; enfin, un train de mesures diverses permettant, entre autres, aux Occitans de trouver du travail chez eux.

Le texte demande par ailleurs au gouvernement de prendre sans plus attendre des mesures urgentes : abrogation de l'article 8 du décret du 26 janvier 1981 et reconnaissance totale du pacte de l'ONU sur les droits des minorités; révision des cahiers de charges des sociétés de programmes de télévision et de radio, afin que l'occitan entre à la télévision; organisation de la rentrée scolaire de manière à favoriser la pratique et la connaissance de l'occitan; libération des prisonniers politiques, préludant à la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat; rétablissement du statut de réfugié politique; régionalisation du recrutement de la fonction publique; sauvegarde des productions occitanes dans le cadre actuel du Marché commun.

Pierre Lalumière à la décentralisation

C'est Pierre Lalumière qui a été nommé délégué ministériel pour la décentralisation, auprès de Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'Interieur et de la Décentralisation. Mari de Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargée des fonctions publiques et des réformes administratives, il est enseignant à l'université de Paris-I, spécialiste des finances publiques.

Né en 1930 à Bordeaux-Cauderan, il est agrégé de droit et enseigne également à l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Il est maire du Bouscat, dans la banlieue bordelaise, et conseiller de la Communauté urbaine.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

La station du grau de Vendres

Cap-d'Agde des pauvres ou riche ghetto au soleil?

Avec le début des années 1980, un vent nouveau souffle-t-il sur l'aménagement du littoral ? C'est du moins l'impression qui ressort des déclarations de l'équipe interministérielle qui, depuis maintenant près de vingt ans, remodèle la côte languedocienne. Elle veut, dit-elle, réaliser au grau de Vendres, entre Narbonne et Béziers, une station qui ne ressemble en rien aux précédentes, qui soit, pour reprendre l'expression de l'une d'elle, un véritable « anti-Cap-d'Agde ». Mais est-il possible de conjuguer qualité de la construction et tourisme social, « vacances de masse » et respect de la nature ? Les élus socialistes posent la question et tentent d'apporter la réponse.

DEUX CENTS hectares, trois petits ports, de nombreux plans d'eau, des constructions « en dur » peu nombreuses et surtout qui s'intègrent fort bien au site, le tout axé autour d'une île aménagée de toute pièce c'est sûr, la station du grau de Vendres, dessinée par l'architecte Jean Lecouteur, devrait présenter un visage très différent de ses « sœurs » du golfe du Lion.

« Bronze-cul de l'Europe »

Un projet à ce point en rupture avec les réalisations précédentes — aussi bien au niveau de la densité, de la hauteur des bâtiments que de la place respective des constructions « en dur » et des campings — qu'il finit par laisser comme un arrière-goût d'autocritique. Parce qu'enfin, proposer aujourd'hui pratiquement le contraire de ce qu'on a fait depuis 1963 à La Grande-Motte, au Cap-d'Agde, à Port-Leucate, à Port-Barcarès, etc., c'est pour le moins, porter un jugement implicite quelque peu nuancé sur ce que l'on a pu appeler les « années folles » de l'aménagement du littoral.

Manifestement, les critiques conjuguées des écologistes, des régionalistes et de certains élus — dont Georges Frèche, le maire socialiste de Montpellier — contre le « *mur de béton* », *le bronze-cul de l'Europe* », ont fini par porter leurs fruits, par forcer la porte des bureaux ministériels.

Aujourd'hui, si tout le monde, ou presque, est d'accord pour construire cette nouvelle station du grau de Vendres — parce que les capacités d'accueil, l'été, ne sont pas suffisantes, parce que l'industrie du bâtiment a besoin d'un nouveau grand chantier à la veille de l'achèvement des autres stations du littoral —, on veut, du côté des élus, tier les leçons du passé. Comme l'explique Max Vega Ritter, le responsable de la commission aménagement du littoral de la fédération socialiste de l'Hérault, « *si nous sommes prêts à dire oui à une nouvelle station, c'est à quatre conditions. Il faudra qu'on maintienne un accès libre au rivage ; qu'en tant que base de loisirs elles soit ouverte aux gens du pays ; qu'elle respecte le site naturel, enfin, qu'elle ait un caractère social important, sans être pour autant un ghetto de vacances populaires* ».

Risque de spéculation

Si, sur les trois premières de ces « conditions »,



Max Vega Ritter

un accord a été facilement trouvé avec les hommes de Pierre Racine, le président de la Commission d'aménagement du littoral Languedoc-Roussillon, en revanche, sur la dernière, des difficultés subsistent. D'abord en raison du passé : au départ, le cahier des charges du Cap-d'Agde, par exemple, ne prévoyait-il pas un certain nombre de clauses, qui n'ont jamais été respectées, concernant justement le nombre de « lits » sociaux, les limites d'extension de la station, etc. ? Aussi, aujourd'hui, pour ce qui est du grau de Vendres, des méfiances subsistent, des engagements précis sont demandés.

Mais le plus important n'est pas là. Non, ce que les élus socialistes craignent, c'est que, compte tenu des infrastructures nécessaires à la construction du grau de Vendres — en particulier les soixante-dix millions pour le rééquilibrage de l'Aude —, le prix du terrain équipé n'atteigne des chiffres qui dépassent largement les possibilités financières des organismes de tourisme social.

Aussi, à la SEBLI, la société d'économie mixte qui devait être le maître d'ouvrage de la station de l'embouchure de l'Aude, on avance des « solutions » pour pallier cet inconvénient. On envisage, par exemple, de réduire au maximum les équipements collectifs pour pouvoir « passer » dans une fourchette de prix acceptables. Mais, dans ce cas, ne va-t-on pas construire à Vendres le « *Cap-d'Agde des pauvres* », une véritable station balnéaire au rabais ? Autre solution proposée : construire, au centre de la future station, un ensemble résidentiel luxueux qui permette d'amortir les coûts importants des infrastructures. « *Une façon de reproduire les discriminations sociales de nos villes, avec un centre réservé aux couches aisées de la population et une périphérie pour les plus défavorisés* », commente Max Vega Ritter.

Mais alors ? « *Avec les moyens financiers dont disposent actuellement les grands organismes de vacances populaires,* poursuit le responsable socialiste, *si l'Etat ne fournit pas un effort, la station du grau de Vendres risque fort de n'être qu'un* ghetto au soleil. »

Robert MÉNARD

ALSACE

Strasbourg dans l'opposition

«Ils vont nationaliser la Banque de France aussi?»

STRASBOURG, ville au cœur de l'Europe et qui se verrait si bien le siège permanent du Parlement européen, Strasbourg riche et opulente, était inquiète dans ses murs. « *Mes ventes sont suspendues depuis le début de la semaine, si cela continue, il ne me reste plus qu'à mettre la clef sous la porte !* » A la déprime de cette boutique de soins esthétiques répondait l'accroissement vertigineux de la vente des bijoux de haut de gamme ; tous deux signes d'une angoisse à peine dissimulée de la bonne bourgeoisie strasbourgeoise.

Strasbourg a bien changé depuis quelques années. Elle a continué à s'embellir grâce à une politique de rénovation du centre-ville et elle cherche à accentuer l'attrait commercial par de gros travaux d'aménagement routier. La conséquence ? Le phénomène classique : les anciens habitants, population ouvrière, immigrés et étudiants rejetés du vieux quartier de la « Petite France », par exemple, vers la périphérie. Strasbourg se doit d'être une ville belle et aseptisée, les marginaux n'y ont guère de place. Ils s'accrochent pourtant.

« *Je suis chômeur depuis plus d'un an. J'ai faim* », proclame une pancarte au pied d'un homme assis dans une des plus grandes artères de la ville. Un abri de carton place de la Gare ! Une femme de soixante ans habite ce réduit près de l'escalator de cette place entièrement restructurée. Elle vend des dessins naïfs pour subvenir à ses maigres besoins et elle vous raconte ses relations par télépathie avec saint Josuel. Un discours mystique relativement incohérent qui mêle la fille de Staline aux prescriptions saintes, mais d'où il ressort parfois des réflexions sensées sur la situation actuelle. Oui, elle a eu très froid cet hiver. Non, elle n'est pas allée voter. Une déséquilibrée peut-être, une marginale rejetée sûrement !

Les rues piétonnes sont noires de monde. Le commerce marche bien à Strasbourg : les marks et les francs suisses font merveille. On se presse, on se bouscule dans ces rues sans voitures et... sans bancs. Ils seraient peut-être occupés par des chômeurs, des clochards ou des jeunes loubards. Cela pourrait gêner les touristes en train de photographier la cathédrale en dentelle de grès rose !

Depuis le 10 mai, Strasbourg est dans l'opposition. Voilà qui n'est pas habituel et accentue le désarroi alimenté par des rumeurs aussi angoissées qu'absurdes. « *Dans les Vosges, un paysan a tué toutes ses poules : mieux vaut se prémunir contre les effets du collectivisme !* Mais l'illustration la plus probante du réflexe de peur soigneusement entretenu par la droite concernant la politique de François Mitterrand, c'est la réflexion de cette vieille Alsacienne sans doute peu fortunée : « *Aber ob alli bank nationaliziert, esch's namlig fers Banque de France ?* (Si toutes les banques sont nationalisées, la Banque de France aussi ?).

Jean-Luc MARCHAL

Les bons résultats de la vente par correspondance

Allo, j'achète...

De toutes les formes de commerce, la vente par correspondance (VPC) est celle qui enregistre les plus forts taux de progression. En 1980 encore, elle a amélioré son chiffre d'affaires de 16,7 %, contre 12,3 % pour l'ensemble du commerce et 14,2 % pour les hypermarchés, tandis que l'inflation atteignait 13,6 %. Ce mode de distribution représente 2,5 % des ventes du commerce de détail (produits pétroliers exclus) et touche une vaste clientèle : un foyer sur deux achète par correspondance, au moins occasionnellement.

DERRIÈRE ces chiffres, publiés jeudi 4 juin par le syndicat des entreprises de « VPC », des sociétés, des catalogues, des motivations variées.

60 % du chiffre d'affaires correspondent aux catalogues à assortiment multiple — ceux de grosses entreprises comme La Redoute ou Les Trois Suisses. Des sociétés performantes, informatisées, qui ont assimilé les nouvelles techniques, pratiquent la vente par téléphone, participent aux expériences télématiques de vente sur écran, gèrent, sur tout le territoire, des points de commande et de livraison. Elles utilisent habilement les armes de la communication publicitaire. Ne les voit-on pas, ces temps-ci, se servir de la hausse des prix comme argument de leurs messages... « *Achetez maintenant aux prix de janvier dernier...* »

Mais la vente par correspondance, ce sont aussi des entreprises moyennes ou petites, proposant des catalogues spécialisés, des tirages spéciaux d'ouvrages, des revues, ou vendant au coup par coup, sur mailing.

La formule plaît. Elle n'est pas, comme on pourrait le penser, surtout appréciée en province, dans les zones rurales. La clientèle rajeunit, l'offre se diversifie. Qu'achète-t-on par correspondance? Beaucoup d'articles textiles (43 % du chiffre d'affaires), mais aussi des articles pour la maison; des produits alimentaires, des bijoux, des appareils photo-ciné son, des livres ou des disques... L'acheteur a le droit de changer d'avis et de renvoyer tout article qui ne lui donne pas satisfaction.



La consommation au bout du fil, une manière d'acheter de plus en plus répandue. (Photo Pascal Lebrun)

Des tonnes de papier, des milliers de colis circulent de part et d'autre et représentent 10 % du trafic postal français. Deuxième client de la poste, derrière les banques, les VPC ne peuvent se passer de ce service public et s'intéresse de très près à son devenir. C'est symboliquement dans les locaux du musée de la Poste, à Paris, que se tenait jeudi 4 juin l'assemblée générale du syndicat. Invité à cette manifestation, le ministre des PTT, Louis Mexandeau, a tenu à rassurer les professionnels : il s'attachera à améliorer l'efficacité de la distribution postale, à pratiquer le dialogue et la concertation : « *Je sais le rôle important que vous jouez dans l'activité de la poste* », a-t-il déclaré, « *le catalogue est un support de rêve, parfois même un élément de culture. L'amélioration du service public sera mon souci constant.* »

Béatrice LAMARTHE

Le SMIC et ses répercussions sur les autres salaires

QUELLE sera l'incidence de la hausse du SMIC sur le niveau général des salaires ? Le mécanisme mis en place pour alléger les charges sociales incite fortement les entreprises à ne répercuter la hausse qu'aux seuls salaires inférieurs à 1,2 fois le SMIC, c'est-à-dire 3 490 francs (voir *Combat socialiste* du 5 juin).

Par ailleurs, le gouvernement a « *fermement* » engagé les entreprises et les syndicats à « *limiter fortement* » la répercussion de l'augmentation du SMIC sur la hiérarchie des salaires. Matignon rejoint ainsi les positions de la CFDT. Pour la centrale de la rue Cadet, le relèvement du SMIC ne doit toucher que les salariés du bas de l'échelle. Quant aux autres salaires, il convient d'engager dans les meilleurs délais des négociations de branches et des accords d'entreprise.

Pour réajuster les salaires bien sûr, mais surtout pour refondre les grilles. Rappelons que la CFDT se prononce pour un éventail de salaires de 1 à 6. Dans l'immédiat, la CFDT a fait des calculs sur le coût salarial entraîné par la hausse du minimum de croissance sur la base d'une répercussion jusqu'à deux fois son montant.

La CFTC, elle, préconise la mise en place d'une garantie minimale pour tous de 265 francs, différence entre le nouveau et l'ancien SMIC. Une telle mesure aurait pour effet de réduire l'échelle

La CGT met en avant un resserrement de l'écart hiérarchique de 1 à 5 et ce avant impôt. FO et la CFE-CGC n'avancent aucun chiffre.

Le syndicat des cadres souhaite néanmoins une révision des classifications dans les conventions collectives ainsi que le maintien d'une hiérarchie incitatrice.

Les consultations qui s'ouvrent dans le secteur public avant le relèvement de juillet vont donner la couleur. On attend aussi les négociations qui devraient se tenir prochainement dans les différentes branches professionnelles. Pour l'instant, on en reste aux conjectures.

Officiel: relèvement du SMIC

LE *Journal officiel* a publié, dimanche, le décret du 5 juin 1981 portant relèvement à compter du 1er juin du salaire minimum de croissance en métropole et dans les départements d'outre-mer.

En métropole, son montant sera porté à 16,72 francs de l'heure.

Dans les départements d'outre-mer, les salaires individuels ne pourront être inférieurs à : 16,7 francs de l'heure dans le département de Saint-Pierre-et-Miquelon; 546,75 francs par semaine pour quarante heures de travail effectif dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique; et, dans le département de la Réunion, 510,14 francs par semaine pour quarante heures de travail effectif dans les professions autres que les professions agricoles rémunérées à la tâche.

A compter également du 1er juin 1981, le montant du minimum garanti est fixé à : 9,54 francs en métropole et dans le département de Saint-Pierre- et-Miquelon; 8,12 francs dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique; et 6,66 francs dans le département de la Réunion.

Oui au canal Rhin-Rhône

LE projet de liaison Rhin-Rhône « *est économiquement vital pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et pour les autres régions concernées. A terme, il constitue l'un des meilleurs moyens de relance de l'activité voulue par le gouvernement. Il y aura au préalable toutes les consultations nécessaires* » a déclaré Gaston Defferre, à l'issue de la réunion du conseil municipal de Marseille, samedi 6 juin. Ces propos font suite aux déclarations d'Alain Bombard, secrétaire d'Etat à l'Environnement qui s'était prononcé contre le projet.

« *Au demeurant l'opposition des écologistes était connue quand le Parti socialiste s'est prononcé. Mais le projet présente un tel intérêt pour la nation qu'il est indispensable qu'il soit réalisé* » devait ajouter le ministre de l'Intérieur.

BREF

Les négociants en grains inquiets

La Fédération française du commerce des grains souhaite, devant la hausse continue des taux d'intérêt, une concertation avec les pouvoirs publics sur le problème urgent du financement des stocks de céréales. Dans une lettre adressée à Pierre Mauroy, les négociants demandent aux pouvoirs publics de bénéficier soit des prêts du Crédit agricole, soit un alignement des taux des autres banques sur ceux du Crédit agricole.

• **Les organisations agricoles** qui n'étaient pas reconnues par le précédent gouvernement seront reçues ce mercredi par Edith Cresson, ministre de l'Agriculture. Constituée officiellement jeudi dernier, la Confédération nationale syndicale des travailleurs paysans (CNSTP) regroupera désormais le syndicat des paysans-travailleurs créé en 1973, le mouvement syndical des travailleurs paysans créé en 1977, et quatre formations syndicales issues des départements des Deux-Sèvres, de la Côte d'Or, de la Manche et de la Savoie.

La route des céréales réouverte

LES Etats-Unis et l'URSS ont renoué lundi à Londres leurs négociations céréalières après une interruption d'environ quinze mois due à l'intervention soviétique en Afghanistan. Les délégations officielles des deux pays se sont réunies au siège de la mission commerciale permanente de l'URSS en Grande-Bretagne, afin d'étudier les possibilités, d'une part, de nouveaux achats soviétiques de blé et de maïs américains d'ici à la fin septembre et, d'autre part, de négocier un nouvel accord bi-latéral pour les cinq prochaines années. Cette reprise des contacts bilatéraux est consécutive à la levée de l'embargo annoncée en avril dernier par le président Reagan.

Les jeunes dirigeants satisfaits de la hausse du SMIC

LE Centre des jeunes dirigeants (CJD) se déclare « *satisfait* » de constater que c'est « *finalement l'hypothèse modérée qui a été retenue pour la hausse du SMIC.* »

Sur le plan financier, le CJD se déclare convaincu que l'augmentation des charges des entreprises pourra être absorbée de manière satisfaisante grâce à un effort supplémentaire de productivité. Effort qui ne pourra cependant être fourni que par « *les entreprises qui auront la volonté et la capacité de mobiliser les hommes* ».

La CFDT favorable à la nationalisation des banques

La fédération de la banque CFDT, qui vient de tenir son congrès national à Tourcoing (Nord), a adopté une motion politique invitant le personnel des banques à « *voter au premier tour des législatives pour les candidats du mouvement ouvrier de leur choix* ».

La nationalisation des banques a été l'un des principaux thèmes abordés par les congressistes : cette nationalisation devrait, selon la CFDT, se traduire par une régionalisation du secteur bancaire, qui pourrait ainsi devenir « *un instrument de financement des investissements régionaux* ».

• **LA QUASI-TOTALITE** des 100 salariés de l'usine lorientaise de l'entreprise de peinture Lappartient poursuit le mouvement de grève entamé le 3 juin. Cette grève « *pour le maintien des droits acquis* » résulte d'un désaccord entre la CFDT (90 % du personnel) et la direction de l'entreprise sur le niveau de la « *prime d'intéressement* », dont le montant a été ramené en un an de 120 francs à 11,40 francs, en dépit d'un accord prévoyant une réévaluation annuelle, en fonction du coût de la vie.

• **VAGUE DE SUPPRESSIONS** d'emplois dans le groupe Dames de France. Selon la CGT, 115 postes de travail sont menacés aux Dames de France, dont 48 à Tours (Indre-et-Loire), 22 à Châteauroux (Indre), 24 à Bourges (Cher) et 21 à Lisieux (Calvados).

• **Les prix** ont augmenté de 0,9 % en mai, selon l'indice des prix de la CGT. En un an, la hausse des prix est de 15,5 %, et de 6,5 % par rapport au 1er janvier 1981.

• **149 licenciements** dans la machine-outil dans la région lyonnaise. La direction de la société Berthiez, du groupe SNECMA (moteurs d'avions), spécialisée dans la fabrication de rectifieuses et de tours verticaux à commandes numériques, a annoncé son intention de licencier 149 de ses 440 salariés, en raison de commandes insuffisantes.

• **Rectificatif :** Dans notre article *Querelle de chiffres autour du SMIC*, du 8 juin, il fallait lire : « *...si l'on s'appuie sur le modèle METRIC, l'effet n'est plus que de 0,9 % (au lieu de 0,3 %), soit un surcroît de masse salariale entre cinq milliards et cinq milliards et demi* ».

Les urgences de la fonction publique

OUVERTURE cette semaine du dossier de la fonction publique. En recevant vendredi 5 juin les sept syndicats de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FEN et Autonomes), Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat chargée de la Fonction publique et des réformes administratives, a procédé à un large tour de table où les questions salariales ont tenu la vedette.

L'autre grand sujet de préoccupation : les créations d'emplois dans la fonction publique et la titularisation des personnels sera examiné lors de rencontres ultérieures. Les vacataires, auxiliaires et autres, hors statuts — on dénombre plus d'un millier de statuts différents dans la fonction publique — se comptent par centaines de milliers.

Le Conseil des ministres du 10 juin concrétisera les promesses tenues pendant sa campagne par François Mitterrand. Il y sera annoncé le premier volet d'un vaste plan de titularisations et de créations d'emplois. Certains trouveront timides les mesures annoncées. Car la gestion du personnel obéit dans la fonction publique à des règles précises. On ne recrute pas du jour au lendemain : pour les catégories du bas de l'échelle, le recrutement se fait essentiellement par concours. Pour nombre d'entre eux, les inscriptions sont closes, et accroître le nombre des postes offerts n'est donc pas chose facile. Il faut savoir aussi que lorsqu'on ouvre un concours externe il faut ouvrir parallèlement un concours interne.

On ne peut donc mettre au collectif budgétaire de juillet des créations de postes qu'on ne pourra pas pourvoir. Plus encore, on ne peut en même temps vouloir résorber l'auxiliariat et recruter du personnel auquel on ne pourra accorder, compte tenu des contraintes techniques précitées, que le statut d'auxiliaire.

La réunion, le 12 juin, du Conseil supérieur de la fonction publique, sous la présidence de Pierre Mauroy, permettra, entre autres, de faire un premier point sur ce sujet.

C'est quatre jours plus tard, le 16 juin, que l'on discutera salaires. Catherine Lalumière recevra à nouveau les syndicats. On sait que l'accord salarial qui régit les salaires dans la fonction publique est arrivé à expiration le 1er avril dernier.

Le gouvernement prendra, d'ici à la grande négociation salariale qui se tiendra en septembre, des mesures conservatoires. Un décret revalorisera les salaires avec effet au 1er juillet, pour tenir compte de l'inflation du trimestre, avec sans doute un coup de pouce en plus. Pour leur part, les syndicats ont chacun une idée précise sur la valeur du relèvement de juillet (voir d'autre part). Mais le plus important pour eux sera la négociation de septembre, où l'on fixera un nouveau contrat salarial. Autre chapitre important de la rencontre de septembre : la mise en chantier d'une nouvelle grille indiciaire, la durée et les conditions de travail. Dès juillet, le gouvernement pourrait d'ailleurs prendre une mesure pour abaisser la durée du travail. Elle est actuellement de quarante et une heures hebdomadaires en moyenne.



Le 26 mars dernier, les fonctionnaires étaient dans la rue. (Photo F. Pitchal)

Elf paiera des embauches

C'EST sans doute mercredi que seront annoncées, à l'issue du Conseil des ministres, les modalités de la taxation exceptionnelle pour les banques et les compagnies pétrolières prévues pour financer la création d'emplois dans le secteur public et dans le secteur privé.

Au ministère du Budget, où l'on a chiffré à quelque cinq milliards le coût de ces mesures en faveur de l'emploi, on travaille activement pour fixer le taux de cet impôt. Concernant les banques, on ne savait pas encore exactement en fin de semaine selon quelles modalités leurs profits seraient taxés.

Pour les sociétés pétrolières, mis à part les sociétés françaises et étrangères de raffinage qui affichent des résultats déficitaires, il s'agirait en fait de taxer ELF et dans une moindre mesure, ESSO.

Ces deux sociétés, estime-t-on au Budget, bénéficient, en effet, d'une situation de rente provenant de l'exonération jusqu'à fin 1980 de la redevance des mines pour les gisements de gaz de Lacq (ELF), pour les gisements de pétrole de Parentis (ESSO) de à Vic-Bilh (exploité conjointement par les deux sociétés et qui se trouve dans les Pyrénées-Atlantiques). En outre, les prix de vente pratiqués par ces deux sociétés pour ces produits étant sans cesse alignés sur ceux de l'OPEP, ils sont l'occasion d'importants profits.

A la consommation, le prix du gaz n'ayant pas été relevé depuis mars 1981, date à laquelle l'augmentation autorisée avait été de 5 %, Gaz de France, de son côté, a demandé aux pouvoirs publics de pouvoir prochainement relever ses tarifs. L'entreprise nationale qui chiffre son déficit pour 1981 à quatre milliards de francs compte tenu de la hausse du dollar non répercutée, souhaiterait un relèvement de l'ordre de 20 %. Il se pourrait que cette augmentation soit annoncée dans les prochains jours, mais échelonnée sur plusieurs mois.

D.F.

• *Avec 665 millions de m³/an, Lacq fournit 27 % de la consommation française de gaz. Le budget de 1981 prévoyait déjà de mettre fin à cette exonération fiscale.*

Les syndicats proposent

CGT

• **Salaires :** hausse immédiate de 3 % au titre du rattrapage sur 1980, plus 3 % pour le maintien du pouvoir d'achat au 1er juillet prochain. Pour les bas salaires, la CGT préconise un relèvement de 20 % du minimum actuel pour arriver à environ 3 500 francs. Enfin, la centrale réclame un acompte à valoir immédiat de 500 francs.

• **Emplois :** 420 000 créations en global dont 50 000 dans les PTT, 100 000 dans les communes, 120 000 pour la Santé et 150 000 dans les autres ministères.

Le nombre de salariés à titulariser dans la fonction publique s'élève, selon la CGT, à 800 000 personnes dont 40 000 dans les PTT, 80 000 à la Santé, ainsi que 37 % des 650 000 employés communaux.

• **Urgent :** arrêter tous les licenciements prévus, reconduire tous les contrats, rendre permanents les emplois précaires, avec titularisation de tous ces emplois.

CFDT

• **Salaires :** ne pas accorder le même pourcentage d'augmentation à tous les niveaux pour ne pas accroître les inégalités.

• **Emploi :** les besoins, chiffrés à 250 000 il y a cinq ans, sont actuellement en cours de révision.

CFE-CGC

• **Salaires :** appliquer un pourcentage de hausse identique au bas de l'échelle pour les petites catégories. Augmenter les traitements au 1er juillet en tenant compte de la hausse du coût de la vie. Ajouter une provision sur les augmentations à venir dans les trois mois (5,5 à 6 %). Maintien uniforme du pouvoir d'achat.

• **Emplois :** le syndicat ne propose pas de chiffre global mais rejoint le gouvernement pour la création de 210 000 emplois.

• **Urgent :** consultation sur les réformes de structures avant qu'elles ne soient soumises au Parlement.

Fédération générale autonome des fonctionnaires

• **Salaires :** revalorisation des salaires au 1er juillet par décret et en Conseil des ministres. Fixation du taux le 16 juin. Coup de pouce pour les salaires du bas de l'échelle. Pas de chiffre à proposer. Par ailleurs, la fédération demande au gouvernement de prendre des mesures conservatoires en attendant la négociation de fond en septembre sur les salaires, la refonte de la grille indiciaire et les conditions de travail.

• **Emplois :** pas de chiffre sur les besoins en création d'emplois pour chaque secteur de la fonction publique. Par contre, pour les salariés en situation précaire, la fédération recense 500 000 personnes à titulariser à plus ou moins brève échéance dont : 35 000 à 40 000 personnes à l'Equipement, 15 000 à 20 000 personnes aux Finances, 65 000 personnes aux PTT.

CFTC

• **Salaires :** compensation des prix sur mai et juin, demande d'un acompte forfaitaire pour tous les fonctionnaires qui constituerait un à-valoir.

FO

Salaires : Force ouvrière ne chiffre jamais.

Emplois : 450 000 non titulaires, vacataires ou contractuels recensés. Calendrier à mettre au point pour résorber tous les hors-statuts. Possibilité de titulariser immédiatement 5 700 personnes dans les PTT (dont 3 000 aux Télécommunications).

Les fonctionnaires au secours des chômeurs

CATHERINE LALUMIERE, secrétaire d'Etat à la fonction publique, estime que l'indemnisation des chômeurs du secteur privé relève d'un effort de solidarité nationale auquel *« tout le monde doit participer, les salariés et les autres »*.

C'est ce qu'elle a déclaré samedi dans une interview au *Quotidien de Paris*, n'excluant pas, à terme, que les fonctionnaires soient appelés, par le biais d'une cotisation, à contribuer à cet effort.

« Cependant, a-t-elle insisté, *des mesures en ce sens ne pourraient être envisagées qu'après une réforme de la fiscalité pour réduire les inégalités, et devraient faire l'objet de discussions avec les partenaires sociaux. »*

Devant l'aggravation du chômage et des problèmes que cela pose à l'Unedic, l'organisme paritaire qui gère le régime d'assurance chômage, l'idée de demander une cotisation aux fonctionnaires avait été lancée par le gouvernement de Raymond Barre il y a quelques mois. Elle avait été appuyée par certains représentants du patronat, dont René Bernasconi, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME).

Du côté syndical, André Bergeron, secrétaire général de FO, avait indiqué en février que, devant une nouvelle détérioration de la situation de l'emploi, il fallait étudier cette possibilité. La CGT y était, elle, fortement opposée, de même que la CFTC.

Bergeron demande le blocage des prix

ANDRÉ BERGERON, secrétaire général de Force ouvrière, demande *« un blocage généralisé et temporaire des prix jusqu'à ce que soit mis en place le dispositif propre à en freiner l'évolution »*, dans une lettre adressée, vendredi, au ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors.

Appréciant les mesures sociales et considérant que cette orientation doit être poursuivie, Force ouvrière estime qu' *« il convient d'ores et déjà de se prémunir contre tout risque d'accélération de l'inflation imputable à l'augmentation des moyens de paiement et au refus prévisible de la part de certains acteurs économiques d'amputer leurs revenus de toute contribution à une politique active de solidarité par une limitation de leurs marges de bénéfices »*.

La Pologne cédera-t-elle devant le Kremlin?

Le comité central du Parti ouvrier unifié polonais face à un réquisitoire de Brejnev contre ses dirigeants

LE compromis de dernière minute, intervenu dans la nuit de lundi à mardi entre le syndicat Solidarité et le gouvernement polonais, grâce à la médiation de l'épiscopat, avait à peine fait tomber la tension mardi matin à Varsovie.

Tout le monde attendait l'ouverture, prévue à 14 heures, du comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), convoqué d'urgence à la suite de la sévère mise en demeure adressée par Leonid Brejnev aux dirigeants polonais, vendredi soir.

Des fuites, vraisemblablement volontaires, ont permis de connaître la teneur de ce véritable réquisitoire de sept pages. Brejnev y accuse nommément le premier secrétaire du POUP, Stanislas Kania, et le premier ministre, le général Wojciech Jaruzelski, d'avoir « *failli à leur promesse de reprendre les choses en main* ».

Le chef du Kremlin fait part de son « *inquiétude extrême* » devant un renouveau et des mesures qu'il considère comme des « *concessions* » aux « *adversaires du socialisme* ». Il estime que celui-ci est menacé de « *danger mortel* ».

Mais la seule voie qu'il indique aux dirigeants polonais pour « *sauver la situation* » est d'opposer « *une ferme résistance* ».

Autant demander à Kania et à Jaruzelski d'aller au devant de la mer pour retenir la marée montante : des ouvriers aux paysans, des prisonniers de droit commun aux policiers, du cinéaste Wajda (palme d'or à Cannes) au prix Nobel de littérature Czeslaw Milosz, de retour dans son pays après trente ans d'exil.

Cet accord intervenu entre les responsables syndicaux de Solidarité à Bydgoszcz et le gouvernement, et dont s'est porté garant le représentant de l'épiscopat, permet de surseoir jusqu'au 3 juillet à la menace de grève.

On a appris par ailleurs, dimanche, qu'une réunion des pays du Pacte de Varsovie pourrait avoir lieu à Sofia, en Bulgarie.



***« Le droit doit être identique pour tous »*, dit le mot d'ordre affiché lors de cette réunion de la commission nationale de Solidarité à Bydgoszcz.** (Photo AP)

Un technicien français tué dans le raid israélien

Réprobation unanime après l'attaque contre la centrale de Tammouz

Le bombardement, par une escadrille israélienne, de la centrale nucléaire de Tammouz, en Irak, a soulevé la réprobation unanime des pays arabes et des capitales occidentales. Dans la nuit de lundi à mardi, le ministère français des Relations extérieures a publié un communiqué pour condamner l'initiative du gouvernement israélien qui *« constitue un acte grave que le gouvernement français juge inacceptable »*.

Quelques heures auparavant, le premier ministre Pierre Mauroy avait déjà condamné, à Europe 1, l'initiative d'Israël, en soulignant qu'elle *« ne peut qu'accroître la tension dans cette région et compliquer une situation déjà explosive »*.

DES avions israéliens — neuf selon Israël, quinze selon des sources américaines — ont bombardé dimanche le centre nucléaire irakien Osirak de Tammouz. La nouvelle, annoncée lundi après-midi à Jérusalem, devait être confirmée peu après par le Conseil irakien de commandement de la révolution (CCR).

Celui-ci n'a pas précisé l'étendue des dommages, alors que du côté israélien, on affirmait que les installations avaient été « *complètement anéanties* ». Le premier ministre français devait confirmer, de son côté, que le centre était détruit « *pour l'essentiel* ». On apprenait lundi soir, à Paris, qu'un technicien français avait été tué dans le bombardement.

L'Irak a demandé immédiatement une réunion urgente du conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres des Affaires étrangères et la convocation « *immédiate* » du Conseil de sécurité « *pour traiter du grave acte d'agression commis par Israël contre l'Irak, dont les conséquences sont très étendues pour la paix et la sécurité internationales* ».

Menahem Begin, premier ministre israélien, a justifié cette opération « *purement défensive* », en soutenant qu'Osirak était sur le point de devenir opérationnel. Il a, à nouveau, réfuté les déclarations françaises selon lesquelles le centre nucléaire n'était destiné qu'à la recherche. « *Nous savions de source très sûre*, a-t-il dit, *que des bombes atomiques y auraient été fabriquées, avec pour seul objectif Israël.*

» *Nous avons tout fait*, a-t-il ajouté, *pour que la France se sorte de cette affaire et nous espérons qu'elle le fera maintenant. La vie des 150 techniciens français* (travaillant au centre), a-t-il précisé, *a été épargnée* » en raison de la date choisie: le dimanche de la Pentecôte.

Le centre Osirak avait déjà subi une attaque aérienne le 30 septembre dernier, une semaine après le début des hostilités entre l'Irak et l'Iran. Seuls les bâtiments annexes avaient été endommagés.

Les grandes puissances occidentales, dont la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ainsi que les pays arabes, y compris l'Egypte, se sont élevés contre le bombardement israélien.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, Dean Fisher, a estimé que « *cette attaque sans précédent ne peut qu'amplifier les tensions dans la région* ». Il a précisé que le gouvernement américain n'a pas été informé au préalable de cette opération.

Cheysson critique la politique monétaire américaine

APEINE rentré de Rome, lundi, Claude Cheysson devrait s'envoler bientôt pour Madrid, afin de reprendre le dialogue avec les dirigeants espagnols sur l'entrée de leur pays dans le Marché commun.

Mais c'est toujours le voyage de la semaine passée à Washington du ministre des Relations extérieures qui continue de retenir l'attention.

En affirmant aux Etats-Unis que les relations franco-soviétiques ne seraient plus « *normales* » aussi longtemps que les Soviétiques seraient à Kaboul, le chef du Quai d'Orsay a souligné la plus grande fermeté du nouveau gouvernement français dans ses rapports avec Moscou, comparée à celle du précédent gouvernement.

Mais il n'a pas moins fait nettement état des divergences avec les Américains sur les questions monétaires : « *La hausse du dollar*, a-t-il dit, *signifie pour nous un troisième choc pétrolier. Dans la mesure où les Américains utilisent pour lutter contre l'inflation le seul moyen des taux d'intérêts, ils rendent cette arme incroyablement aiguë*

» *Nous ne sommes pas sûrs que nous pourrons en supporter les conséquences beaucoup plus longtemps.* »

Les socialistes méditerranéens contre les bases militaires

LE symposium des partis socialistes et progressistes méditerranéens, qui s'est tenu du 5 au 7 juin à Chypre, a permis de dégager un large consensus sur des questions ayant trait à la sécurité du Bassin méditerranéen, a déclaré lundi à Nicosie son président, Vassos Lyssarides, chef du Parti socialiste chypriote Edek. Les congressistes ont notamment mis l'accent sur les activités militaires des superpuissances, qui, a affirmé Lyssarides, « *menacent la sécurité de cette région du monde* ». Ils ont été « *unanimes à condamner l'installation de bases militaires en Méditerranée* », a-t-il précisé.

EN 24 HEURES

ALGERIE

Chadli à Moscou

Le président algérien Chadli Bendjedid est arrivé lundi à Moscou pour une visite officielle de deux jours, qui au-delà de certaines divergences, devrait confirmer les bonnes relations existant entre les deux pays. Le président Bendjedid, dont c'est la première visite en URSS, trouvera des interlocuteurs d'autant plus attentifs qu'ils sont engagés, depuis quelques mois, dans une véritable offensive de charme auprès du monde arabe.

ULSTER

Nouveau gréviste

Un nouveau prisonnier républicain d'Irlande du Nord — le dixième depuis le 1er mars — a commencé lundi une grève de la faim « *jusqu'à la mort* » à la prison de Maze (près de Belfast), marquant ainsi la volonté des détenus de durcir leur mouvement pour tenter d'arracher le statut politique aux autorités britanniques.

IRAN

Khomeyni contre Banisadr

L'iman Khomeyni a sévèrement condamné lundi, sans le nommer, le président Banisadr pour son opposition à la décision du procureur de la révolution de fermer son journal. Il a déclaré dans un discours prononcé à Téhéran que « *ceux qui s'opposent au Parlement* » pourraient connaître le même sort que l'ex-chah.

AFRIQUE DU SUD

Nouveaux efforts

Le « numéro deux » du département d'Etat américain, William Clark, se rend cette semaine en Afrique du Sud et en Namibie pour faire le point des efforts en vue de régler le problème namibien, tâche à laquelle le président Ronald Reagan accorde une grande importannce.

JAPON

Suzuki en Europe

Le premier ministre du Japon, Zenko Suzuki, a entamé mardi un voyage de treize jours en Europe occidentale, destiné à raffermir les liens, quelque peu distendus ces dernières années, entre le Japon et les pays de cette région.

ITALIE

L'affaire de la loge

L'ancien ministre italien du Commerce extérieur Gaetano Stammati, impliqué dans l'affaire de la loge P.2 et dans le scandale pétrolier ENI-Arabie Saoudite, est hospitalisé depuis samedi à l'hôpital de Niguarda, à Milan, apprend-on de source informée.

ESPAGNE

Appel à la France

Le président du gouvernement espagnol, Leopoldo Calvo Sotelo, « *attend du gouvernement français, après les élections législatives, une meilleure disposition que celle montrée ces derniers temps* » à l'égard du terrorisme. Dans une interview publiée dimanche par le quotidien madrilène *ABC*, Calvo Sotelo indique qu'« *une préoccupation aussi grave pour le gouvernement que celle du terrorisme ne peut rester absente de la politique extérieure de l'Espagne.* »

EL SALVADOR

La violence continue

La violence politique a fait au moins 200 morts la semaine dernière à El Salvador. Selon des sources gouvernementales, il s'agirait surtout de jeunes victimes de l'extrême-droite.

DOSSIER

Les nouveaux choix

Comment passer les ventes d'armes à gauche ?

La France de Giscard d'Estaing était devenue le troisième fournisseur mondial d'armements. Le changement de politique annoncé par le gouvernement de Pierre Mauroy concerne des milliers de salariés. Pour l'instant, cinq pays sont sur la touche : l'Iran, l'Irak, la Libye, le Chili et l'Argentine.

CLAUDE CHEYSSON, ministre des Relations extérieures, et Charles Hernu, ministre de la Défense, se sont rencontrés au Quai d'Orsay voilà quelques jours pour discuter notamment des ventes d'armes françaises à l'étranger.

Les deux ministres ont à tenir compte à la fois des engagements de la France et des orientations sur lesquelles a été élu François Mitterrand.

Les objectifs du Parti socialiste en la matière avaient été définis avant l'élection : il s'agit de limiter les ventes d'armes, de les réorienter géographiquement et de les interdire pour ce qui concerne les états racistes et fascistes.

Le PS entend que soient organisés dans ce domaine le contrôle parlementaire et l'information obligatoire de commissions spécialisées. « *Un comité pour l'information des citoyens en matière de ventes d'armes* » doit être mis sur pied.

En attendant que la future Assemblée nationale procède à l'examen de ces mesures, le nouveau chef du Quai d'Orsay a délimité le cadre dans lequel se trouve actuellement la France, avant de donner une nouvelle orientation à ses ventes d'armes.

Garantir l'emploi

Paris, a déclaré Claude Cheysson, « *honorera ses engagements* » et « *exécutera un certain nombre de contrats* » dont le président de la République a « *regretté la signature* ».

Ni le Quai d'Orsay, ni la rue Saint-Dominique n'ont précisé quels contrats ne seraient pas renouvelés dans l'avenir. D'ailleurs, il n'appartiendra pas au seul gouvernement d'en décider, mais aussi aux députés.

La France étant devenue le troisième fournisseur mondial d'armes dans le monde, le changement de politique impliquera aussi pour le gouvernement la responsabilité de garantir l'emploi des milliers de salariés qui travaillent aujourd'hui dans les industires d'armements de l'Hexagone.

Les contrats de Giscard

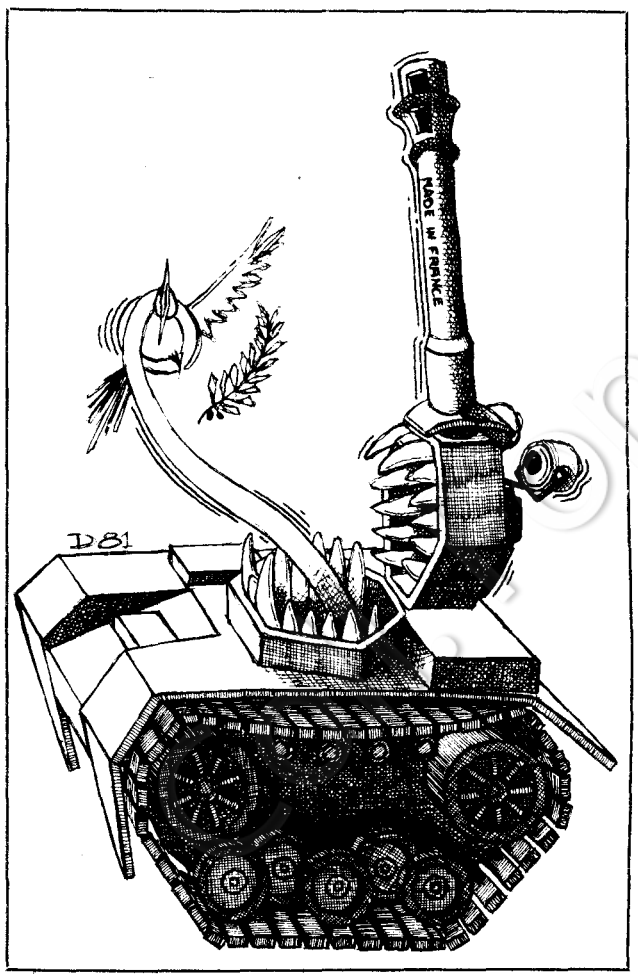
Côté « clients », les contrats conclus sous Giscard d'Estaing qui pourraient poser des problèmes sont ceux signés avec le chah d'Iran, avant sa chute, et renouvelés avec l'actuel gouvernement de la République islamique ; et ceux signés avec l'Irak, en guerre contre l'Iran ; avec le colonel Kadhafi, en Libye ; avec la junte militaire argentine ; avec la dictature chilienne du général-dictateur Augusto Pinochet, enfin.

Téhéran avait commandé à la France douze patrouilleurs lance-missiles. Six ont été livrés avant la fin de la monarchie iranienne, et les trois qui restent à livrer aujourd'hui sont bloqués dans le port de Cherbourg, par suite d'une des dernières décisions du gouvernement Barre.

Sur les dix vedettes rapides lance-missiles commandées en 1974 par le colonel Kadhafi, trois sont en cours d'armement et deux en cours d'essais.

L'Irak, qui a reçu, le 31 janvier dernier, quatre Mirage FI, attend la livraison de cinquante-six autres avions du même type. D'autres commandes de Bagdad portent sur différents types d'hélicoptères, des missiles air-air et anti-chars et des automitrailleuses.

L'avion lance-missiles de la classe A 69, qui restait à livrer à l'Argentine est, comme les navires destinés à l'Iran, bloqué en France sur décision de l'ancien gouvernement Barre. Mais Buenos Aires attend aussi quatroze avions Super Etendard. Enfin, la dictature chilienne avait commandé, en 1976, seize avions Mirage 50 dont les premiers exemplaires étaient à livrer en août prochain.



arrière-pays niçois *au pied du Mont-Vial*

Les Clos REVEST LES ROCHES Alt : 800m NICE 40 km.

STUDIOS à partir de 190.000 F
2 PIECES à partir de 212.000 F
MAS de **3** et **4** pièces avec **Jardin**

Je désire recevoir une documentation, sans engagement de ma part :
NOM : ..... Tél : .....
ADRESSE .....

RETOURNER à A.D.I.C. s.a. PROMOTION
31, av. Jean Médecin 06000 NICE tél. 88 50 06



Un des cinquante hélicoptères présentés lors des manœuvres « Alpes 81 » dans le sud-est de la France. (Photo Gamma)

La course aux armements dans le monde

L'OTAN dépense davantage que le Pacte de Varsovie

Un million de dollars à la minute : telle est la vitesse de croisière atteinte et dépassée par les dépenses militaires sur la planète en 1980. C'est ce que révèle le rapport annuel, qui vient d'être publié, de l'Institut international de Stockholm de recherches sur la paix (SIPRI).

CINQ CENT CINQUANTE milliards de dollars s'en vont chaque année en armes et en munitions. Dépenses improductives, voire même destructives, qui équivalent, grosso modo, à la production nationale brute de la France ou qui sont douze fois supérieures à celles du Nigeria, pays d'Afrique le plus peuplé. A côté, la dette de la Pologne (24 milliards de dollars) est une goutte d'eau.

L'institut SIPRI estime que si aucun effort n'est fait pour renverser cette dangereuse évolution la décennie qui vient de commencer sera marquée par une nouvelle détérioration dans le domaine de la course aux armements.

Déjà, selon le directeur du SIPRI, le Britannique Frank Barnaby, l'évolution depuis dix ans a été marquée par l'accroissement constant et inquiétant des dépenses militaires et par celui du commerce des armes devenu largement « *incontrôlé* » du fait de leur sophistication croissante. Il souligne que, du fait du ralentissement de la croissance, la défense pèse d'un poids de plus en plus lourd sur l'économie mondiale.

40 % de cerveaux

Le rapport du SIPRI juge que les dépenses militaires vont croître plus rapidement que le PNB (produit national brut) pendant les années à venir.

Le SIPRI a calculé que l'industrie d'armement mobilise 400 000 savants et chercheurs hautement qualifiés, soit 40 % du capital mondial en « cerveaux ».

Autre tendance : de 1971 à 1980, la part du tiers monde dans les dépenses militaires globales est passée de 9 % à 16 %. Les parts de lion sont détenues par l'URSS et les Etats-Unis : les deux superpuissances consacrent chacune à leur défense 24 % des dépenses mondiales en la matière. Mais l'OTAN (43 %) dépasse largement le Pacte de Varsovie (26 %) et la part des Etats-Unis dans les dépenses de l'OTAN devrait aller croissant.

Au sein de l'Alliance atlantique, mis à part les Etats-Unis, c'est la RFA qui consacre le plus d'argent aux armements : 22 milliards de dollars, soit plus de 120 milliards de francs, suivie par la France (19,49) et la Grande-Bretagne (16,18).

Les dépenses de la Chine ont atteint 8,8 % du total mondial alors qu'elles n'étaient que de 2,4 % en 1978. Le Japon a le septième budget mondial pour les armements, mais n'y consacre que 0,9 % de son PNB.

En ce qui concerne la vente d'armes conventionnelles lourdes, les Etats-Unis arrivent largement en tête des exportations mondiales : 43,3 %, devant l'URSS (27,7 %) et la France (10,8 %), loin devant l'Italie (4 %) et la Grande-Bretagne (3,7 %). L'essentiel des ventes est absorbé par le Proche-Orient et l'Extrême-Orient.

Satellite militaire

Selon le directeur du SIPRI, la tendance la plus inquiétante dans le domaine des armes nucléaires est la disparition progressive de la notion de dissuasion au profit de l'idée selon laquelle il serait possible de remporter un conflit atomique limité, en utilisant des armes tactiques et non plus stratégiques. « *Les développements qualitatifs des armes nucléaires tactiques et stratégiques présentent un danger croissant de guerre nucléaire. L'efficacité de plus en plus grande de ces armes et le nombre croissant de têtes nucléaires par lanceur font qu'elles risquent de paraître mieux adaptées à la conduite d'une guerre nucléaire qu'à la dissuasion* », dit le rapport du SIPRI.

Enfin celui-ci constate que les satellites deviennent partie intégrante des systèmes d'armes nucléaires. La technologie de l'espace assure la capacité de « première frappe ». Soixante-quinze pour cent des satellites mis sur orbite l'ont été à des fins militaires, écrit le SIPRI. En 1980, sur les 103 satellites militaires placés sur orbite, 89 ont été lancés par l'URSS.

L'institut souligne l'absence de progrès en matière de négociations sur le désarmement et relève que, tant que ne seront pas ratifiés les accords Salt 2, il sera difficile d'envisager d'autres progrès.

ELECTION SYMBOLIQUE A DJIBOUTI LE 12 JUIN

Le président Hassan Gouled sera réélu sans opposition

Election présidentielle au suffrage universel à Djibouti, le 12 juin. Election pour la forme, en fait, puisqu'il n'y a qu'un seul candidat : le président sortant Hassan Gouled, qui détient le pouvoir depuisle 27 juin 1877, date de l'indépendance du territoire. Mais cette consultation permet d'attirer l'attention sur l'existence d'un pouvoir personnel teinté de paternalisme et sur la situation difficile de ce petit Etat qui n'a guère profité de l'aide française.

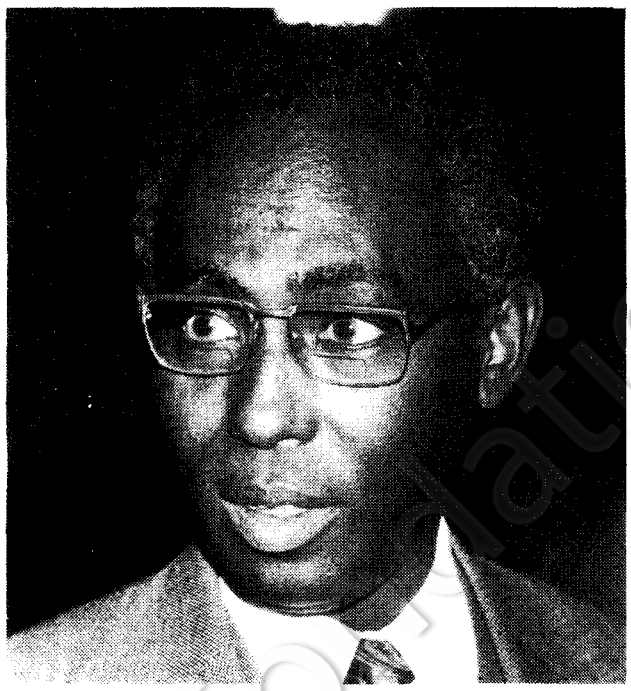
DJIBOUTI : les secrets de la mer Rouge, le trafic de drogue... Au-delà de ces mythes popularisés par Henri de Monfreid, la république de Djibouti est un petit Etat ayant des problèmes bien concrets.

Depuis l'indépendance, un homme règne pratiquement seul : Hassan Gouled Aptidon. Comme si dans la quasi-totalité des pays du tiers monde une fatalité voulait que le pouvoir ne soit autre que personnel. Qu'on en juge : président de la République, Hassan Gouled est en même temps chef du gouvernement. A ce titre, il nomme les ministres et peut mettre fin à leurs fonctions. Il est également chef du parti unique le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), dont il nomme tous les membres dirigeants. L'Assemblée nationale, pour sa part, n'est qu'une chambre d'enregistrement : le président légifère par ordonnances.

Notons cependant que cette Assemblée compte soixante-cinq membres et que la condition pour être candidat à l'élection présidentielle était d'être soutenu par au moins vingt-cinq parlementaires. Compte tenu de l'existence d'un parti unique, l'opposition était condamnée au silence.

Gouled est également chef des forces armées, en vertu de l'ordonnance du 30 juin 1977, dont il est l'auteur.

Ce pouvoir tout puissant, Gouled l'a exercé au profit de son ethnie somalie et, plus précisément, de ses proches. C'est ainsi que les fonctionnaires sont généralement des parents ou des amis personnels. Pour être recruté dans la fonction publique, un avis favorable de la police est nécessaire. Ses chefs, comme ceux de l'armée, sont évidemment des proches de Gouled. Inutile de préciser qu'une corruption importante existe dans ces sphères.



Ahmed Dini a été le compagnon de lutte de Hassan Gouled jusqu'à l'indépendance. Premier ministre après celle-ci, il a rompu avec Gouled, pratiquant une opposition modérée. C'est un Afar. (Photo Sygma)

Autant dire qu'il n'est guère conseillé de faire entendre des notes discordantes. Comment serait-ce d'ailleurs possible ? Il n'y a qu'un journal, la *Nation*, hebdomadaire... gouvernemental. Une timide opposition s'est toutefois fait jour à l'Assemblée, sous l'impulsion de Ahmed Dini, l'ancien compagnon de Gouled au temps de la lutte pour l'indépendance et premier ministre aussitôt après celle-ci. Ahmed Dini, le fait n'est pas insignifiant, est afar. Cette ethnie, qui avait été privilégiée par la France, souffre à présent d'une discrimination.

Répression

La répression est impitoyable pour les opposants. Arrêtés et détenus arbitrairement, ils sont souvent torturés, au dire d'Amnesty International qui dénonce régulièrement les atteintes aux droits de l'homme.

Alors que la France s'apprête à abolir la Cour de sûreté de l'Etat, Djibouti dispose toujours d'une juridiction d'exception, le Tribunal de sûreté de la république. Les avocats français désignés par les prisonniers ont toujours été expulsés. Bref, l'appareil répressif est bien huilé. Conséquence : de nombreux Afars se réfugient en Ethiopie.

Ajoutons à ce tableau la présence de 4 000 militaires français, dont dépendent entièrement les 2 500 militaires de Djibouti. Au sujet de la coopération, les Afars reprochent aux Français d'œuvrer uniquement dans le sud du pays, où résident les Somalis.

Quel est le bilan ? Il est sensiblement différent en politique étrangère et en économie. 1977 : Djibouti accède à l'indépendance. On croit alors que l'agneau va être avalé par le loup somalien, qui revendique ce petit territoire. Les autorités de Mogadiscio rêvaient alors de reconstituer la « Grande Somalie » incluant l'Ogaden (situé en Ethiopie) et Djibouti.

Chômage endémique

La chance de l'ex-colonie française résidait dans la volonté éthiopienne d'empêcher cet *Anschluss*. D'autre part, les Somalis de Djibouti ont pris goût au pouvoir, de la même manière que les Chypriotes grecs par rapport à leur mère patrie. Le chef d'Etat a d'ailleurs mené une habile politique de bon voisinage. C'est ainsi que, dans le conflit de l'Ogaden, Djibouti est resté neutre. Les relations sont au beau fixe avec l'Ethiopie, avec qui un traité d'amitié a été signé. Et, bientôt, Gouled devrait se rendre en Somalie.

En économie, le bilan est franchement mauvais : chômage endémique, vie chère et salaires dérisoires. Conséquence : la population consomme beaucoup de khat, une herbe euphorisante. Gouled a voulu l'interdire après l'indépendance, mais a dû en rétablir le commerce légal en raison du marché noir et de l'agitation sociale. La république survit grâce aux aides extérieures françaises et arabes, notamment saoudiennes.

Les problèmes, au-delà d'une gestion pour le moins discutable, sont l'absence de ressources — à l'exception de la géothermie — et la dramatique sècheresse.

Le gouvernement tente d'élaborer un plan mettant l'accent sur les infrastructures et la formation. D'importants investissements sont nécessaires pour l'amélioration du réseau routier, de l'aéroport et du port.

Mais le pouvoir actuellement en place peut-il réellement faire sortir le pays du sous-développement en privilégiant une ethnie et même une partie de cette ethnie ? Le développement du pays passe par la démocratisation. Hassan Gouled ne devrait pas l'oublier.

Alain GARABIOL



L'armée est encore en voie de formation. Elle ne compte que 2 500 hommes, dont 2000 Somalis, alors qu'il y a 4 000 soldats français présents à Djibouti. (Photo Sygma)



Le président Hassan Gouled est un vieux militant indépendantiste qui règne aujourd'hui sans partage sur Djibouti. D'origine somalie, il est parvenu à nouer de bonnes relations avec ses voisins. (Photo Sygma)

De la Côte française des Somalis à la république de Djibouti

SITUÉ au carrefour de l'océan Indien et de la mer Rouge, la république de Djibouti comprend 400 000 habitants environ, dont 180 000 dans la seule ville de Djibouti. D'une superficie de 23 000 kilomètres carrés, ce petit Etat possède à la fois des frontières continentales et d'autres maritimes : 520 kilomètres de frontières terrestres bordent au nord, à l'ouest et au sud l'Ethiopie, et au sud-est la Somalie ; 370 kilomètres de côtes s'étendent du Ras Doumeira, au nord, au village de Loyada, au sud.

La population djiboutienne se répartit essentiellement en deux groupes ethniques, de religion musulmane : les Afars et les Somalis. On les a nommés « chamites orientaux » pour les distinguer de ces autres chamites que sont les Egyptiens. Une communauté yéménite est également implantée. Les Afars et les Somalis, qui se caractérisent par le physique élancé, la régularité des traits et le port altier, s'ils ont des langues différentes, ont cependant un mode de vie identique : ce sont, à l'origine, des pasteurs nomades. Mais la population tend à se sédentariser.

La colonisation française date du traité du 4 mars 1862, par lequel les chefs de la région d'Obock cédaient en toute propriété à la France, moyennant une forte redevance, le mouillage d'Obock et les territoires avoisinants. La région de Djibouti fut occupée en 1888. Abandonnant Obock, le gouverneur Lagarde créa alors une nouvelle capitale à Djibouti. En 1895, le village comptait 5 000 habitants. Les travaux de construction du chemin de fer Djibouti Addis-Abeba débutèrent en 1898, pour atteindre la capitale éthiopienne en 1917.

Vers l'indépendance

Après la Seconde Guerre mondiale, en 1946, cette colonie, nommée « Côte française des Somalis », recevait le statut de territoire d'outre-mer, avec création d'une assemblée territoriale élue. La loi cadre de 1956, promulguée par Gaston Defferre, ministre de la France d'outre-mer, ajouta au statut de 1946 un Conseil de gouvernement chargé de la gestion des affaires locales. Cependant, dès 1958, parallèlement au processus de décolonisation engagé par la France, en Afrique, des mouvements indépendantistes voyaient le jour, dont l'action s'intensifia progressivement jusqu'aux émeutes d'août 1956, lors de la visite du général de Gaulle.

La Côte française des Somalis devenait, en 1967, le Territoire des Afars et des Issas. Mais, le mouvement favorable à l'indépendance s'amplifiant, le gouvernement français reconnaissait, le 31 décembre 1975, *« la vocation de Djibouti à devenir un Etat »*.

Le 8 mai 1977, à une écrasante majorité, la population optait pour l'indépendance, proclamée le 27 juin suivant. Hassan Gouled était élu président de la république de Djibouti par l'Assemblée nationale de ce pays.

Choron, corromps-nous !

L'AVÈNEMENT de François Mitterrand le 10 mai aurait-il sonné le glas de l'humour en France? Il n'y a plus de morale possible. Maudite politique. Depuis que la gauche est au pouvoir, il pleut tous les jours et il y a comme un flottement rue des Trois-Portes.

Charlie-Hebdo, *terreur du gaullisme, du pompidolisme, du giscardisme, créateur de la contre-pub récupérée par la vraie, impulseur d'un humour dont le ton a été repris par une presse nettement plus à droite. véritable phénomène sociologique, serait-il dérouté.*

Oui, il y a comme un flottement à la Semaine de Charlie, *et ce malgré l'aide substantielle d'un Coluche électoral.*

Les ventes sont en baisse. Les flopées de procès du précédent septennat ont épuisé les forces vives d'une rédaction qui vieillit.

Bref, l'humour actuel de Charlie *ne casse plus rien.*

Mais qu'on ne s'y trompe pas, le journal officiel de l'humour a toujours su nous étonner et se ressaisir dans une verdeur d'imagination et d'insolence.

Alors Charlie, te laisse pas faire, corromps-nous!

LEM

La glorieuse presse de 1830 en exposition

L'EXPOSITION qui se tient actuellement à la mairie-annexe du IIe arrondissement est une bien savoureuse pochade sur l'évolution de la presse en vingt années de turbulences politiques, à savoir la période 1830-1851.

La presse semblait une véritable pétaudière créatrice d'écritures, un inquiétant cheval de Troie aux ruades imprévisibles de conséquences. La presse était ce contre-pouvoir essentiel brocardant avec passion, monarque borné et roitelets bourgeois, contribuant efficacement à la révolte populaire, et à son étouffement par la suite.

Un contre-pouvoir dont la législation posait des problèmes casse-tête aux différents gouvernements tout affairés qu'ils furent à niveler une presse vindicative et insolente en raclant dans l'arsenal juridique habituel comme le cautionnement élevé, le droit de timbre, les autorisations obligatoires, l'installation de la correctionnalisation des délits ou plus, primairement, en usant de censure pure et simple, de répression policière dans le sang et d'enfermements à Sainte-Pélagie.

Cependant et malgré tout, la presse ne cesse de se diversifier. Elle s'étend, passionne, multiplie ses tirages, introduit de nouvelles techniques telles l'imprimerie recto-verso, la composition, l'agence de presse.

La presse de 1830 à 1851 s'est nourrie du pouvoir parce qu'elle n'avait pas un réel statut, un véritable équilibre. Bref, une exposition-hommage qui, malgré le choix limité des caricatures politiques pourtant si présentes, reconstitue habilement toute la ferveur, la passion, la virulence d'une époque remarquablement fragile et illustre bien tous ces rapports ambigus entre presse et pouvoir.

Toute similitude ou ressemblance avec un septennat défunt ne serait que la faute d'un sursaut (cynique) de l'histoire.

• *Paris, centre de la presse au XIXe siècle, à la mairie annexe du IIe arrondissement, 8, rue de la Banque, jusqu'au 21 juin, à 11 h 30 « 18 heures (sauf lundi), entrée gratuite.*

SANTE

Des médecins s'interrogent

Le Syndicat national des médecins de groupe (SNMG) a dressé un bilan positif des expériences menées sur le terrain lors de son 22e Congrès qui s'est tenu récemment à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

LE congrès a adopté un document, intitulé *Objectif santé*, comme plate-forme d'action pour l'année à venir et décide de le soumettre à l'avis de l'ensemble des professions de santé.

Objectif santé affirme la nécessité de créer des équipes coordonnées de médecins et d'autres professionnels de la santé, en liaison avec les travailleurs sociaux.

Les congressistes ont envisagé les solutions possibles aux obstacles économiques que rencontre la médecine de groupe : socialisation des équipements, mutualisation, « coopérative » médicale, solution industrielle.

RADIOS LIBRES

Do, ré, sol, do

Bon gré mal gré, Radio Cité future s'apprête à jouer l'épreuve de force

DO ré sol do : quatre notes égarées sur la modulation de fréquence. Depuis le 10 mai, les initiés des radios libres se sont habitués à cette musique lancinante qui évoque vaguement les extra-terrestres de *Rencontres du troisième type*. C'est le signal de Radio Cité Future (RCF), station dans laquelle *le Monde*, suivant la formule consacrée *« pourrait être partie prenante ». Si le projet actuel se confirme, il y contrôlera l'essentiel de l'information. Légalisme oblige : RCF se défend d'être une radio pirate et se contente d'occuper la bande des 96 mégahertz.*

Monotone, le programme ? Il y a des variantes. Synthétiseur aidant, les quate notes se jouent aussi sur un fond rythmique, voir sur un air de reggae. Depuis mercredi, on passe même de la vraie musique, en stéréophonie, à raison de deux heures par jour. « Pour faire nos réglages », précise prudemment un animateur. Car les Martiens de Radio Cité future ont un visage humain. Ils disposent de locaux, près du Centre Beaubourg, au sixième étage d'un immeuble moderne. Là se trouve l'essentiel de leurs installations ; là se réunissent plusieurs fois par semaine les journalistes du *Monde* qui participent au projet.

Ils sont une demi-douzaine, ce soir, à préparer un numéro zéro, essai grandeur nature, du bulletin d'information. Leur participation s'ajoute à leur travail habituel. *« C'est d'autant plus lourd que l'actualité est particulièrement chargée en ce moment »*, avoue l'un d'eux, Claude Lamotte. Conférence de rédaction rapide, répartition des sujets : le menu est sans surprises, mais le ton original. Au style policé des radios établies, on préfère l'improvisation et le dialogue. L'ensemble est d'autant plus décontracté qu'il ne s'agit encore que d'un exercice.

Un certain jésuitisme

Jusqu'à quand ? Les animateurs de RCF sont partagés. Ils savent qu'aucune clarification juridique n'est possible avant la session parlementaire de septembre. Fondateur de la station, Alain Périssé redoute l'éternisation du statu quo : *« A trop attendre, on risque de se retrouver dans une situation à l'italienne : une prolifération incontrôlée des radios. »* Rue des Italiens, en tout cas, on n'est guère disposé à jouer les pirates des ondes, et l'image de respectabilité du quotidien interdit à ses collaborateurs de se compromettre dans une action illégale.

Reste l'éventualité d'une solution transitoire : profiter d'un « climat de tolérance », déclaration gouvernementale ou suspension du brouillage, par exemple, pour émettre durant l'été. Les journalistes travailleraient alors à RCF à titre individuel, *le Monde* attendant la nouvelle législation pour annoncer sa participation officielle. La stratégie n'est pas dénuée d'un certain jésuitisme que les animateurs de RCF justifient par le manque de clarté du ministère de la Communication.

Pour l'instant, on engrange des promesses d'annonceurs publicitaires et on occupe la fréquence à grands frais — un million de francs a déjà été investis — en attendant les jours meilleurs de la légalisation. Bon gré mal gré, Radio Cité future joue l'épreuve de force.

Pascal PRIESTLEY

Du monde sur les ondes

Les radios libres s'inquiètent du soudain intérêt des groupes financiers pour elles

« Commercialisation et municipalisation ne seront pas les deux mamelles des ondes libres. »

Si l'élection de François Mitterrand ouvre de nouvelles perspectives pour les radios libres, les problèmes de la répartition des fréquences et du contrôle des ressources financières restent entier.

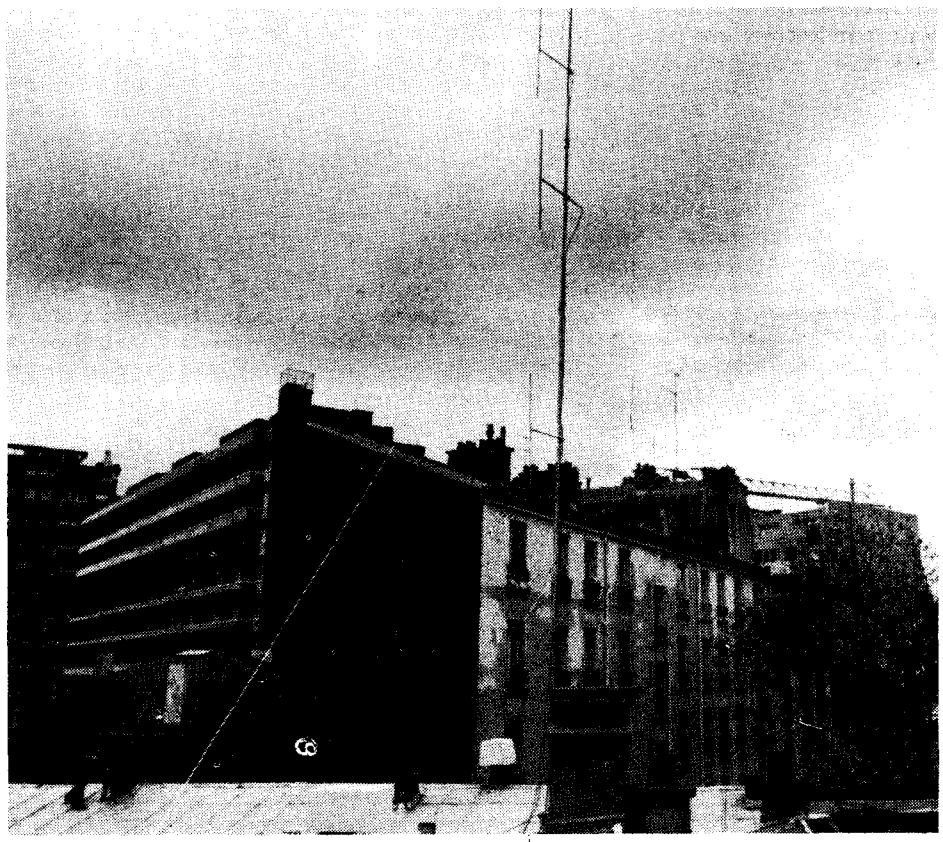
Afin d'engager la concertation, la Fédération nationale des radios et télévisions locales et indépendantes (FNRTLI), nouvellement créée, propose à l'ensemble des partenaires l'élaboration d'un code de bonne conduite. Pour ses animateurs, le risque est grand. La FM sera-t-elle encombrée par de mini-radios périphériques?

APRÈS l'Association pour la libération des ondes (ALO) et la Fédération des radios libres, cette jeune fédération (1) s'inquiète de la rapidité avec laquelle certains groupes financiers voudraient occuper les ondes enfin libérées. En ce sens, la FNRTLI refuse toute attitude précipitée. Outre le problème de la coexistence et de la répartition en deux secteurs (un non-commercial et un privé) des radios locales, la question qui empoisonne depuis quatre ans le petit monde des radios libres est celle du financement et de la publicité.

Pour Patrick Farbiaz, animateur de Canal 75 et vice-président de la FNRTLI, la démarche n'est pas facile. *« Le refus pur et dur de la publicité implique pour les collectivités locales de nouveaux transferts de charges et, à moyen terme une municipalisation des radios et télés locales. De plus, l'absence de contraintes à la liberté du marché risque de favoriser l'apparition de chaînes de radio organisées autour d'agences publicitaires. On se bat pour refuser le monopole, mais nous voulons préserver le service public. »* Un monopole peut en cacher un autre ; et pour éviter cela, la FNRTLI propose un projet fondé sur la pluralité des ressources et sur leur redistribution afin de ne pas favoriser une radio plutôt qu'une autre. La fédération envisage, à cet effet, la création d'une régie nationale de publicité placée sous le contrôle paritaire du service public et des professionnels. La bataille s'annonce délicate. Ne voit-on pas, déjà, de multiples projets qui sont prêts à s'engouffrer dans un espace où le qualificatif de « libre » ne recouvrerait que le mot « profit ».

Denis DANGAIX

(1) FNRTLI, 29, rue Trudaine,



L'antenne de Radio-Verte à Paris. (Photo Frédéric Pitchal)

La corrida continue de partager l'opinion

Des olé!... et des tollés

Les courses de taureaux continuent de provoquer des tollés, de susciter des passions. On le verra sans doute lors du débat des « Dossiers de l'écran », mardi soir, à la télévision. Pendant trois jours, les arènes ont attiré à Nîmes 200 000 spectateurs. Comme chaque année à la Pentecôte, la ville a vécu à l'heure de la Feria. Les aficionados ont été comblés : l'affiche 1981 était prestigieuse, les plus grands toreros du moment ayant répondu à l'appel de Simon Casas. Ce jeune Français a relevé un défi insensé en prouvant que la corrida pouvait ne plus être un spectacle importé.

LE personnage le plus important de la ville de Nîmes est probablement, après le maire, le directeur des arènes. Simon Casas n'a pourtant rien d'un notable. Avec ses trente-trois ans et son physique de jeune premier, il dérange. Il bouscule, il est vrai, quelque peu les traditions. Casas le reconnaît : partir en guerre contre les idées reçues ne lui a pas attiré que des amis. Et des idées selon lesquelles *« on ne peut organiser des corridas sans passer par l'Espagne, sans être riche et véreux »*, il y en eut...

Cet ancien torero, lauréat de la bourse de la Vocation, a le goût de la provocation. En 1975, le lendemain du jour où il reçoit l'alternative, il décide de ne plus toréer, de devenir imprésario de toreros et de s'attaquer au monopole du marché taurin détenu par les Espagnols.

« Ayant fait la malencontreuse expérience de l'apprenti torero, je savais que pour toréer en France il fallait passer par Madrid. » Paradoxe : les aficionados, *« pour qui la corrida est un art »*, ignorent que pour toréer il faut passer par un système commercial mis en place de l'autre côté des Pyrénées. Cela ne choque alors pas grand monde. *« A Paris, la corrida n'intéressait personne, il n'y avait même pas de ministère de tutelle. »*

Simon Casas, lui, a un projet : *« Produire des corridas et non les acheter clés en main comme c'était le cas depuis un siècle. »*

Il se heurte à une certaine hostilité. D'autant qu'avec des amis il a fondé un syndicat des toreros CGT. La direction des arènes de Nîmes lui met-elle des bâtons dans les roues ? : il fait venir El Cordobes à Palavas. Un scoop.

Le jeune homme prouve qu'il a des relations, qu'il connaît les toreros, qu'il sait sélectionner les toros, bref qu'il est capable de monter des spectacles. *« Cela présentait un double avantage : financier — le marché taurin échappait jusque-là totalement à l'économie française — et individuel en permettant à des Français, qui avaient investi de dix à quinze ans de leur vie dans la tauromachie, de se reconvertir. Je suis parti du principe que les organisateurs de corridas devaient assumer la responsabilité des vocations qu'ils suscitaient. »*

Fort de son succès, il prend en février 1980 la direction des arènes. *« J'ai pu lancer un appel d'offres auprès de la municipalité. »* Au grand bénéfice de cette dernière qui a vu rentrer dans ses caisses 100 millions de centimes en 1980. Son prédécesseur n'en avait versé que 15 en 1979.

Fourmillant d'idées, Casas lance aussi un mensuel *Corrida*, et s'apprête à monter un opéra. *Carmen*, cela va de soi.

Carine LENFANT



La corrida peut ne plus être un spectacle importé. (Photo M. Pradel)

La dernière séance

***Rex, Trianon, Impérator,* finis les cinés de banlieue aux noms prestigieux. Le rêve commençait avec le calicot géant multicolore du fronton. De dernière séance en dernière séance, les cinés se sont transformés en supermarchés, entrepôts. Et puis les multisalles sont arrivées. Finie la poésie... Deux heures normalisées, c'est l'abattage sordide. Crache ton fric, prends ta dose de pub, de rêve. Dégage, les autres attendent. C'est le prix, paraît-il, pour sauver le cinéma.**

Désolé, le ciné ça peut être autre chose et ça tourne. La preuve, le *Cin'hoche* (c'est son nom) de Bagnolet.

MERCREDI, 15 heures. La place du marché, une petite rue du vieux Bagnolet, un bistrot, le soleil, côté folklore tout y est. Devant le *Cin'hoche*, des enfants par dizaines. Aujourd'hui, *Flash Gordon*. Enfants du centre de loisirs, mais aussi d'autres avec leurs parents. Michel, treize ans, est venu seul d'une cité voisine : *« L'autre fois c'était avec mon prof de français. Après nous avons discuté du film en classe. »* Chaque mois des séances particulières sont organisées à la demande des instituteurs ou professeurs. De la même manière les associations locales ont accès au *Cin'hoche* (MRAP, Croix-Rouge).

Mercredi, 19 heures. *« Ici pas de réduction carte Vermeil. »* Madame, monsieur, la soixantaine tranquille. C'est monsieur qui parle : *« ... Mais nous avons mieux, dix séances gratuites dans le mois payées par la mairie. Paris c'est trop loin pour nous, et trop cher. »* Au programme ce soir, *Elephant Man*. Un nouveau film, une première exclusivité par semaine, la qualité quoi.

Mercredi, 21 heures. La queue pour *le Bal des vampires*. Jeunes, moins jeunes, atmosphère bon enfant, pas de précipitation. *« Je viens en moyenne une fois par semaine. »* Nicole, trente ans, psychiatre, aficionada du *Cin'hoche* : *« Les gens se retrouvent, prennent le temps de discuter dans le hall. C'est le ciné pour le plaisir. Lieu culturel ouvert sur la ville, preuve concrète d'une vie de banlieue qui ne se réduit pas au béton, à la grisaille. »*

Service public

Depuis quatre ans, un objectif commun aux animateurs du *Cin'hoche* et aux élus de gauche; regagner au cinéma de qualité le public populaire. La recette est simple : un public qui n'attend que ça, un budget municipal, une association aux adhérents motivés, des professionnels du ciné, le tour est joué. Cette année, 50 000 entrées. Le taux d'occupation de la salle, en moyenne : 39 % (pour une salle de première exclusivité à Paris le taux est de 29 %). 1 500 adhérents à l'Association bagnolaise du cinéma (la plus importante association de la ville), ce sont eux qui font le choix des films avec les conseils de Gérard Vaugeois le directeur du *Cin'hoche*. Une subvention municipale équilibre le budget. Cependant, pas de contrôle des élus sur les programmes, chacun a la parole et les réunions de l'association ne sont pas formelles. Le *Cin'hoche* est déficitaire au même titre que les bibliothèques ou la piscine, les élus jouent le jeu et s'enorgueillissent d'avoir eu parmi les premiers de France un maire adjoint à la culture « en titre ». Seul impératif tacite, développer toujours plus la fréquentation des exclus de « la culture », les ouvriers.

Est-ce au *Cin'hoche* de transformer les mentalités de deux siècles d'oppression culturelle? En attendant le *Cin'hoche* colle à sa ville. A Montreuil, Aubervilliers, la même expérience vient de naître. Le ciné prend un nouvel essor, il y a encore de quoi rêver dans nos banlieues.

Bernard BULLIARD

Affaire Mauvillain

Un merveilleux dossier d'assises

Condamné le 25 Novembre 1975 par la cour d'assises de Charente-Maritime, Guy Mauvillain n'a cessé de clamer depuis six ans son innocence. Une requête en révision a été déposée en février dernier : trop d'ombres subsistent. Pour s'en convraincre, il suffit de lire le dossier de l'affaire, qui vient d'être publié.

ACCUSÉ du meurtre d'une vieille dame, Elise Meilhan, sans la moindre preuve, ni le moindre aveu, sans qu'on ait jamais pu trouver à ce crime un mobile ou un témoin, Guy Mauvillain a été condamné à dix-huit ans de réclusion par des jurés. Comment peut-on envoyer un homme en prison alors que sa culpabilité n'est pas établie et sur de simples présomptions, au vu du dossier d'assises qui vous est proposé ?

Celui-ci est édifiant, *« Ni la haine, ni la partialité, ni l'incompétence, ni la précipitation, ni les fautes professionnel n'y manquent »*, s'insurge Casamayor dans la préface du livre *Mauvillain* qui vient d'être publié aux éditions Karthala. Juger ? Terrible responsabilité. *« La faim de coupable ravage les prétoires » :* Mauvillain a eu le tort de paraître un coupable idéal.

Dora C. Valayer montre comment les dés sont parfois pipés. Ce pasteur protestant a classé, annoté les procès verbaux, les expertises, les témoignages.

D'adjectifs en travestissements, la vérité a été maintes fois déformée. On le sent au fil des pages. La lecture du dossier, passionnante pour le profane, donne la nausée : une erreur judiciaire est si vite arrivée...

C.L.

Chef-d'œuvre en péril à Nice

LE palais de la Méditerranée de Nice, célèbre Casino de la Côte d'Azur française, acheté vendredi dernier par un groupe financier koweitien sera complètement démoli, en prévision de la construction d'un « complexe foncier et touristique ».

Ce complexe groupera un grand nombre d'appartements luxueux destinés à la vente, un supermarché, un hôtel et plusieurs parkings en sous-sol.

L'agence officielle koweitienne KUNA ne donne aucune indication sur l'identité des principaux représentants du groupe financier qui a acquis le palais.

Le célèbre casino de la promenade des Anglais, fermé depuis 1978, a été acheté vendredi à la suite d'une longue négociation menée auprès de l'ensemble d'une vingtaine de financiers koweitiens. Ces financiers se sont engagés à reprendre le passif s'élevant à 35 millions de francs (7 millions de dollars environ).

L'écrivain Max Gallo qui a ajouté : *« Il fallait un projet qui préservat la totalité du palais de la Méditerranée et un palais des Congrès. Un des éléments essentiels, mondialement connu du patrimoine historique et architectural de Nice est une nouvelle fois bradé. Les députés conservateurs liés ensemble par une politique à courte vue, compromettent l'avenir de la ville et saccagent son patrimoine.*

FESSENHEIM

Ecologistes suisses en colère

LES associations « Ecologie et survie » et « Aujourd'hui l'écologie » ont protesté contre la décision des autorités d'empêcher durant l'après-midi de samedi l'entrée en France d'anti-nucléaires allemands et suisses venus manifester en Alsace.

« Ecologie et survie » estime que *« que les forces de l'ordre socialistes ont le même visage que les forces de l'ordre giscardiennes »*, et se demande *« si un masque n'est pas en train de tomber. »*

« Aujourd'hui l'écologie » juge pour sa part souhaitable que le gouvernement *« intervienne pour que l'espoir de plus de libertés né le 10 mai ne soit pas tué dans l'œuf. »*

Quelque six cents antinucléaires allemands et suisses avaient été bloqués samedi, durant près de sept heures, sur trois ponts reliant les rives alsaciennes et allemandes du Rhin par un dispositif de gardes mobiles appuyé par un hélicoptère. Ils avaient finalement été autorisés à entrer en France en fin de journée. Dimanche, les écologistes ont sillonné à vélo la campagne aux abords de la centrale nucléaire de Feissenheim (Haut-Rhin), avant de poursuivre leur mouvement en RFA.

Abonnez-vous à Combat socialiste



Le grand absent de Paris-Colmar, c'était Josy Simon. Cet athlète luxembourgeois, vainqueur du dernier Strasbourg-Paris, avait en effet déclaré forfait, ce qui ne retire rien au superbe exploit de Roger Pietquin.

La botte secrète de Pietquin

C'est à sa femme Danièle qu'il doit son éclatante victoire dans Paris-Colmar

LE vainqueur de Paris-Colmar, c'est un ouvrier verrier de Charleroi, et de... quarante-trois ans. Il s'appelle Roger Pietquin et n'a perdu que trois kilos en 513 kilomètres, ce qui n'est pas le moindre de ses exploits.

Un peu plus léger à l'arrivée qu'au départ, Pietquin était aussi un peu plus riche dimanche après-midi que jeudi : le montant de la récompense — 22 000 francs — est venu gonfler les poches de son short en satin et lui permettra, certainement, de remplacer par une bonne paire de charentaises neuves ses chaussures de sport usagées.

A quoi un observateur efficace voit-il que la marche est plus populaire que le tennis, par exemple ? Tout simplement au fait que Borg, pour quelques coups de raquette (heureux), a très exactement gagné dix fois plus que Pietquin. Il est vrai que ce dernier n'a pas trouvé de filet sur sa route. En revanche, il est prouvé que l'ascension du col du Bonhomme (950 mètres à la belle saison) constituait à quelque 40 kilomètres de l'arrivée un obstacle sérieux, capable de jouer le rôle de juge de paix et de briser les jambes, voire le moral, des concurrents.

Pietquin s'est imposé dès le départ, et à Colmar il comptait tout de même cinq heures d'avance sur Adrien Pheulpin, le deuxième de l'épreuve. Les enfants, petits petits, calculeront avec profit combien le locataire d'une HLM aurait pu remplir de baignoires d'eau tiédasse, sachant que le débit des robinets est de 48 litres par 37 minutes et l'inévitable fuite des joints réputés étanches, de 2 450 centimètres cubes...

Conscience de classe

Manquait à cette épreuve la vedette incontestée, le Borg des marcheurs, un Luxembourgeois à demi fanatique qui s'arrache, paraît-il, les ongles des pieds avant chaque épreuve : Josy Simon. Quant à Gouvenaux, qui tout au long des 300 premiers kilomètres avait joué les trouble-fête et les empêcheurs de marcher en rond, il a craqué au kilomètre 420.

Le secret de Roger Pietquin ? Il tient peut-être à un prénom, comme me l'affirmait, l'autre soir, l'envoyé spécial d'*Ici Dimanche*. C'est en effet au rythme des encouragements et des exhortations de sa femme Danièle que le vainqueur de l'édition 1981 de Paris-Colmar doit une bonne part de son moral de granit.

A noter, les déclarations de Pietquin, et ce, après les 65 heures 11 minutes et 3 secondes de sa promenade de santé : « *Je suis un ouvrier. C'est pourquoi j'ai choisi la marche athlétique. Il y existe une grande fraternité et je suis fier d'y participer.* » A preuve que la conscience de classe ne se dilue pas au fil des kilomètres et que l'on peut penser aussi vite que l'on marche. Rassurant, non ?

Jean WEBER

Un roi sans divertissement

Borg, sacré six fois champion à Roland-Garros, ne s'amuse plus guère au tennis

ROLAND GARROS 81

LE Suédois a donc accompli un véritable exploit en s'imposant sur la terre battue du stade parisien. Toutefois sa domination devient de plus en plus inquiétante. En effet, jusqu'à la finale, Borg n'a pas lâché un set et seulement quelques jeux par-ci, par-là. Seul Lendl le poussa dans ses derniers (?) retranchements.

Dans un tournoi d'une telle envergure, qui réunit les meilleurs joueurs mondiaux, cette suprématie est-elle normale ? Je ne le pense pas. De plus, Borg n'a jamais donné l'impression de joueur à cent pour cent de ses capacités. Peu de réussite en passing-shots, des montées au filet hasardeuses, quelques fautes lors des échanges en fond de court, nous n'avons pas vu le vrai Borg.

Toutefois, ce « monsieur soixante-quinze pour cent » n'a laissé aucune chance à ses adversaires. Quelque chose ne tourne plus très rond dans le monde du tennis.

Le courage froid

Il restera le joueur qui a pris deux sets au champion du monde. Ivan Lendl, meilleur junior mondial en 1978, est actuellement sixième au classement ATP... Une ascension qui risque de ne pas s'arrêter là. C'est sans doute le futur vainqueur de Roland-Garros.

Le Tchécoslovaque possède aujourd'hui le meilleur coup droit du tennis. Combien de fois n'a-t-il pas cloué Borg sur place ? Doté d'un service puissant et d'une profondeur de balle étonnante, Lendl joue sans fioritures mais de manière efficace. Il ne lui manque qu'une arme : la volée. Mais Borg a démontré que ce n'était pas nécessaire pour s'imposer...

A l'occasion de ce tournoi, Lendl nous a surtout révélé un formidable caractère de battant. Il a eu des balles de match en sa défaveur face à Gomez et à Clerc, et il est toujours revenu pour s'imposer dans le dernier set. Contre Borg, il n'a jamais baissé les bras. Sous les traits d'un garçon résigné, se cachait un bagarreur de tout premier ordre.

Chapeau à Clerc

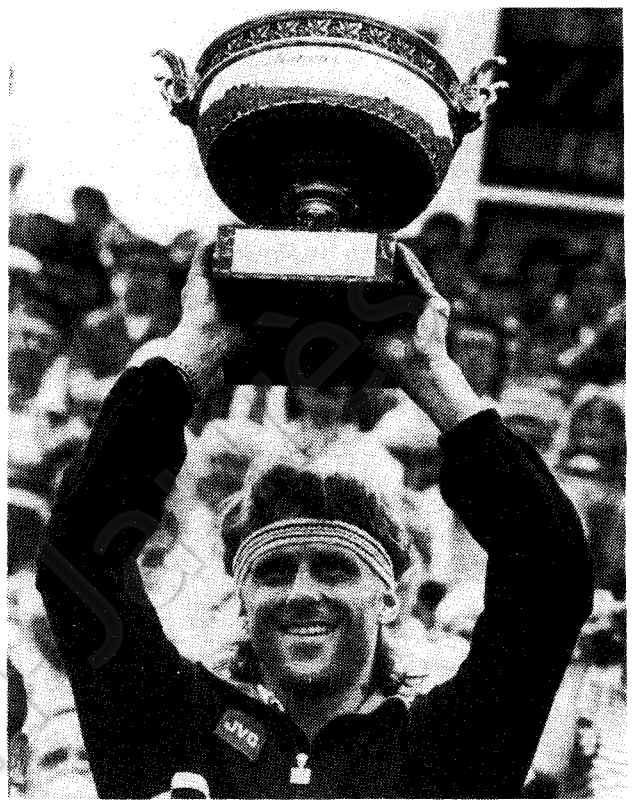
Le grand bonhomme des Internationaux de France 1981. S'il n'a pas gagné, José-Luis Clerc est sorti grandi de cette joute parisienne. Il a, en effet, livré des matches superbes. Il a de la classe, du brio, et en plus il est extrêmement fairplay. Lorsque Connors faisait souffler le vent de la tempête sur le court central, l'Argentin ne s'est jamais énervé, laissant l'Américain puiser dans ses dernières forces pour alimenter sa colère.

Mais, c'est à l'occasion de sa demi-finale contre Lendl que Clerc fut remarquable. Dans un match âpre, où tous les points étaient extrêmement disputés, il s'est permis de donner le point à son adversaire qui avait été victime d'une erreur d'arbitrage. Cela mérite un grand coup de chapeau, car peu de joueurs peuvent s'enorgueillir d'un tel comportement sur le court.

Virile Hanna

Hanna Mandlikova est la première Tchécoslovaque à s'imposer sur la terre battue de Roland-Garros. Et de quelle façon ! Si sa finale n'a été qu'une formalité, elle a eu le mérite de battre Chris Evert-Lloyd, réputée comme inabordable sur cette surface.

Entraînée par l'ancienne joueuse batave Betty Stove,



Mandlikova joue... comme un homme. Un service qui doit rendre envieux les Connors, Vilas et autre Solomon. Un jeu puissant et précis qui redore le blason du tennis féminin.

A l'inverse de son compatriote Lendl, Hanna aime s'amuser. Cette jeune fille de dix-neuf ans piaffe d'impatience à l'idée de jouer le double mixte à Wimbledon avec le Roumain Ilie Nastase. Les joueurs de l'Est ne sont pas tous tristes.

US usés

Une déroute. Que dire d'autre de la prestation des joueurs américains ? Gerulaitis, Teltscher, Solomon écrasés dès le premier tour. Mayer, Gottfried, Dibbs, tombés sans les honneurs. Restaient les deux locomotives : McEnroe et Connors. Ils sont allés un peu plus loin sans faire pour autant bonne figure.

Chez les femmes, les résultats n'ont guère été plus brillants. Evert-Lloyd, Jaeger, Navratilova, Jordan... aucune n'a atteint la finale. Comment expliquer une telle débandade ? Tous ces joueurs ont fait leurs classes sur le ciment outre-Atlantique. La terre battue ? Ils ne connaissent pas. Toutefois, ce qui est plus grave, aucun n'a donné l'impression de bien maîtriser son tennis. Gérulaitis et Solomon paraissent en bout de course, et McEnroe et Connors semblent en pleine traversée du désert.

Le gazon de Wimbledon leur donnera-t-il des ailes ? Rien n'est moins sûr.

Restent les trois satisfactions de ces Internationaux : Pecci, Noah et Tulasne. Cette année sera sans doute celle du retour au premier plan du Paraguayen.

Philippe BALLAND

Les athlètes qui montent

A Villeneuve-d'Ascq, les scolaires sur les traces de leurs aînés en grande forme

Les performances de qualité sur les stades commencent à fleurir. Les athlètes se préparent en vue de la Coupe d'Europe des nations, qui sera le « clou » de cette année postolympique. Déjà, Sebastian Coe et Mamede ont ouvert le bal en réussissant de bien beaux exploits.

SANS vouloir atteindre les sommets du Britannique ou du Portugais, les athlètes français ont réalisé quelques performances intéressantes ce week-end, performances sur lesquelles il convient de revenir.

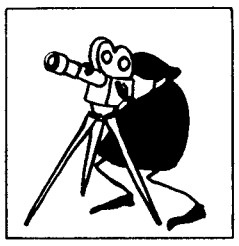
En premier lieu, ...et comme d'habitude ! les perchistes se sont mis en évidence. Philippe Houvion a réussi lundi au Tremblay la deuxieme performance mondiale de la saison avec un bond de 5,70 m. Seul le Soviétique Volkov a fait mieux (5,71 m). Le Puciste est en grande forme, mais il n'est pas seul. Dans la même compétition, le Rennais Alain Donias a porté son record personnel à 5,50 m. Enfin, « l'ancien » Tracanelli a assuré 5,40 m. Loin de la banlieue parisienne, à Belgrade plus précisément, Jean-Michel Bellot a, quant à lui, réussi 5,50 m en Coupe d'Europe des clubs. Cette saison, la perche sera encore et toujours le point fort de l'athlétisme français.

Mais d'autres athlètes se préparent à réaliser une bonne année. Ramon Diaz est de ceux-là. Il a franchi 2,22 m lors des championnats de France scolaires, disputés à Villeneuve-d'Ascq, confirmant ainsi son titre de champion de France en salle acquis cet hiver. A n'en pas douter, Diaz a les moyens d'effacer, et très bientôt, le nom de Poaniewa des tablettes du record de France.

Avec lui, d'autres espoirs ont confirmé leurs bonnes dispositions durant ce rendez-vous du sport scolaire, où neuf records ont été améliorés. La cadette Danièle Draux s'est particulièrement distinguée en établissant un nouveau record de France du 100 m haies (14"13) et en réussissant 5,97 m en longueur. Barbara Gourdet, (54"82 sur 400 m), et Jean-Jacques Boussemart (10"46 au 100 m) ont également brillé sur la piste du Stadium Nord.

Stabilité des valeurs sûres, confirmation des valeurs montantes, telles sont les dernières cotes à la bourse de l'athlétisme.

Félix CHIOCCA



Dessins animés: on ne tourne plus en France... Pourquoi?

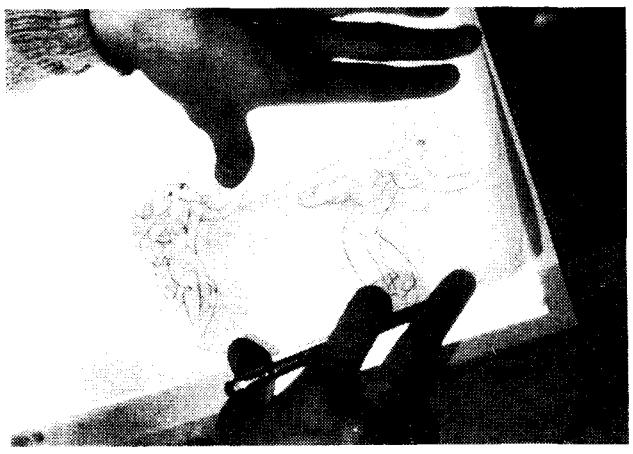
DEPUIS trois ans, quasiment tous les programmes d'animation télévisés sont fabriqués au Japon et achetés à bas prix (de 3 000 à 8 000 francs la minute) par TF1 et A2. C'est le cas, notamment, de *Goldorak, Candy Candy, Capitaine Flamme, Albator* et bien d'autres. Cela constitue une excellente opération financière pour la télévision française puisqu'elle en profite pour encaisser 50 % de droits dérivés sur les produits de merchandising (bandes dessinées, tee-shirts publicitaires, etc.), qui représentent un budget considérable. Ces bénéfices ne sont même pas réinvestis dans les services « jeunesse », qui pourraient ainsi racheter ou produire des films de meilleure qualité, mais fondus dans la masse globale des budgets respectifs de chaque chaîne.

Sur FR3, grâce à Hélène Fatou, la politique est heureusement un peu différente. Elle comporte une plus large décentralisation (studios à Lille et à Limoges) et des séries de meilleure qualité: une des prochaines à paraître, *Ulysse 31*, est une coproduction américaine et franco-luxembourgeoise fabriquée à Taiwan mais créée en France; les créateurs sont donc français et supervisent les techniciens étrangers et les capitaux internationaux.

Michel Boschet, cinquante-trois ans, président de l'Association française du cinéma d'animation et chef de production des Films Martin et Boschet, refuse pour sa part catégoriquement de travailler pour la télévision, en raison des budgets dérisoires qu'elle propose: « *En animation, on ne peut pas abaisser le coût d'une minute en dessous d'un certain palier*, affirme-t-il; *sinon, ce n'est plus de l'animation.* »

Il sait de quoi il parle puisqu'il dirige depuis vingt-deux ans une équipe de professionnels; c'est lui qui, avec André Martin (actuellement à l'INA), a mis sur pied le Festival d'animation en France: à Cannes, d'abord; puis à Annecy. « *Le dessin animé ne s'en sortira que s'il garde des structures solides de professionnels. Le syndicat CGT des animateurs avait proposé, il y a quelques années, de subventionner uniquement les équipes en place depuis sept ans. Une excellente idée!* »

Mais ces équipes, tous comptes faits, il y en a peu: AAA, avec Rouxel *(les Shadoks)* ou Marcelle Ponti, directrice de production, soutient des œuvres de réalisateurs individuels, en fournissant des films de commande. Les studios Idéfix sont morts. Paul Dopft et Gabriel Cotto avaient pourtant accompli un remarquable effort en présentant, dans les cinémas des grandes villes de France, deux programmes



Les mains de l'animateur Alberto Ruiz, *(le Roi et l'Oiseau).*

complets de courts métrages: *le Nouveau Cartoon à Hollywood* et *Mondo Cartoons*, mais le bilan financier a été catastrophique et ils sont toujours en train de rembourser leurs dettes; mais il reste toujours Laloux, Champeaux, Kamler, et les studios Belokapi.

Michel Boschet constate de son côté: « *Mon équipe coûte 120 000 francs de frais par mois; je fais des films pour tous publics, des films de formation et d'information avec des budgets normaux, suffisants pour réaliser des œuvres honnêtes.* » Il travaille pour des laboratoires pharmaceutiques, pour l'EDF, la SNCF, les Charbonnages de France, et il produit aussi accessoirement quelques petits films acides comme *le Petit Chaperon bleu, blanc, rouge*, où l'on voit le grand méchant loup télévision déguisé en mère-grand pour mieux croquer le Petit Chaperon rouge cinéma qui lui apportait des galettes de pellicule dans son panier, *Siné-Massacre*, réalisé avec le dessinateur Siné et qui traite de la TVA sur le cinéma, *La petite fille sera en retard à l'école demain*, film de commande, interdit aux moins de dix-huit ans et qui a obtenu un césar.

Actuellement, chez M. et B., André Fouin réalise, pour les mutuelles agricoles, un film de prévention. « *Le grand cinéma des années 50 est presque mort*, dit-il, *tué par la bande magnétique où l'intelligence va tenir une grande part. Il n'y a plus de cinéma, plus de fumier pour faire pousser la petite fleur du court métrage français, et celui-ci doit se tourner vers autre chose. Il faut prendre le temps de réfléchir. Il faut faire des films utiles.* »

Le Centre national du cinéma (CNC), quant à lui, distribue à un petit nombre d'élus des subventions sous la forme d'avances sur scénario, allant de 20 000 à 60 000 francs par court métrage; ensuite, lorsque le film est réalisé et labellisé (visa de contrôle), il peut recevoir un prix à la qualité. En 1980, quatre œuvres d'animation ont obtenu une avance, soit une somme globale de 280 000 francs, et huit courts métrages ont obtenu un prix; montant global: 360 000 francs. La caisse du CNC est alimentée par un prélèvement de 1 % sur les entrées de spectateurs dans les salles de cinéma. Le prix de vente d'un court métrage à un distributeur reste dérisoire: de 5 000 à 25 000 francs pour sept ans.

Paul Grimault, le réalisateur bien connu du *Roi et l'Oiseau* déclare: « *Ces subventions du CNC ouvrent la porte à un trop petit nombre d'élus, laissant les autres dehors. Or, il y a une énorme quantité d'artistes professionnels qui attendent dans les coulisses. Les subventions, qui peuvent paraître généreuses pour certains, représentent en fait une politique pour infirmes qui ne résout absolument pas les problèmes. Les véritables responsables sont les services commerciaux. Moi-même, actuellement, si on me donnait réellement la possibilité de réaliser des courts métrages, j'en ferai.* »

Les salles de cinéma ne sont même pas tenues d'afficher le titre et l'auteur du court métrage passé en première partie du programme. En revanche, elles sont tenues par la loi de les projeter à chaque fois, mais elles le font rarement.

Jean-Clément Bismuth, trente-cinq ans, homme d'affaires passionné d'animation, à la tête d'une entreprise de soixante personnes, Dynamisme Presse Editions ajoute: « *Le dessin animé pourrait devenir une source d'emploi s'il y avait moins de charges sociales, plus d'avances sur recettes, la garantie d'une chaîne télé pour participer à la production. On pourrait enfin exporter des produits français au lieu d'être submergés par les fabrications japonaises et américaines.* »

Lui-même a un projet d'une longue série française de science-fiction, qui pourrait faire travailler de trois cents à quatre cents jeunes à la sortie d'écoles de dessin. « *Si à la télévision les budgets étaient plus élevés; si les responsables des budgets « jeunesse » à A2 et TF1 étaient réellement intéressés par la jeunesse et par le côté artistique du choix à faire; si les gens en France n'avaient pas aussi peur de prendre des risques; si l'Etat pouvait créer des structures de financement comme à l'étranger (l'Office national du film canadien, le gouvernement tchèque, les grands studios américains en Angleterre, où il y a la possibilité de créer facilement des studios). En France, la libre entreprise est de plus en plus difficile; les gens qui ont envie de prendre de l'initiative ne sont pas aidés; il faut que les mentalités changent.* »

Dans quelques jours, du 9 au 14 juin, à Annecy, se dérouleront les Journées internationales du cinéma d'animation. Ce festival « entrouvrira » ses portes à un public de spécialistes et de connaisseurs prévenus et préparés à l'avance, une centaine de films ont été sélectionnés, certains seront primés. Mais quand donc ces films pourront-ils être vus par le public? Une question importante. Le cinéma d'animation français ne doit pas rester un cinéma sans public.

Laure DELESALLE



***La ballade des Dalton*, un film de Goscinny et Morris.**



Europe 1 bat la campagne

Jusqu'au 12 juin, Europe N° 1 poursuit son opération « En direct des régions ». Olivier de Rincquesen (au centre sur notre photo) présente chaque région concernée dans les journaux de 8 heures et 13 heures. A 19 h 15, un débat oppose deux dirigeants régionaux durant une heure. L'animation est assurée par Olivier de Rincquesen, Catherine Nay et Gérard Carreyrou. Mercredi, l'équipe radiophonique doit se trouver à Bordeaux, où le maire Jacques Chaban-Delmas affrontera le député socialiste André Labarrère.

EN COULISSES

Une nouvelle directrice au Centre chorégraphique d'Angers

La chorégraphe américaine d'origine allemande Viola Farber vient d'être nommée directrice du Centre national de danse contemporaine d'Angers, par le conseil d'administration de cet établissement, financé à parité par l'Etat et la ville. Elle succédera donc le 1er septembre, avec un contrat de trois ans renouvelable, au chorégraphe américain Alwin Nikolais, fondateur du centre en 1978, qui n'avait pas sollicité la reconduction de son mandat, pour des raisons de convenances personnelles.

En vue du recrutement d'une nouvelle équipe de stagiaires danseurs-chorégraphes (20 à 30) et d'une nouvelle compagnie d'une dizaine de danseurs, Viola Farber devrait procéder à des auditions le 30 juin à Angers (ouvertes aux anciens membres du centre et aux danseurs de la région) et les 1er, 2 et 3 juillet à Paris. Elle envisage un premier spectacle le 18 décembre.

Le Conseil d'administration de la Fédération française des Maisons des jeunes et de la culture demande dans une lettre ouverte au président de la République et au gouvernement « *l'ouverture d'une large concertation* » destinée à « *définir des moyens* » permettant à ses représentants « *d'assumer pleinement leurs responsabilités spécifiques* ».

Le conseil d'administration souhaiterait l'ouverture de discussions sur la formation des professionnels et le statut de l'élu social permettant un développement de la vie associative locale, régionale et nationale. L'abrogation de la fiscalité sur l'éducation et la culture, ainsi qu'une révision du mode de financement des maisons des jeunes et de la culture et associations affiliées sont les autres thèmes qu'il voudrait voir abordés.

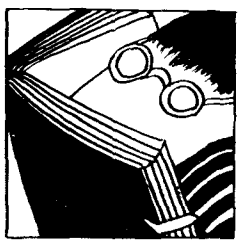
Ecran sphérique pour le « Panrama »

Une nouvelle salle parisienne, l'Espace-Gaîté, lance le procédé de projection « Panrama » mis au point par Philippe Jaulmes; ce système veut lutter contre « *l'essor des salles et des écrans de plus en plus petits* ». Il entend restituer l'image d'un objet avec le même écart angulaire que dans la perception directe, c'est-à-dire en respectant les impressions d'échelle de distance et de perspective.

Le « Panrama » utilise au moment de la prise de vues un objectif de type « *Fish-Eye* », qui couvre à peu près comme l'œil humain un champ de 160 à 220 degrés et produit une métamorphose sphérique. A la projection, l'image est restituée sans distorsion sur un écran hémisphérique.

L'Espace-Gaîté est une salle en amphithéâtre de 250 places, avec un écran de 350 mètres carrés. Le spectateur s'assied dans un siège qui se rapproche davantage de la chaise longue que du fauteuil traditionnel et regarde vers le plafond où est tendu l'écran. Pour inaugurer ce procédé, l'Espace-Gaîté propose un programme de quarante-cinq minutes composé d'un film de trente minutes, *Labyrinthe*, une sorte de « documentaire scénarisé » sur Paris, suivi de quelques séquences de fonds sous-marins, notamment.

Le prix de l'insolence



«Les Ecrivains sur la sellette», de Jean-Louis Ezine

ILS sont près de quarante, les uns avec des mines, les autres bourrus ou béats, à avoir pris place sur la « sellette » (au double sens du mot : siège où s'assoit l'accusé qu'on interroge, mais aussi escabeau destiné aux bustes ou autres marbres).

Sans paraître y toucher, Jean-Louis Ezine glisse ici une peau de banane, dissimule là un pétard, toujours sémillant, plein de clins d'œil et, non sans raison, ma foi, fier de sa pêche : il en ramène de belles dont on parlera longtemps dans les salons...

Entre Nathalie Sarraute, Simenon, Aragon, Vercors, Marcel Arland, Michel Tournier, Sollers, Maurice Clavel et Roger Caillois, pour ne citer que le quart des auteurs épinglés, à qui le pompon du savoir-faire, de la franchise, du mentir-vrai, de l'imposture, du narcissisme ?

Quand, à propos du Goncourt, Ajar parle de « cirque » et, en ce qui concerne Céline, dit qu'il aurait été, au même âge qu'eux, avec les juifs qui l'ont moralement « flingué » ; quand Françoise Sagan, accusant les critiques de manquer d'intelligence, se vante d'avoir écrit en quinze jours *la Garde du cœur,* et *Aimez-vous Brahms ?* en deux mois (Stendhal, à en croire Durrell, serait venu à bout de *la Chartreuse de Parme* en six semaines) ; quand, interogé sur ses responsabilités au Congrès mondial des écrivains antifascistes, Louis Guilloux regrette l'époque de 1936, « *temps de l'œcuménisme* », aujourd'hui remplacé par « *le régime des partis* » ; quand Alain Bosquet, affirmant sans ciller avoir échappé au pire : « *les gros tirages* », se flatte d'avoir tourné le dos à tout engagement et refuse (après onze romans) l'étiquette de romancier pour se « contenter » de celle de poète (neuf recueils, y compris les deux derniers, parus de pair : *Poèmes, deux et Sonnets pour une fin de siècle,* chez Gallimard), comment ignorer à qui va le blâme, à qui l'éloge, et que le prix d'insolence revient de doit à Jean-Louis Ezine ?

Le mot de la fin, sans doute le plus beau, appartient à celui que Breton appelait « *notre boussole mentale* », Roger Caillois, lequel, quelques mois avant de mourir, assurait : « *Je cours à ma perte.* » Pour lui, l'art, devenu cérébral, décline : « *Il est à bout, il est tabou.* »

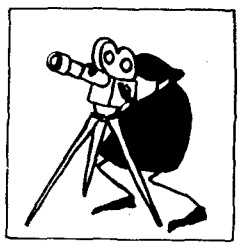
Maurice CHAVARDÈS

• *Jean-Louis Ezine :* les Ecrivains sur la sellette. *Le Seuil, 298 pages.*



Jean-Louis Ezine.

Les photographes pris au piège



QUAND un photographe de presse passe derrière la caméra pour filmer d'autres photographes de presse, dans leurs activités quotidiennes, leurs traques, leurs planques, leurs courses de tous les jours, cela donne un résultat assez étonnant... et comique.

Raymond Depardon, déjà auteur de *Numéro zéro,* un film sur la naissance du *Matin de Paris,* également réalisateur d'un film sur la campagne électorale de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, bloqué jusqu'à présent, s'est affirmé comme un maître en l'art du voyeurisme intelligent. Sa caméra se contente de regarder, de suivre, le plus sagement du monde, dirait-on. Discrète, elle semble, invisible, s'être faufilée dans l'intimité d'un monde qui ne la remarque pas plus qu'un meuble quelconque. Et pourtant, pourtant... Impitoyable, froide, elle cerne, observe, décape, décèle d'un coup d'objectif tous les travers de l'individu.



Patrick Siccoli, photographe de l'agence Gamma, « planque » dans sa voiture, muni d'un émetteur-récepteur.

Depardon a suivi les reporters de l'agence Gamma dans leurs périples de tous les jours. Sur les traces de ceux qui suivent, dans les brisées de ceux qui « filent », observant observateurs et observés, traqueurs et traqués, et leurs trucs. Le résultat est presque hallucinant. On assiste aux nombreuses poignées de main généreusement prodiguées par Jacques Chirac, petite phrase de circonstance à l'appui, à des commerçants de Paris, ses administrés, qui appellent même leurs employés de l'arrière-boutique, pour qu'ils « viennent voir qui est là »...

Jacques Chirac — toujours lui — se livre, à l'occasion d'une inauguration, à un numéro à rendre jaloux Chaplin ou les Marx Brothers. La même séquence, placée dans un film de fiction, aurait autant fait rire tout en suggérant : « *C'est bien du cinéma !* »

Eh oui ! C'est effectivement du cinéma, mais du document tout simplement. La longue course du reporter derrière l'acteur américain Richard Cere, qui refuse de se faire photographier, puis accepte en désespoir de cause, pour continuer ensuite, et encore à se faire filer, ne manque pas non plus de sel : « *Tu comprends,* confie le photographe, *on n'allait pas le prendre comme ça, avec ses lunettes, dans une rue quelconque. Il nous le faudrait au Trocadéro, par exemple...* »

Le film de Depardon est une petite merveille d'intelligence... Mais Dieu, on n'aimerait pas se trouver, sous le regard, et devant la caméra de cet homme-là !

Colette MILON

Profession «vidéaste»

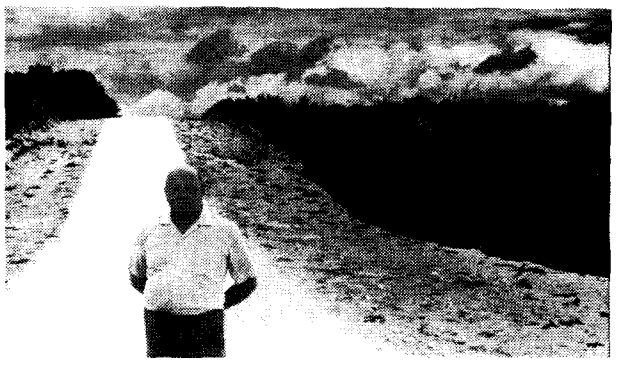
Journée vidéo à la FNAC du Forum des Halles, mardi 9 juin, à l'occasion du IVe Festival international de Tokyo. Le débat, « Aperçu et perspectives de la création vidéo », sera précédé d'une projection internationale. Parmi les œuvres présentées, *INRI Point,* du Français Patrick Morelli.

UNE suite de tableaux en noir et blanc, d'une belle qualité. Des paysages sauvages, des ciels nuageux qui rappellent la peinture flamande ou des intérieurs de café aux flippers luisants. Et puis une route, toujours. Des êtres qui s'y croisent, s'invectivent. Passe un petit homme chauve qui montre une carte d'identité au nom de M. Dieu et veut jouer le rôle du destin. Le destin, le bonheur, deux grands thèmes, traités avec humour et poésie dans ce poème visuel de vingt-cinq minutes.

« *L'image électronique constitue une approche autre du réel,* observe Patrick Morelli, jovial moustachu d'une trentaine d'années. *Le jeu vidéo n'est pas figé. Il faut partir de l'être du comédien et travailler — comme dans la commedia dell'arte — sur une improvisation recherchée ensemble.* »

Patrick Morelli utilise la « paluche », cette fameuse caméra ultra-légère et extrêmement mobile :

Le résultat est étonnant : les acteurs (tous amateurs) trouvent un style de jeu neuf, captés par la caméra dans leurs hésitations, — leur naturel — bref, ce qu'on écarterait soigneusement au cinéma. En vidéo, on travaille au plus près du réel, sans obsession de l'économie. « *En utilisant du matériel semi-professionnel, et avec la même équipe, j'ai tourné d'un coup trois récits d'une vingtaine de minutes. Le tout m'est revenu à environ 300 000 francs.* » Un investissement minime, mais pour lequel il faut trouver un « sponsor ». Patrick Morelli cherche actuellement des coproductions auprès des chaînes de télévision étrangères. Il ne désespère pas, un jour, d'en trouver en France : « *A Antenne 2, on m'a dit :* « Ça ne rentre pas dans nos créneaux... »



Une œuvre de création, originale et poétique, voilà qui dérouterait, en effet, parmi les westerns rediffusés et les « Grand Echiquier » habituels.

Philippe BERNALIN

A L'ECRAN

• ***Show-bus,*** *de Jerry Schatzberg.* Si vous aimez la country music, n'hésitez pas ; si vous aimez, par contre, le bon cinéma et si un rien d'extraordinaire ne vous déplaît pas, surtout n'y allez pas. Ce film n'est qu'une suite de concerts reliés par un fil plus incertains que conducteur à une histoire sentimentalo-moralisante, où il est démontré que l'esprit de famille reste le plus fort...

• ***San Mao, le petit vagabond,*** *de Zhao Ming et Yan Gong.* Le film chinois de 1949 conte les aventures tragico-burlesques d'un cousin du « *kid* » et du « *voleur de Bagdad* ». C'est manichéen en diable, mais plein d'humour. Un charmant moment de cinéma

• ***Le Policeman,*** *de Daniel Petrie.* Avec Paul Newman. Le Bronx, ses immigrés, ses hors-la-loi, la drogue, la mort, la peur. Au milieu, un îlot : son commissariat de police, baptisé pour des raisons évidentes Fort-Apache. Paul Newman (toujours aussi séduisant) est « le policeman », efficace, intègre. Parfait. Le film l'est beaucoup moins.

• ***Les Fruits de la passion,*** *deShuji Terayama.* D'après Pauline Réage, mais ni érotique, ni porno ; ni poétique, ni beau. Seulement lourd, insipide, d'un ennui gluant. Surtout ne pas confondre — ce que le titre français aurait largement tendance à suggérer — avec *l'Empire de la passion,* signé aussi par un cinéaste japonais, mais, lui, talentueux : Nagisa Oshima...

C. M.

Un ménage à l'étroit



«La Confusion des sentiments», d'Etienne Périer, d'après Stefan Zweig

ADAPTER un roman de Stefan Zweig au cinéma relève de la gageure. Sous la banalité d'une histoire en apparence très simple se dessinent des caractères fragiles, inquiets, complexes, tourmentés. Un climat d'anxiété, d'angoisse.

Roland, jeune étudiant allemand (Pierre Malet) tombe sous la fascination de son professeur de philologie anglaise (Michel Piccoli). Un homme étrange qui l'accueille, l'observe, vit à côté d'une femme — qui l'aime et qu'il néglige. Histoire d'amour à trois personnages dépassant le contexte habituel du mari, de la femme et de l'amant, *La confusion des sentiments* est un drame de la solitude de l'homosexualité.

Etienne Périer et Dominique Fabre, auteurs de l'adaptation, ont retenu, du roman de Zweig, l'émotion pudique des sentiments et la délicatesse psychologique. Un travail tout en finesse et en intelligence, merveilleusement mis en images, superbement interprété par Michel Piccoli en particulier, homme blessé, déchiré, désemparé, tour à tour perdu ou impitoyable de rigueur, de cruauté.

Une œuvre douloureuse, émouvante, superbe. La télévision nous offre rarement d'aussi beaux moments.

Colette MILON

• La Confusion des sentiments, *d'Etienne Périer d'après Stefan Zweig. Mercredi 10 juin, FR3, 21 heures.*

Mardi 9 juin

19 h 35 — TF1 Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.

20 h 55 — Les mardis de l'information. Jonathan, l'enfant d'Atlanta.
Emission de Jean-Marie Cavada, Jacques-Olivier Chattard et Michel Thoulouze. Reportage de Jacqueline Dubois et Jean Ruelle.
Jonathan, douze ans, habite la ville natale de Martin Luther King, la capitale du sud des Etats-Unis, Atlanta. Mais pour le monde entier, depuis un an, Atlanta est synonyme de meurtre : une trentaine d'enfants noirs y ont été assassinés. En axant leur reportage sur le frère d'un de ceux-ci, Jacqueline Dublois et Jean Ruelle ont ausculté Atlanta, découvert sa misère et son racisme

21 h 55 — Clés pour demain.
Emission de Robert Clarke et Nicolas Skrotzky. Réalisation de Marceau Ginesty.
Les comètes. L'instinct maternel chez les brebis. La pollution par les nitrates.

20 h 40 — Les dossiers de l'écran. Féria à Nîmes.
Emission d'Armand Jammot. Réalisation d'André Veyret.
Pour le sujet de ce soir, la corrida, un film a été spécialement tourné lors de la Feria de Nîmes. Applaudissons la performance ou un jeune homme rebaptisé Nimeno II a su imposer sa maestria tauromachique jusqu'auprès du public espagnol ou mexicain.
Le film sera en fait un résumé des deux corridas du vendredi 5 et du samedi 6 juin, et Nimeno II fera partie des invités d'Alain Jérôme. L'autre — prestigieux — invité, El Cordobès, tentera de communiquer sa passion au public des « Dossiers de l'écran ». Autour d'Alain Jérôme, en direct de Nîmes, un autre torero, Antonio Ordonez et Victorino Martin, éleveru de taureaux, Simon Casas, directeur des arênes de Nîmes, et Jean Perrin, critique tauromachique au Monde... *Et puis, pour que les aficionados prennent quelques banderilles, un représentant de la SPA, Me Michel Pialoux. La littérature sera présente aussi avec Catherine Clément co-auteur de* Toréro d'or.



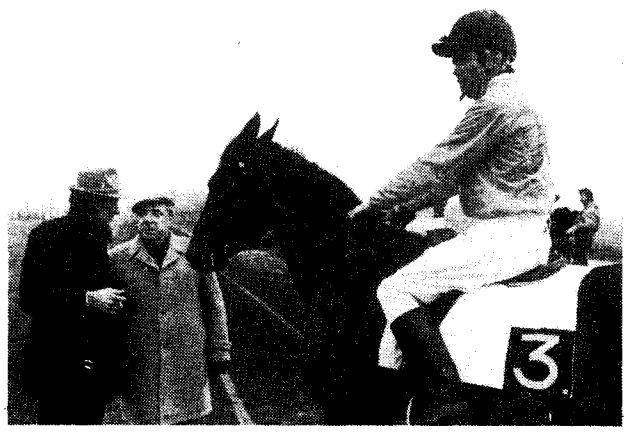
Richard Basehart et Don Taylor

20 h 30 — La chevauchée des outlaws.
Film de Michael Carreras (1962). Avec Richard Basehart, Don Taylor et Alex Nicol.
Mike, ex-soldat de la guerre de Sécession, se demande s'il doit reprendre les armes. Et le téléspectateur se demande si une chaîne qui diffuse de vieux westerns ne s'éloigne pas de sa mission de création...

Mercredi 10 juin

19 h 35 — TF1 Actualités.

20 h 10 — Campagne électorale.



Jacques Morel (de face) écoute les conseils d'André Théron pendant le tournage de la série *Julien Fontanes, magistrat.* (Photo Interpress)

20 h 55 — Julien Fontanes, magistrat. La dernière haie.
Scénario et dialogues de Jean Cosmos. Réalisation : François Dupont-Midy. Avec Jacques Morel.
Enquête sur un meurtre dans les milieux hippiques.

22 h 25 — La rage de lire.
Emission de Georges Suffert. Réalisation : Pierre Desfons.

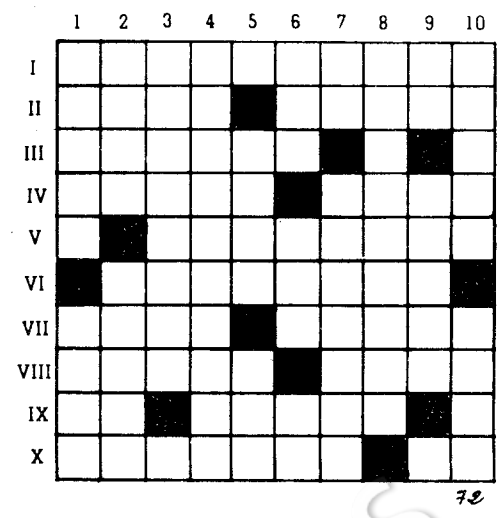
22 h 20 — Grand Stade. Le sport à New York.
Emission de Robert Chapatte et Jean-René Vivet.

22 h 45 — Airbus objectif 1000.
Emission d'Elie Davidson. Réalisation : André Teisseire.

20 h 30 — En ballon au-dessus du Kilimandjaro.
Emission de Jean-Paul Blondeau. Texte de Serge Lentz.
Alan et Joan Root ont réalisé de nombreux films sur la faune d'Afrique. Vivant au bord du lac Naivasha (Kenya), ils utilisaient l'avion pour surprendre les animaux sauvages dans leur intimité, jusqu'au jour où ils eurent l'idée d'utiliser un ballon. Plus stable, plus lent, plus proche du sol, le ballon à air chaud se révèle cependant moins maniable qu'un avion... Mais les neiges du Kilimandjaro sont au bout du voyage, à huit mille mètres d'altitude. De belles images en perspectives...

21 h 20 — La confusion des sentiments.
Téléfilm d'Etienne Périer, d'après le roman de Stefan Zweig. Adaptation et dialogue de Dominique Fabre et Etienne Périer. Avec Michel Piccoli, Pierre Malet, Gila von Weitershausen.
Etrange et belle histoire que cette idylle entre un jeune homme revenu des plaisirs de la vie d'étudiant à Berlin et un homme d'âge mûr apparemment revenu de tout. Maître et disciple : le thème est décidément dans l'air, après les Années lumière *de Tanner... Mais tout ne va pas pour le mieux : cherchez la femme... Cette coproduction franco-allemande s'est accordé une musique de choix : la* Neuvième Symphonie *de Malher, dirigée par Bernstein.*

Mots croisés par Lionel



PROBLÈME N° 72

HORIZONTALEMENT. — I. Met tout le monde à plat. - II. Obéit au doigt et à l'œil. Gouets. - III. Connaît très vite les usages de la langue maternelle. - IV. Chute d'organes. Il arrive qu'on dise oui à sa place. - V. Son excellence est accréditée. - VI. Général, il a pris un sérieux coup au soir du 10 mai (trois mots). - VII. Voitures à chevaux. Il a beau bouffer, il reste léger. - VIII. On le donne en vendant la mèche. Ministre d'Israël. - IX. Paresseux. Viennent quand on tire une carotte. - X. Met tout le monde d'accord. Note.

VERTICALEMENT. — 1. Echange des billets entiers contre des dixièmes. Sa tête est mise à prix. - 2. Son quinze déplace du monde. On ne tient pas spécialement à y verser quand on a une bonne caisse. - 3. Aspire maladivement à créer un foyer. - 4. Le Nôtre était peut-être des leurs. - 5. Ouverture. Recru. - 6. Ile britannique. Terme de jeu. Drame. - 7. Franc pour Zola. Tissu végétal. - 8. Corps de cellules. - 9. Fait partie de l'étiquette, à Bonn. Maître de musique du Bourgeois gentilhomme. - 10. Progrès. Vagabonde.

SOLUTION DU N° 71

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	A	M	P	I	O	N	S	■	A
II	O	P	E	N	F	I	E	L	D	S
III	O	P	T	E	■	S	■	A	U	E
IV	P	A	R	U	T	I	O	N	■	P
V	I	R	E	■	I	F	■	G	A	T
VI	N	E	U	V	E	■	N	■	A	I
VII	G	I	R	O	N	D	I	N	E	S
VIII	■	L	S	D	■	A	Z	O	T	E
IX	P	L	■	K	A	R	A	T	E	■
X	H	E	M	A	T	E	M	E	S	E

Combat SOCIALISTE

Claude Germon, directeur de la publication.

Claude Gault, rédacteur en chef ; **Ghislaine Toutain, Edouard Bailby, Michel Friedman, Guy de Faramond, Jean Weber,** chefs de service ; **Jean-François Huchet**, secrétaire général ; **Jean-Jacques Salmon**, secrétariat de rédaction.

Jean-Claude Karsenty, administrateur ; **Patrick Ducheyron**, ventes.
Rédaction : 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Paris : René Lenormand, 7 *bis*, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris. Tél. 551.97.53.
Publicité Province : OFRES, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. Tél. 285.72.57.
Impression : PIO, 1, boulevard Ney, 75019 Paris.
Commission paritaire : n° 52224.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE

Pour mes idées, pour que la presse socialiste vive

JE M'ABONNE A *COMBAT SOCIALISTE*

☐ Abonnement de soutien : 1 000 F
☐ Un an : 550 F
☐ 6 mois : 300 F
☐ Par trimestre : payez 150 F tout de suite
☐ Prélèvement automatique (un formulaire vous sera expédié par retour). Pour un an : 150 F par trimestre.

ABONNEMENT COUPLÉ :
***« COMBAT SOCIALISTE »*, 5 jours**
***« L'UNITÉ »*, hebdomadaire, le 6e jour**

☐ Un an : 650 F
☐ 6 mois : 360 F

RÉDIGEZ VOTRE CHÈQUE
à l'ordre de « Trésorerie PS - Compte presse »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....

SELECTION RADIO

Mardi 9 juin

FRANCE-CULTURE

17 h 32 — Centième anniversaire de l'orchestre Lamoureux.
Emission d'Alain Pâris.
Œuvres de Schmitt, Roussel, Debussy, sous les directions de Camille Chevillard, Albert Wolff, Jean Martinon.

20 h 00 — Dialogues. Lire, marcher et voir.
En coproduction avec Radio Nacional de Espana. Avec José Luis Aranguren, sociologue, et Michel de Certeau, historien.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 — Concert de l'Orchestre national de France.
Sous la direction de Gabriele Ferro. Avec Dorothy Dorow, soprano ; John Shirley-Quirk, baryton.
Œuvre d'Alexander von Zemlinsky (*Symphonie lyrique*) et de Serge Prokofiev (*Chout*).

22 h 30 — Les chant de la terre.
Magazine des musiques traditionnelles, par Aris Fakinos.

Mercredi 10 juin

FRANCE-CULTURE

22 h 30 — Nuits magnétiques. A la recherche de Dostoïevski.
Emission de Jean-Marie Benoist.
Stavroguine. Avec Gabriel Matzneff. Texte lu par Laurent Terzieff.

FRANCE-MUSIQUE

18 h 02 — Le club du jazz. Les irréfutables altistes.
Emission d'Alain Gerber.

23 h 00 — Ouvert la nuit. Les mémoires de la musique.
Emission d'Alain Lacombe.
Œuvres de Rousseau, Gluck, Gossec, Auber, Beethoven, Fauré.

Transat en double à la voile

Tabarly out!

A peine partie de Newport, la transat en double à la voile, la Twostar, connaît des rebondissements inattendus, l'abandon probable d'Eric Tabarly n'étant pas le moindre.

Grâce au système de repérage Argos, on apprenait mardi dans la matinée que le *Paul Ricard* d'Eric et Patrick Tabarly avait fait demi-tour et faisait route vers la France. Seule une avarie grave a pu justifier cette décision, mais depuis le départ de samedi le trimaran n'a pas marché comme il aurait dû. En effet, sa soixante-quatrième place, au moment du demi-tour, n'a pas manqué d'intriguer les observateurs.

Paul Ricard, qui regagne les côtes de France à une vitesse réduite, d'environ 7 nœuds (un peu plus de 12 kilomètres/heure), a vraisemblablement été victime d'ennuis de voilure ou de mât. Seule une liaison radio avec le trimaran permettra de savoir l'origine exacte de l'avarie.

La veille, ce sont les Néo-Zélandais Phil Stegall et l'Anglais Thomas Wiggins qui avaient été victimes du retournement de leur trimaran, et repêchés sains et saufs par un pétrolier grec.

Le Français Olivier de Kersauson, à la barre de son grand trimaran, occupait, si l'on se réfère uniquement à la distance le séparant de Newport (Rhode Island), la tête de la transat en double, lundi. Il ne devançait que de quelques milles ses poursuivants, l'Anglais Knox-Johntson, un autre Français, Jean-Yves Terlain, l'Anglais Chay Blyth, et le Canadien Mike Birch.

Mais Olivier de Kersauson, au cours d'une liaison radio, a indiqué qu'il était contraint de *« lever le pied »*. En effet, il connaît quelques problèmes avec son mât d'artimon, la carène babord ayant été arrachée à 30 centimètres au-dessus de la flottaison. Etant dans l'impossibilité d'effectuer la soudure, il va devoir rééquilibrer son multicoque.

Une première dépression a engendré 35 nœuds de vent d'ouest, dans la nuit de dimanche à lundi. Une légère accalmie, sur l'océan, ne va pas durer, puisque une seconde dépression est déjà annoncée. Autant dire que les cent concurrents, déjà éprouvés, ne vont guère avoir le loisir de se relâcher.

Jean-Jacques SALMON

Le PDG d'une entreprise toulousaine disparaît avec la caisse

Le PDG d'une entreprise de vente d'électro-ménager de Toulouse, M. Jean-Jacques Astoux, quarante-huit ans, a disparu depuis le 1er juin dernier, laissant un passif de plus de 2 millions de francs.

Leader Center, l'entreprise qu'il dirigeait, avait été créée environ un an auparavant et employait une vingtaine de personnes à Toulouse.

Au début du mois de juin, Jean-Jacques Astoux est parti en voyage d'affaires comme il le faisait fréquemment. Ce n'est qu'au début de la semaine dernière que sa famille a reçu une lettre dans laquelle il indiquait qu'il avait quitté la France, sans préciser le pays dans lequel il se trouvait, et qu'il n'avait pas l'intention de revenir.

Les premières vérifications comptables ont permis de constater que le PDG avait emporté toutes les réserves financières de l'entreprise, soit plus de 2 millions de francs. La société se trouve dans l'impossibilité de continuer son activité, et son bilan pourrait être déposé mardi ou mercredi, et les vingt salariés mis au chômage.

Le service régional de police judiciaire de Toulouse a été chargé de l'enquête.

Air Transat: ça baigne dans l'huile

TOUT va bien pour la Transat aérienne. Le départ, qui était étalé entre samedi à 13 h 15 et lundi matin, s'est déroulé sans incident particulier. Tout au plus faut-il remarquer que l'ancêtre de la course, le Dragon rapide de Havilland de 1937, piloté par Jean Salis et Pierre Dague, a failli ne pas prendre le départ par manque de carburant. Il est finalement parti avec vingt minutes de retard, et seuls les téléspectateurs ont été frustrés. La cabine du Dragon n'étant pas chauffée, les deux pilotes sont arrivés complètement frigorifiés en Islande: il faisait — 12° dans le cockpit. Ils ont continué le voyage, engoncés dans leurs combinaisons de survie. Lundi soir, on avait perdu le contact radio avec eux entre le Groenland et le Canada, mais tout allait bien pour eux, et ils sont finalement arrivés à New York mardi matin.

Quatre appareils ont abandonné la course. Le Piper Arrow n° 8 (sponsoré par le *Quotidien de Paris* et *Télé- Poche*) s'est posé à Manchester à la suite d'ennuis mécaniques. Le Mooney français n° 64 a eu des problèmes d'alimentation, le Beechcraft allemand n° 16 a fait demi-tour à cause de la météo, et l'équipage allemand du Cessna Centurion n° 90 a abandonné, après avoir eu des mots avec les contrôleurs de la navigation aérienne.

Il n'a pas fait très beau au cours de cette première manche, ce qui a permis aux petits avions de montrer leur supériorité sur les plus gros: en dépit du mauvais temps, ils quittaient le terrain de Reykjavik en Islande sous le nez du Mystère-20 immobilisé sur la piste.

D'une façon générale, il y a eu peu de problèmes mécaniques dans les premiers jours de la course. Le Mooney n° 15 a fait un atterrissage d'urgence au Labrador dimanche après-midi avant de continuer, et le bimoteur Cessna français n° 59 a eu une panne de générateur. Ils ont pu être réparés à Goose Bay avant de repartir pour New York. Le Piper n° 53, commandité par la Fondation Peter Stuyvesant et décoré par Nicki de Saint-Phalle, a connu quelques difficultés avec les douaniers de Goose Bay.

L'alerte a été plus sérieuse pour le Cessna français n° 76, qui a finalement réussi à se poser à Paradise Valley, après avoir été bloqué à Narsarssuak au Groenland. Même chose pour le bimoteur français Piper n° 39, qui a pu se poser finalement à Godhaab, au Groenland.

Le terrain de Bridgeport, près de New York, connaît une animation peu ordinaire. Les appareils qui arrivent croisent ceux qui repartent vers Paris. Le premier avion à quitter New York a été le Cessna luxembourgeois n° 18 de Stoll et Alvisse. Il s'agit d'un monomoteur. Il est attendu à Beauvais mardi en fin de matinée. Il sera rapidement suivi par le Windecker n° 25, un autre monomoteur américain. Tous les deux vont faire une traversée directe de l'Atlantique. Le bimoteur européen Partenavia n° 22 va lui aussi tenter le retour direct sur Paris, alors qu'Hélène Lacour et Nicole Duval, le seul équipage féminin français en course, qui vole également sur un bimoteur Partenavia, ont décidé de faire une ou deux escales sur le chemin du retour.

Pierre POIX

Une mise au point de Catherine Lalumière

Catherine Lalumière, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la Fonction publique et des réformes administratives, fait la mise au point suivante, à la suite d'un éditorial du *Quotidien de Paris* paru le 6 juin.

Cet éditorial de première page dénaturait gravement le sens de l'interview qui a été publié dans ce même numéro en page 4.

Ses déclarations étaient les suivantes.

• En ce qui concerne les rémunérations : « ... *Le gouvernement a la ferme intention de maintenir globalement le pouvoir d'achat des fonctionnaires et nous espérons faire mieux pour les bas salaires dans une proportion qui reste à déterminer.* »

• En ce qui concerne la cotisation chômage : « ... *Pour nous, tout le monde doit participer les salariés et les autres... Il faut en discuter avec les partenaires sociaux car il faut, en effet, arriver à une solution. Mais je précise que le premier effort de solidarité devra passer par une réforme de la fiscalité, pour réduire les inégalités.*

De nouveaux «bombardiers à eau» pour lutter contre les incendies

L'été 1979 restera dans les mémoires comme un « été rouge ». Le midi de la France en sait quelque chose, avec ses dizaines de milliers d'hectares de forêts et de pinèdes vaincus par les flammes. L'an passé, c'est dans le Lubéron que le drame a éclaté. Il y a quelques jours une équipe d'A2 y filmait d'ailleurs de futurs « Dossiers de l'écran ».

Mais juin est là, et l'inquiétude aussi. On évoque toujours une possible sécheresse ; on se met à craindre un mistral trop violent. Mais, au-delà des contraintes actuelles, on dénonce également un évident sous-équipement, une protection insuffisante.

Les améliorations demeurent cependant minimes. En inaugurant à Marignane, non loin de Marseille, une stèle à la mémoire « des pompiers du ciel disparus », le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, a voulu réaliser ce que son prédécesseur au sein du gouvernement avait tout simplement négligé. A savoir améliorer, quantitativement parlant, la flotte des « bombardiers à eau » dont l'efficacité, lorsque naît le drame, n'est plus à démontrer. Quinze sont aujourd'hui basés à Marignane. Cinq nouveaux appareils les rejoindront, a déclaré le ministre de l'Intérieur, expliquant qu'il avait demandé l'inscription, dans le premier collectif budgétaire, de trois Canadair et de deux DC-6 : « *Le gouvernement est décidé à faire un effort anti-feu. Je voudrais que les appareils qui rejoindront cette base soient dédiés, en hommage à leur sacrifice, à ceux qui ont perdu leur vie pour que vive la forêt corse et provençale.* »

Gérard LEMAOUT

FÊTE POPULAIRE DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE

Mercredi 10 juin, place de la République, à 20 heures.

Au programme, Jacques Higelin, le groupe rock Téléphone, les groupes louisianais Buckwheat et antillais Henri Guédon.

Cette fête, organisée par le ministère du Temps libre, est destinée à célébrer le quarante-cinquième anniversaire de l'octroi par Léo Lagrange des premiers congés payés, le 10 juin 1936.

Jean-Marcel Jeanneney au sommet des pays industrialisés

François Mitterrand a proposé à Jean-Marcel Jeanneney d'être son représentant personnel pour la préparation des conférences au sommet des pays industriels. Cette proposition a été acceptée par Jean-Marcel Jeanneney, qui doit être reçu la semaine prochaine à l'Elysée.

Jean-Marcel Jeanneney, soixante-dix ans, entre au gouvernement en 1959 comme ministre de l'Industrie. En 1962, le général de Gaulle le nomme premier ambassadeur de France en Algérie. De retour en France en 1964, il est nommé membre du Conseil économique et social, et est à nouveau appelé au gouvernement comme ministre des Affaires sociales de 1966 à 1968 (cabinet de Georges Pompidou). Il sera ensuite ministre d'Etat chargé d'élaborer la réforme régionale de 1968 à 1969 (cabinet de Maurice Couve de Murville). En juin 1968, il est élu député de Grenoble, où il bat Pierre Mendès France. Il est maire de Rioz (Haute-Saône) depuis 1967.

• **Le général d'armée André Biard**, grand-croix de la Légion d'honneur, a été nommé grand chancelier de la Légion d'honneur en remplacement du général Alain de Boissieu, démissionnaire.

LISEZ-NOUS
ECRIVEZ-NOUS